

2011

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

RELEVER LE DEFI DE LA FAIM

MAÎTRISER LES CHOCS ET LA VOLATILITÉ EXCESSIVE DES PRIX ALIMENTAIRES



INTERNATIONAL
FOOD
POLICY
RESEARCH
INSTITUTE

CONCERN
worldwide



2011

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

RELEVER LE DEFI DE LA FAIM

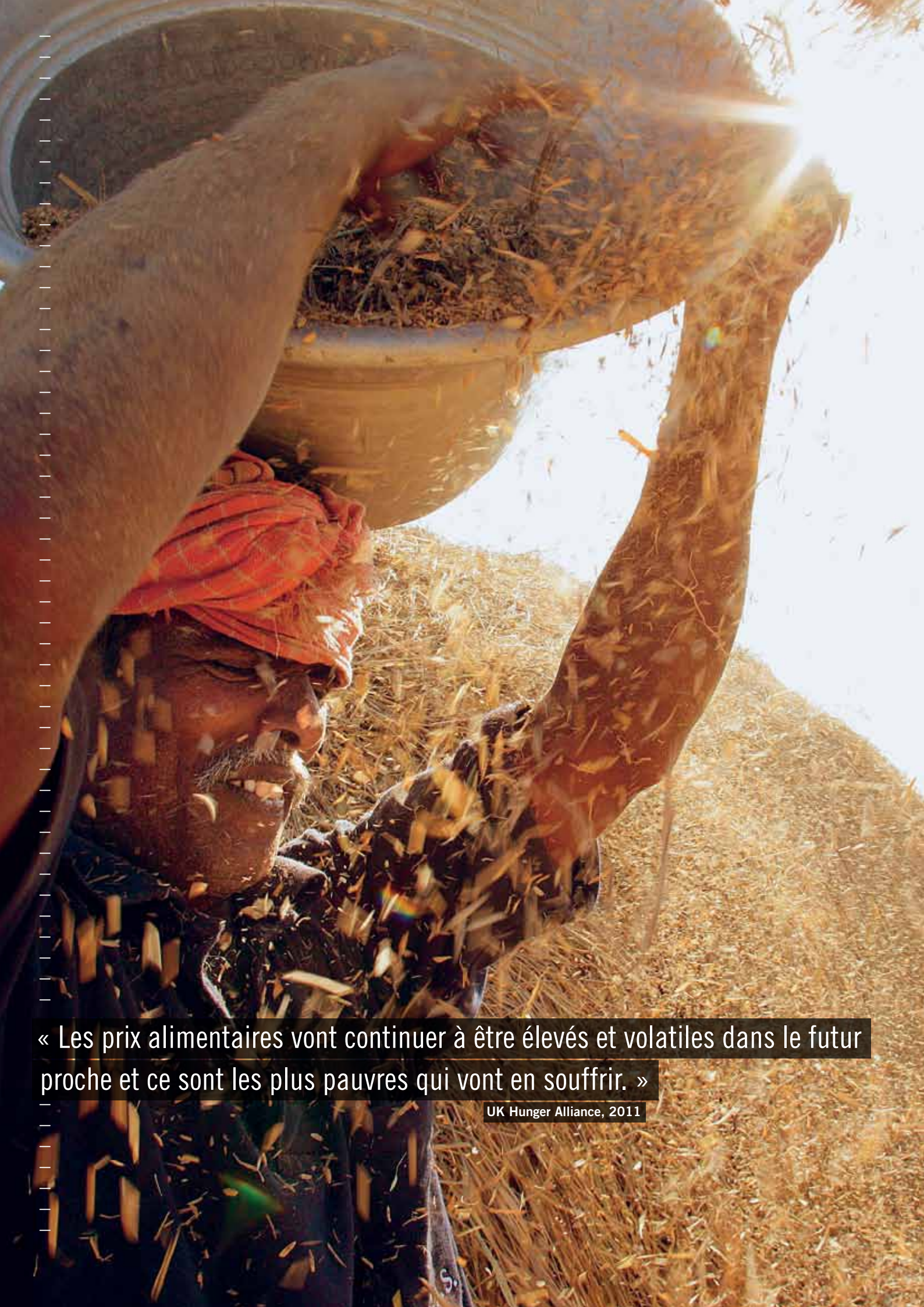
MAÎTRISER LES CHOCS ET LA VOLATILITÉ EXCESSIVE DES PRIX ALIMENTAIRES

Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) :
Klaus von Grebmer, Maximo Torero, Tolulope Olofinbiyi, Heidi Fritschel,
Doris Wiesmann et Yisehac Yohannes

Concern Worldwide et Welthungerhilfe :
Lilly Schofield, Constanze von Oppeln

Bonn, Washington DC, Dublin, Paris
Octobre 2011





« Les prix alimentaires vont continuer à être élevés et volatiles dans le futur proche et ce sont les plus pauvres qui vont en souffrir. »

UK Hunger Alliance, 2011

AVANT-PROPOS

Le spectre de la famine plane à nouveau sur le monde.

Une crise alimentaire majeure sévit dans la Corne de l'Afrique depuis le printemps 2011. Subitement, des images d'enfants décharnés ont envahi les écrans télévisés du monde entier. Des millions de personnes en Afrique de l'Est sont confrontés à une crise alimentaire déclenchée par un malheureux concours de circonstances - sécheresse sévère, flambées des prix agricoles et aggravation des conflits, et exacerbée par la vulnérabilité des personnes et des communautés dans l'ensemble de cette région.

La tragédie humaine en cours dans la Corne de l'Afrique est un terrible rappel de la vulnérabilité de millions de personnes à travers le monde face aux chocs d'origine climatique et aux autres crises graves qui compromettent leur accès aux ressources alimentaires. Cette catastrophe humanitaire met en évidence deux des principales motivations de ce rapport Indice de la faim dans le monde (GHI) : le besoin d'informer et le besoin d'agir. Afin de mieux lutter contre la faim, il est impératif de disposer d'informations précises sur où et pourquoi la faim continue d'exister. L'information ne suffit pas à remplir les estomacs, mais elle permet aux décideurs et aux agences nationales et internationales de prendre les mesures nécessaires pour garantir un accès universel à une nourriture suffisante en quantité et en qualité. Toutefois, le vrai défi consiste à s'attaquer aux causes structurelles de la faim et à réduire la vulnérabilité des plus démunis face aux chocs tels que les sécheresses et les flambées des prix à court, moyen et long terme.

L'Indice de la faim 2011 est une publication conjointe de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), Concern Worldwide et Welthungerhilfe, publiée en France par l'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED). Ce rapport montre que malgré les progrès réalisés en matière de réduction de la faim, le nombre de personnes vulnérables dans le monde reste extrêmement élevé. Le nombre absolu de personnes touchées par la faim demeure encore à des niveaux inacceptables. Pour la sixième année consécutive, l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires présente une analyse pluridimensionnelle de la faim issue du calcul annuel de l'Indice de la faim dans le monde. Il est important de signaler que les résultats GHI représentent une moyenne au niveau national ; ainsi même dans les pays dont le niveau de la faim les classe dans les catégories « modéré » ou « grave », certaines zones géographiques peuvent être considérées dans ces pays comme en situation « alarmante » ou « extrêmement alarmante ». En outre, les succès remportés dans le cadre de la lutte contre la faim peuvent être sapés, voire réduits à néant par des chocs sévères comme l'a démontré la crise de 2011 dans la Corne de l'Afrique, où les vulnérabilités structurelles et sous-jacentes demeurent sans faire l'objet de réponses adaptées. Cette série de rapports permet de suivre l'évolution de la faim au niveau mondial, mais aussi pays par pays, en mettant en évidence les pays et les régions où la situation est alarmante et demande une action immédiate. Ce rapport constitue ainsi un

outil clef de plaidoyer pour promouvoir la mise en place de politiques de lutte contre la faim, tant au niveau national qu'international.

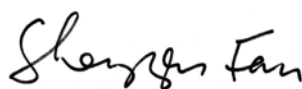
Ce rapport offre une vision du passé et non du présent. Les données utilisées pour calculer le GHI sont celles transmises par les gouvernements et les agences internationales. Il n'existe pas d'état des lieux instantané sur la faim dans le monde. Nous espérons que les autorités et les agences internationales pourront à l'avenir travailler ensemble pour parvenir à des données toujours plus à jour et toujours plus précises. Le GHI 2011 se base sur les données les plus récentes et ne reflète donc pas toujours l'impact des derniers événements. Cependant, ce rapport identifie bien les pays et les régions où la faim est la plus sévère et persistante. Vingt-six pays présentent un niveau de faim considéré comme alarmant ou extrêmement alarmant. L'Asie du Sud et l'Afrique Subsaharienne sont les deux régions les plus affectées par le fléau de la faim. Derrière ces résultats se cache la souffrance de millions de personnes vulnérables.

Le rapport GHI 2011 traite tout particulièrement de la flambée et de la volatilité des prix alimentaires, deux paramètres ayant joué un rôle majeur dans les crises alimentaires mondiales de 2007-2008 et 2010-2011. De nombreuses personnes vulnérables consacrent déjà une grande partie de leur revenu à leur alimentation, et la hausse des prix alimentaires laisse ces derniers dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins alimentaires, en termes de santé, d'accès au logement, à l'éducation et aux autres biens et services dont ils ont besoin. Dans ce rapport, l'IFPRI présente les facteurs qui ont contribué à l'augmentation et à la volatilité accrue des prix alimentaires au cours de ces dernières années ainsi que les conséquences pour les plus démunis dans les pays en développement. Eviter les chocs et la volatilité des prix alimentaires exige que nous en comprenions les causes et que des réponses adéquates soient mises en place. Concern Worldwide et Welthungerhilfe proposent pour leur part un aperçu de la situation sur le terrain, en présentant l'impact désastreux des hausses des prix alimentaires pour les communautés vulnérables au Kenya et au Tadjikistan, ainsi que l'intervention de ces ONG pour aider ces communautés à faire face à cet impact. Sur la base des conclusions de ces recherches et des expériences sur le terrain, l'IFPRI, Concern Worldwide et Welthungerhilfe proposent, avec ACTED, une série de préconisations pour contribuer à prévenir et à atténuer les effets des prix élevés et volatiles, ainsi que pour accroître la résilience des communautés, des pays et des régions.

La crise récente dans la Corne de l'Afrique rappelle une réalité immuable : les catastrophes naturelles et les chocs économiques continueront de se produire et, à chaque fois, ce seront les plus vulnérables qui paieront le prix fort. Les solutions pour réduire la vulnérabilité et sur les meilleures méthodes de travail avec les communautés et avec les institutions afin de lutter efficacement contre la pauvreté sont connues. Il est grand temps d'appliquer ces connaissances, en conjuguant nos forces pour bannir à tout jamais le spectre de la faim.



Dr. Wolfgang Jamann
Secrétaire Général et
Président
Welthungerhilfe



Dr. Shenggen Fan
Directeur Général
Institut International de Recherche
sur les Politiques Alimentaires



Tom Arnold
Directeur Exécutif
Concern Worldwide

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	5
CHAPITRE	
01	Le concept du Global Hunger Index (Indice de la faim dans le monde) 6
02	Tendances mondiales, régionales et nationales 10
03	Combattre la faim dans le contexte de flambée et de volatilité des prix alimentaires 20
04	L'impact de la flambée et de la volatilité des prix alimentaires au niveau local 32
05	Recommandations : maîtriser les flambées et la volatilité excessive des prix alimentaires et renforcer la capacité de résistance aux chocs futurs 42
ANNEXE	
A	Source des données et mode de calcul des résultats des GHI de 1990, 1996, 2001 et 2011 48
B	Source des données des résultats des GHI de 1990, 1996, 2001 et 2011 49
C	Tendances par pays des résultats des GHI de 1990, 1996, 2001 et 2011 51
D	Notes techniques sur la mesure de la volatilité excessive des prix alimentaires 55
BIBLIOGRAPHIE	56
PARTNERAIRES	59

RÉSUMÉ

Le Global Hunger Index 2011 (GHI), ou Indice de la faim dans le monde, est un outil statistique qui permet de mesurer et de suivre l'évolution de la faim dans le monde, pays par pays et région par région. Les conclusions du GHI de cette dernière édition montrent que le nombre de personnes qui souffrent de la faim a reculé depuis 1990, mais pas de manière significative puisqu'il demeure à un niveau élevé correspondant à une situation « grave ». Les scores GHI varient considérablement selon les régions et les pays. L'Asie du Sud et l'Afrique Subsaharienne sont les régions qui présentent les indices les plus élevés. L'Asie du Sud est parvenue à réduire son score GHI de manière substantielle entre 1990 et 1996, mais ce résultat rapide n'a pas pu être poursuivi. Bien que l'Afrique Subsaharienne ait moins progressé que l'Asie du Sud après 1990, elle a en revanche en partie rattrapé son retard depuis le début du XXI^e siècle.

Entre le GHI de 1990 et celui de 2011, 15 pays sont parvenus à diminuer leur score GHI de 50% ou plus. De manière générale, 19 pays sont sorties des deux dernières catégories - « extrêmement alarmant » et « alarmant ». L'Angola, le Bangladesh, l'Éthiopie, le Mozambique, le Nicaragua, le Niger et le Vietnam sont les pays qui ont connu les améliorations les plus notables entre le GHI de 1990 et celui de 2011 (en termes de progrès absolus dans l'amélioration du score GHI).

Vingt-six pays continuent d'afficher des niveaux de faim extrêmement alarmants ou alarmants. Les pays présentant un GHI 2011 extrêmement alarmant – Burundi, Tchad, République Démocratique du Congo et Érythrée – se situent tous en Afrique Subsaharienne. La plupart des pays présentant un GHI alarmant se situent en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud. Parmi les six pays où le niveau de faim a connu une aggravation, le cas de la République Démocratique du Congo ressort particulièrement. Dans ce pays, les conflits et l'instabilité politique ont accru le niveau de faim, avec un score GHI qui a augmenté d'environ 63% [en raison des délais dans la mise à disposition des données, le GHI 2011 ne reflète pas l'impact de la crise des prix alimentaires de 2010–2011 ni de la famine dans la Corne de l'Afrique en 2011].

Ces dernières années, le marché mondial des produits alimentaires a été marqué par des prix en hausse et plus volatiles. Cette situation a des conséquences graves pour les personnes vulnérables qui n'ont qu'une faible marge de manœuvre pour s'adapter aux flambées et aux changements rapides des prix. La volatilité et l'augmentation des prix résultent principalement de trois facteurs : l'utilisation accrue des produits agricoles pour la fabrication de biocarburants, les phénomènes météorologiques extrêmes et le changement climatique, ainsi que l'augmentation excessive du volume des transactions sur les marchés à terme agricoles. Ces facteurs sont exacerbés du fait de marchés d'exportation extrêmement concentrés, dans lesquels les pays

importateurs de produits alimentaires de base dépendent d'une poignée de pays exportateurs, de stocks de céréales à des niveaux historiquement bas, ainsi qu'à cause du manque criant d'informations à jour sur l'état du système alimentaire mondial alors même que ce type d'informations pourrait empêcher les réactions excessives des marchés face aux fluctuations modérées de l'offre et de la demande. La volatilité ainsi que la hausse des prix affaiblissent le pouvoir d'achat des ménages vulnérables et limitent leur accès à toute une série de biens et de services essentiels. La volatilité des prix se traduit également par une détérioration de l'état nutritionnel de ces ménages, avec une diminution du nombre de calories ingérées quotidiennement, des repas moins nombreux, de moins bonne qualité et moins riches en nutriments.

S'attaquer au problème de la flambée et de la volatilité excessive des prix exige que l'on agisse aussi bien sur la question de la volatilité que sur la protection des populations les plus vulnérables contre les effets dramatiques des prix variables et élevés. Il est également important de remédier aux causes de la volatilité des prix alimentaires en révisant les politiques relatives aux biocarburants, en régulant les transactions financières sur les marchés agricoles ainsi qu'en s'adaptant aux effets du changement climatique et en les limitant. En outre, il est indispensable de constituer des réserves alimentaires et d'assurer le partage de l'information sur les marchés agricoles et alimentaires. Afin d'augmenter la résilience aux changements rapides des prix des denrées alimentaires, il est essentiel de renforcer les systèmes de protection sociale, d'améliorer la préparation aux situations d'urgence, d'investir davantage dans l'agriculture durable à petite échelle, d'accroître les moyens de subsistance des personnes démunies dans les campagnes comme dans les villes et de renforcer l'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé et l'assainissement.

01



En sensibilisant aux réalités de la problématique de la faim à travers le monde, le rapport GHI veut susciter **des réponses concrètes contre ce fléau.**

LE CONCEPT DU GLOBAL HUNGER INDEX

Le Global Hunger Index (GHI), ou indice de la faim dans le monde, est un outil statistique calculé chaque année par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI). Cet indice permet de mesurer et de suivre de manière détaillée l'évolution de la faim dans le monde, pays par pays et région par région¹. Le GHI met en évidence les succès et les échecs des programmes de réduction de la faim et offre un éclairage sur les facteurs de la faim. Ce rapport se donne pour objectif de promouvoir la mise en place d'actions concrètes de lutte contre la faim, en suscitant une prise de conscience et en favorisant une meilleure compréhension des différences régionales et nationales par rapport à la faim.

Il existe plusieurs indicateurs pour calculer la faim (voir page 8). Afin de refléter la nature multidimensionnelle de la faim, le GHI réunit trois indicateurs, également pondérés, en un seul indice :

- 1. La sous-alimentation** : proportion de la population sous-alimentée par rapport à l'ensemble de la population (reflète la part de la population ayant un apport calorique insuffisant),
- 2. La sous-alimentation infantile** : proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant un poids insuffisant pour leur âge (indique la proportion d'enfants atteints d'insuffisance pondérale et/ou de retard de croissance),
- 3. La mortalité infantile** : taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (reflète partiellement la synergie fatale entre l'insuffisance en quantité et en qualité de l'apport nutritionnel et un environnement insalubre).

L'approche pluridimensionnelle du GHI présente plusieurs avantages. Le GHI prend en compte la situation nutritionnelle de la population dans son ensemble et reflète également celle des enfants, un des groupes les plus vulnérables et pour lequel l'absence d'une alimentation nutritive et suffisante peut engendrer des maladies, des retards de croissance, des retards sur le plan cognitif, voire la mort. De plus, l'association par le GHI de plusieurs indicateurs calculés de manière indépendante réduit les erreurs dues aux techniques d'échantillonnage.²

L'indice classe les pays sur une échelle de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, même si aucun de ces extrêmes n'est atteint en réalité. L'échelle en page suivante montre la gravité du niveau de la faim - de « bas » à « extrêmement alarmant » - associée aux différents scores du GHI possibles. Le GHI 2011 a été calculé pour 122 pays pour lesquels il existe des données pour les trois indicateurs et pour lesquels mesurer la faim est une démarche pertinente (certains pays à revenu élevé ont été exclus de fait du calcul du GHI en raison d'une prévalence de la faim très faible).

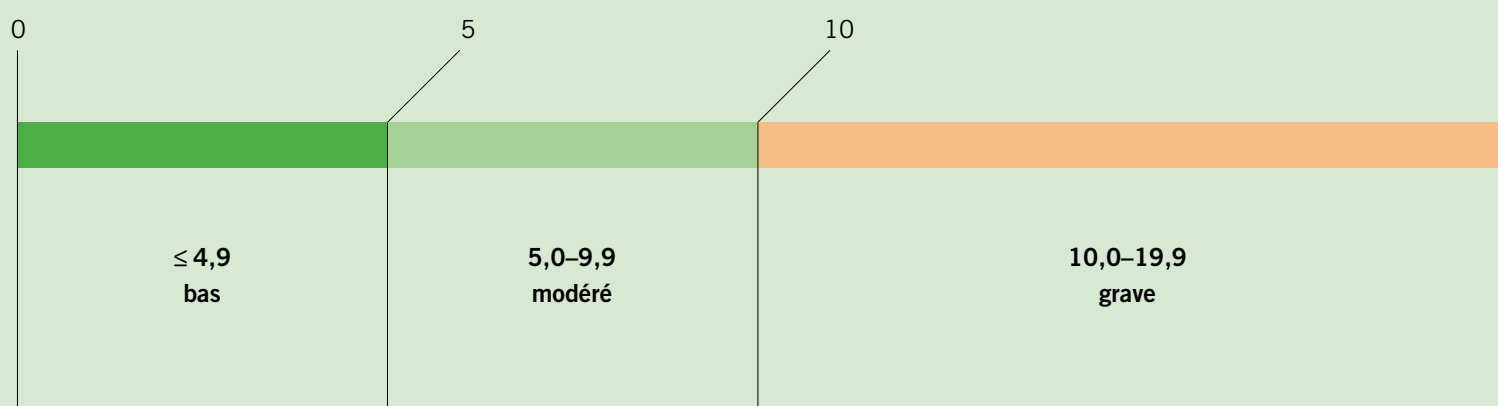
La précision et l'actualité des données du GHI dépendent de celles de ces trois indicateurs. Le GHI de cette année a été calculé à partir de données recueillies entre 2004 et 2009, en retenant les données les plus récentes disponibles pour chacun des trois indicateurs au niveau de chaque pays. Par conséquent, le GHI 2011 ne décrit pas la situation actuelle, mais offre un aperçu du passé récent. Pour certains pays comme l'Afghanistan, l'Irak, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie, le GHI n'a pas pu être calculé en raison de l'absence ou l'insuffisance de données. Bien qu'il existe une multitude d'outils techniques permettant la collecte et le traitement quasi instantané des données, des délais importants persistent encore dans la transmission de statistiques vitales concernant la faim. Il est urgent de pouvoir disposer de données nationales plus exhaustives et à jour ; cette nécessité a été largement reconnue par le Groupe des 20 (G20) dans leur récent plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires (G20 2011). Des améliorations dans la collecte de données pertinentes et précises sur la faim et l'alimentation permettraient d'obtenir une analyse plus fine et actuelle de la situation de la faim dans le monde et, partant de là, de prendre des initiatives plus efficaces pour réduire la faim.

Les données sources utilisées pour calculer le GHI sont révisées continuellement par les agences des Nations unies chargées de leur collecte, et chaque année le rapport GHI prend en compte ces révisions. Ces révisions permettent d'améliorer la fiabilité des données ; cependant cela implique aussi que les scores GHI calculés les années précédentes ne sont pas directement comparables entre eux. Toutefois, le rapport 2011 présente un avantage comparé aux rapports GHI publiés précédemment. Il couvre en effet les GHI de 2011 et de 1990, mais aussi ceux de deux autres périodes de référence, 1996 et 2001, tous comparables entre eux, ce qui permet d'effectuer une analyse en profondeur des tendances. Autrement dit, des données sources comparables ont été utilisées pour calculer les scores GHI des quatre périodes de référence présentées dans ce rapport.

¹ Pour plus d'informations sur ce concept, voir Wiesmann (2004) et Wiesmann, von Braun et Feldbrügge (2000).

² Pour une mesure pluridimensionnelle de la pauvreté, voir l'indice développé par l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) pour le Programme des Nations unies pour le développement (Alkire et Santos 2010).

QU'EST-CE QUE L'INDICE DE LA FAIM DANS LA MONDE (GHI) ?

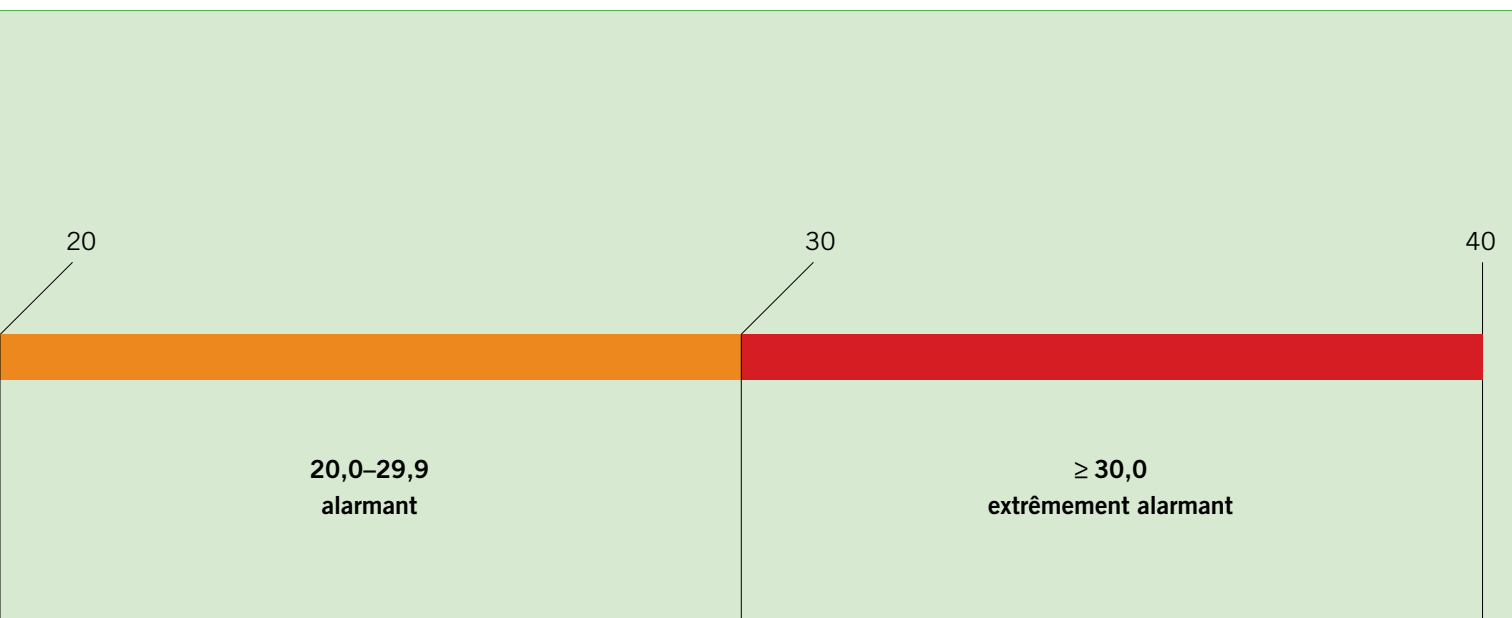


CALCUL DU GHI : INFORMATIONS SUR LES DONNÉES

Les scores GHI de 1990, 1996, 2001 et 2011 présentés dans ce rapport reflètent les dernières données révisées disponibles pour les trois indicateurs du GHI. En l'absence de données originales pour l'un des indicateurs du GHI, des estimations ont été réalisées à partir des dernières données connues. Les indicateurs « mortalité infantile » et « sous-alimentation » du GHI 1990 ont été révisés à partir des données actualisées pour 1990 afin de prendre en compte les dernières révisions effectuées respectivement par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). De plus, les estimations de la « sous-alimentation infantile » des GHI 1990, 1996, 2001 et 2011 reprennent des données révisées par la FAO sur l'apport calorique. Les derniers ajouts de la base de données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la croissance et la malnutrition infantiles ont été pris en compte pour l'indicateur « sous-alimentation infantile » des quatre scores GHI. Les derniers résultats des enquêtes démographiques et sanitaires (DHS) de l'OMS sont repris pour le GHI 2011. L'amélioration des données brutes se traduit par l'amélioration de la qualité du GHI. Pour la première fois depuis 2006, les scores GHI de quatre années sont présentés et comparés, donnant lieu à une analyse approfondie des tendances.

Comme indiqué précédemment, les données utilisées pour le calcul du GHI 2011 couvrent la période 2004-2009. Les données sur la proportion de la population sous-alimentée correspondent à la période 2005-2007 (FAO 2010, estimations de l'IFPRI), les données concernant la mortalité infantile sont celles de 2009 (UNICEF 2011) et les données sur l'insuffisance pondérale infantile sont celles de la dernière année de la période 2004-2009 disponibles (OMS 2011, UNICEF 2010, MEASURE DHS 2011, estimations des auteurs). Voir les Annexes A et B pour plus d'informations sur la provenance de données et le mode de calcul des GHI 1990, 1996, 2001 et 2011.

Note : pour les calculs antérieurs du GHI, voir von Grebmer et al. 2010, von Grebmer et al. 2009, von Grebmer et al. 2008, IFPRI/Welthungerhilfe/Concern 2007, Wiesmann 2006a, b et Wiesmann, Weingärtner et Schöninger 2006.



LES CONCEPTS DE LA FAIM

La terminologie utilisée pour parler des divers aspects de la faim peut être source de confusion. Le mot « faim » désigne le plus souvent la sensation désagréable ressentie après un certain temps sans manger. Pour la FAO, la « faim » correspond à une consommation inférieure à 1800 calories par jour – le minimum requis par la plupart des personnes pour être en bonne santé et mener une vie active. Le terme « sous-alimentation » renvoie aux carences énergétiques, protéiques, en vitamines et/ou en minéraux. La sous-alimentation est le résultat d'une alimentation insuffisante – tant en quantité qu'en qualité – ou d'une mauvaise assimilation de la nourriture consommée due à des infections et/ou à d'autres maladies. La « malnutrition » désigne dans un sens large aussi bien la sous-alimentation (carence alimentaire) que la suralimentation (régime alimentaire déséquilibré avec un apport calorique excessif par rapport aux besoins énergétiques). La « malnutrition » et la « sous-alimentation » contribuent à un état sanitaire préoccupant. Dans ce rapport, le terme « faim » désigne l'indice calculé à partir des trois indicateurs décrits page 7.

02



Les progrès en Asie du Sud, en Amérique Latine et dans les Caraïbes sont à souligner, avec un score GHI en **baisse de 44%** dans les deux cas.

TENDANCES MONDIALES, RÉGIONALES ET NATIONALES

La faim dans le monde a diminué depuis 1990, mais pas de manière significative. Bien que le nombre absolu de personnes sous-alimentées ait augmenté entre le milieu des années 1990 et 2009, la proportion de personnes sous-alimentées dans le monde a toutefois légèrement baissé au cours de la dernière décennie (FAO 2010). Puisque le GHI mesure la faim de manière relative, c'est-à-dire qu'il fait référence à la proportion de personnes qui souffrent de la faim (faim définie au sens large), et va au-delà de la mesure de l'insuffisance calorique, cet indice montre une tendance positive. Le GHI 2011 mondial a diminué de 26 % par rapport au GHI de 1990, passant de 19,7 à 14,6 (voir graphique ci-dessous).³ Ce progrès est principalement attribuable à la baisse de la proportion d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale. Le principal recul du GHI dans le monde – 3 points – a eu lieu entre 1990 et 1996 et a été suivi d'un ralentissement des avancées réalisées.

La sous-alimentation et l'insuffisance pondérale infantiles se sont principalement améliorées entre 1990 et 1996, tandis que les progrès accomplis dans la réduction de la mortalité infantile se sont accélérés depuis 1996. La proportion de personnes sous-alimentées n'a guère varié au niveau mondial depuis les années 1995–1997, avec une diminution d'un seul point.

Les trois indicateurs de l'Indice GHI se sont améliorés depuis 1990, contribuant à la réduction des scores GHI à travers le monde : la proportion d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale dans le monde a baissé de 8 points, la proportion des personnes sous-alimentées de 4 points et le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans de 3 points. Cependant, la situation générale de la faim dans le monde demeure grave.

La hausse récente du niveau et de la volatilité des prix agricoles constitue à nouveau, comme en 2008, une menace pour la pérennité de la sécurité alimentaire mondiale et expose de nombreux foyers et groupes vulnérables à un risque accru de souffrir de la faim, à l'image de la crise alimentaire qui frappe en ce moment la Corne de l'Afrique. Toutefois, à cause des délais dans la disponibilité des données, le GHI 2011 ne reflète pas l'impact de ces nouveaux événements.

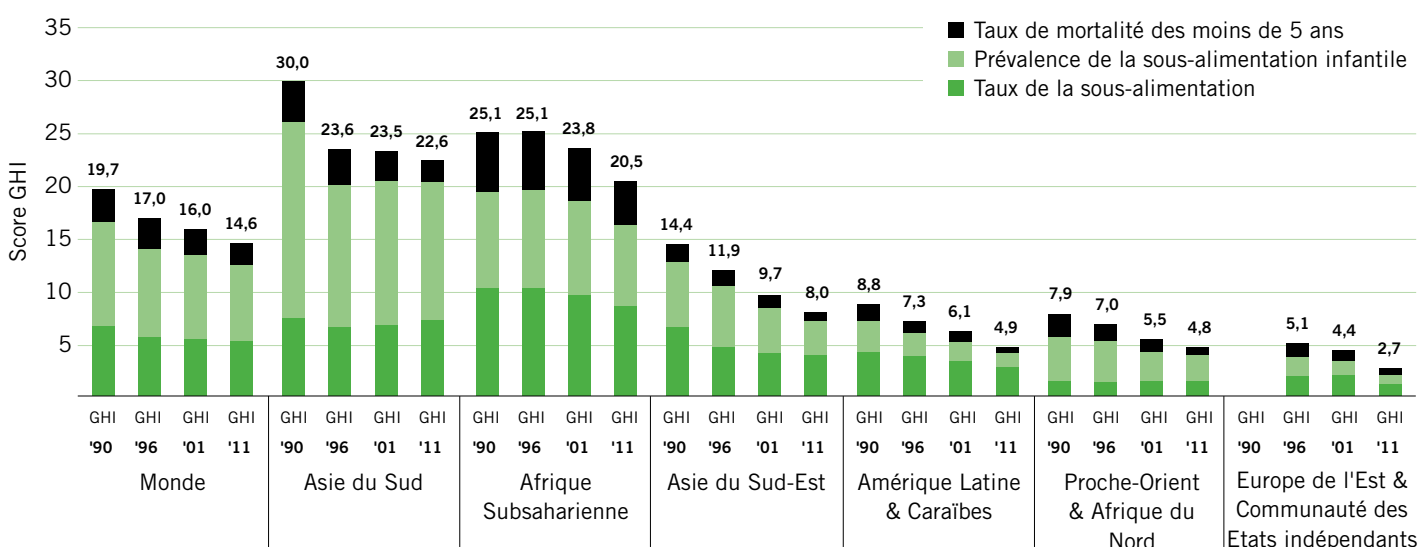
Tendances régionales : des disparités importantes

Les moyennes mondiales masquent des écarts importants entre régions et pays. Le score GHI 2011 a diminué de 18 % en Afrique Subsaharienne par rapport au score GHI de 1990, de 25 % en Asie du Sud et de 39 % au Proche-Orient et en Afrique du Nord (voir chiffres ci-dessous). Les progrès enregistrés en Asie du Sud-Est et en Amérique Latine et dans les Caraïbes ont été particulièrement notables, chaque région ayant connu une diminution du score GHI de 44 %, bien que le score était déjà bas en Amérique Latine et dans les Caraïbes. En Europe de l'Est et pour la Communauté des États indépendants, le score GHI 2011 a diminué de 47% par rapport au score de 1996.⁴

³ Le « monde » inclut tous les pays pour lesquels le GHI a été calculé. Comme mentionné précédemment, les données pour certains pays ne sont pas disponibles et la plupart des pays à haut revenu ont été exclus du calcul du GHI. L'année 1990 a été choisie comme base de comparaison car il s'agit de l'année de référence pour mesurer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

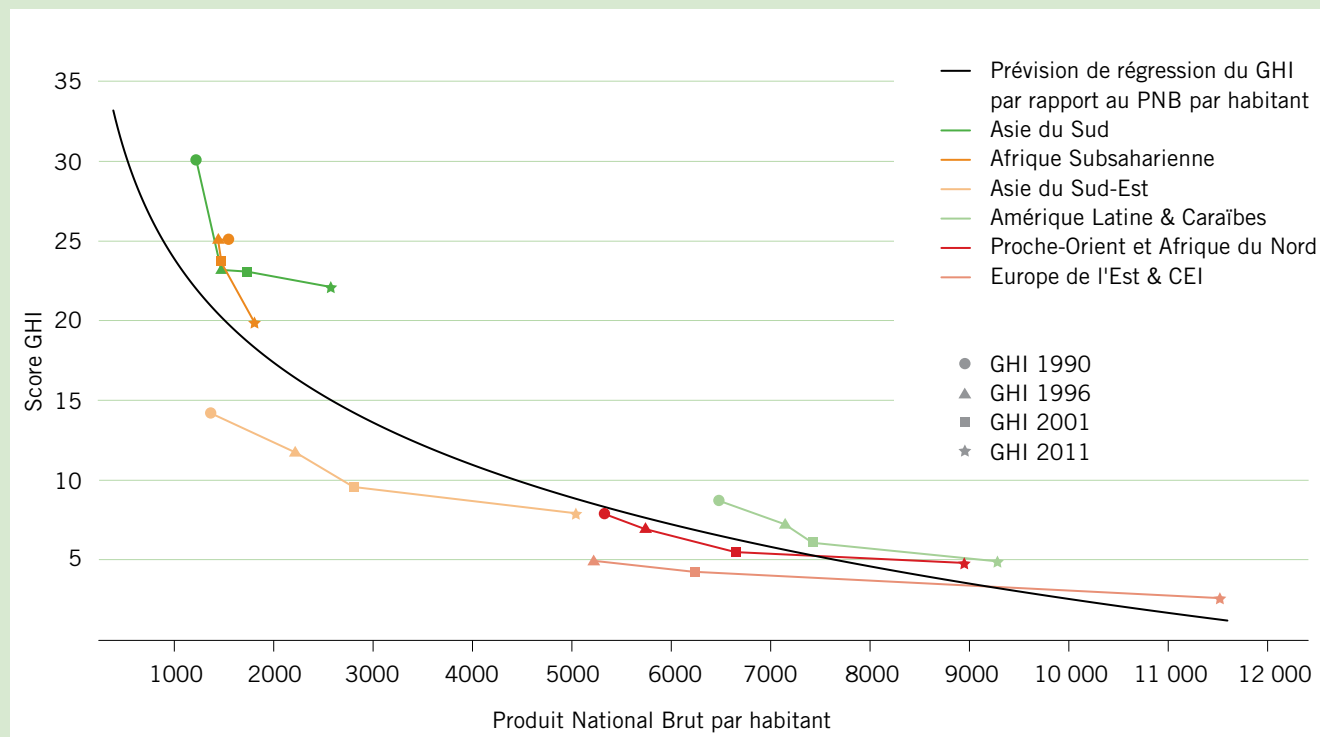
⁴ Pour l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants, le score GHI de 1996 a servi de base de comparaison en l'absence de données pour calculer le GHI de 1990.

CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI 1990, 1996, 2001 ET 2011



Notes : pour le GHI 1990, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 1990-1992 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 1990 dans la période 1988-1992 pour laquelle les données sont disponibles et les données sur la mortalité infantile sont celles de 1990. Pour le GHI 1996, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 1995-1997 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 1996 dans la période 1994-1998 pour laquelle les données sont disponibles et les données sur la mortalité infantile sont celles de 1996. Pour le GHI 2001, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 2000-2002 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 2001 dans la période 1999-2003 pour laquelle les données sont disponibles et les données sur la mortalité infantile sont celles de 2001. Pour le GHI 2011, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 2005-2007 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de la dernière année de la période 2004-2009 disponibles et les données sur la mortalité infantile sont de 2009.

TENDANCES RÉGIONALES DANS LES SCORES GHI COMPARÉ AU REVENU NATIONAL BRUT PAR HABITANT



Source : Banque Mondiale pour les données sur le PNB par habitant (2011).

Note : les données sur le Produit National Brut (PNB) par habitant sont basées sur la parité du pouvoir d'achat et exprimées en dollars constants de 2005. La ligne noire représente la tendance prévue de la régression des scores GHI au niveau des pays de 1990, 1996, 2001 et 2011 calculée sur la base du PNB par habitant. Etant donné que le nombre d'habitants de chaque pays affecte les agrégats régionaux et que ce graphique est utilisé pour analyser les résultats au niveau régional, la régression a été pondérée par rapport à la taille de la population. Les différences nationales n'apparaissent pas dans les agrégats régionaux représentés dans ce graphique (voir l'Annexe C pour les tendances par pays des scores GHI).

L'analyse du GHI par rapport au Produit National Brut (PNB) par habitant montre que les ressources économiques sont un déterminant important de la faim. La ligne noire dans le graphique ci-dessus est une prévision de la régression du GHI par rapport au PNB par habitant et montre que la faim diminue lorsque les revenus nationaux augmentent. Les régions ayant des GHI au-dessus de la ligne noire ont des niveaux de faim plus élevés que ceux attendus en fonction du PNB ; les régions avec des GHI en dessous de la ligne noire, réussissent à combattre la faim au-delà des prévisions. L'Asie du Sud et l'Afrique Subsaharienne ont des scores GHI régionaux plus élevés que prévu, ce qui laisse entendre, de manière générale, que leurs ressources économiques n'ont pas été utilisées de manière optimale pour lutter contre la faim. A partir du point

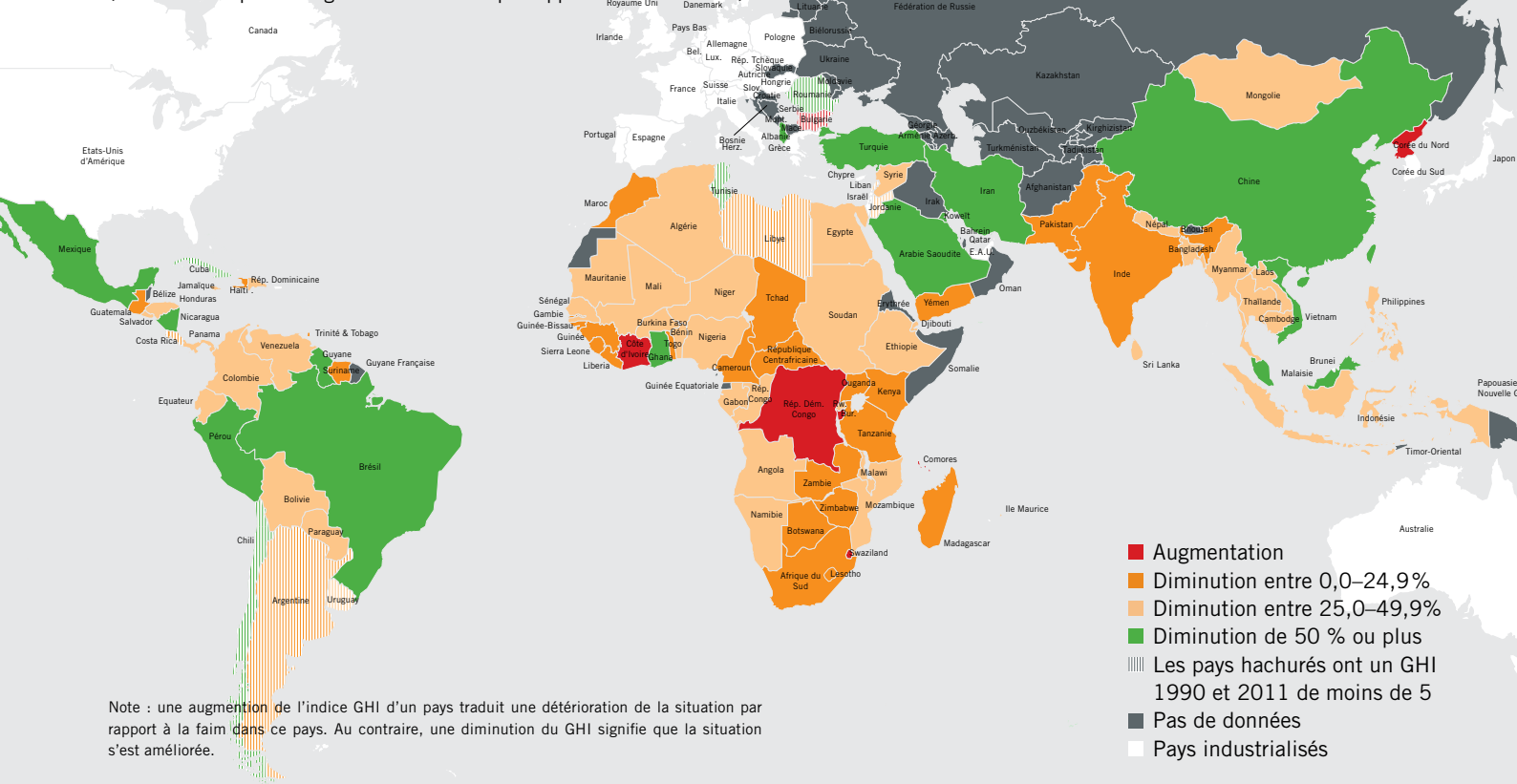
initial de 1990, la ligne de tendance (en orange) pour l'Afrique Subsaharienne se déplace légèrement vers la gauche, ce qui se traduit par une stagnation du GHI et une faible réduction du revenu par habitant jusqu'en 1996. Lorsque la croissance économique a repris après 1996, les scores GHI ont baissé de manière notable, parallèlement ou presque à la ligne de prévision (la crise de la Corne de l'Afrique de 2011 n'est pas reflétée dans le dernier GHI). La ligne de tendance pour l'Asie du Sud (en vert foncé) suit une trajectoire différente : durant la période de croissance après 1990, le GHI a fortement régressé, se rapprochant de la ligne de prévision en 1996. Alors que la croissance économique s'est poursuivie et s'est même accélérée après 2001, les baisses des scores GHI ont été assez modestes après 1996 et l'écart entre la ligne

de tendance pour l'Asie du Sud et le score GHI prévu s'est creusé. Le faible statut social des femmes dans la région est l'un des principaux facteurs responsables de la forte prévalence de la sous-alimentation infantile qui, à son tour, entrave l'amélioration des scores GHI. L'Inde détermine largement la tendance dans la région en raison de la taille de sa population (voir l'Inde dans l'Annexe C).

Jusqu'à récemment, l'Asie du Sud avait des scores GHI plus bas que prévus par rapport à ses revenus par habitant. La Chine a beaucoup contribué à la tendance à la hausse dans cette région, en luttant contre la faim grâce à une croissance durable, en mettant l'accent sur la lutte contre la pauvreté, le développement agricole et la mise en place de services sociaux.

PROGRÈS DANS LA RÉDUCTION DU SCORE GHI PAR PAYS

(diminution en pourcentage du GHI de 2011 par rapport au GHI de 1990)



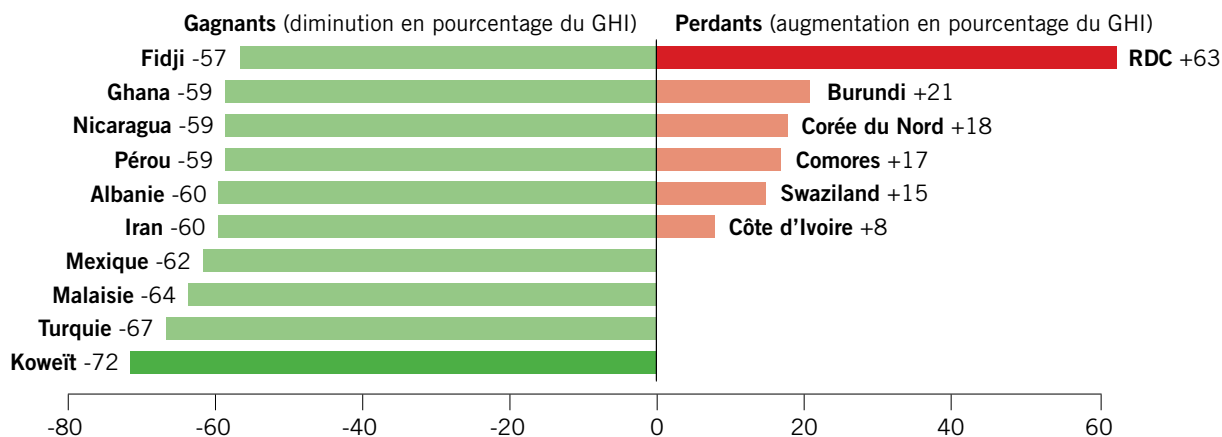
L'Asie du Sud-Est, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord ainsi que l'Amérique Latine et les Caraïbes ont connu une baisse continue de leurs scores GHI depuis 1990. Cependant, en Asie du Sud et en Afrique Subsaharienne — les deux régions ayant les scores GHI les plus élevés avec 22,6 et 20,5 respectivement — les progrès ont été inégaux.

L'Asie du Sud a le score régional GHI 2011 le plus élevé. La région a réduit son score GHI de plus de 6 points entre 1990 et 1996 — en raison principalement d'une baisse remarquable de 15 points du pourcentage de la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile — mais ce progrès rapide n'a été que passager et suivi d'une stagnation. Malgré une forte croissance économique, l'Asie du Sud n'a diminué

son score GHI que d'un point depuis 2001. La proportion de personnes sous-alimentées a même augmenté de 2 points après 1995-1997. Les inégalités sociales et le statut social, d'enseignement et nutritionnel, limité des femmes, parmi les principaux facteurs de la forte prévalence de sous-alimentation infantile dans cette région, ont entravé l'amélioration du score GHI.⁵

Bien que l'Afrique Subsaharienne ait moins progressé que l'Asie du Sud après 1990, elle a en partie rattrapé son retard depuis le début du XXI^e siècle. L'Afrique Subsaharienne ayant à l'origine un score GHI 1990 plus bas, son score GHI 2011 est inférieur à celui de l'Asie du Sud, même si la diminution globale a été moins importante. Le score

PAYS « GAGNANTS » ET « PERDANTS » ENTRE LE GHI DE 1990 ET LE GHI DE 2011



Note : les pays dont le GHI de 1990 et celui de 2011 sont inférieurs à cinq ont été exclus.

GHI de l'Afrique Subsaharienne a stagné entre 1990 et 1996, a diminué légèrement jusqu'en 2001 et baissé plus rapidement jusqu'à la période reflétée dans le score GHI 2011. Les conflits internes à grande échelle des années 1990 et 2000 ont pris fin et la stabilité politique s'est améliorée dans ces pays anciennement en conflit. La croissance économique a repris sur le continent et les avancées réalisées dans la lutte contre le VIH/Sida ont contribué à réduire la mortalité infantile dans les pays les plus touchés par l'épidémie. Même si la crise qui frappe la Corne de l'Afrique au moment même de la rédaction de ce rapport n'est pas reflétée dans le GHI 2011, celle-ci montre cependant que la sécurité alimentaire demeure fragile dans certaines régions d'Afrique Subsaharienne et que la vulnérabilité aux chocs reste très élevée.

Les meilleurs résultats par pays et les moins bons

Entre le GHI de 1990 et le GHI de 2011, 15 pays ont réussi à réduire leur score de 50 % ou plus. Plus des deux cinquièmes des pays ont effectué des progrès modestes, diminuant leur score GHI de 25 % à 49,9 % et environ un tiers des pays a diminué son score GHI de 0 % à 24,9 %.⁶ Un seul pays d'Afrique Subsaharienne, le Ghana, figure parmi les 10 meilleurs résultats concernant l'amélioration du score GHI depuis 1990 (voir graphique page 13 et encadré ci-dessous). Les pays affichant les six meilleures performances avaient des scores GHI modérés, compris entre 5,7 et 9,3 en 1990, et les diminutions ont été modestes en chiffres absolus. Les progrès en apparence remarquables du Koweït sont dus en grande partie au niveau exceptionnellement élevé de la faim

en 1990, quand l'Irak a envahi le pays : le score GHI du Koweït a diminué de plus de 5 points (ou 58 %) jusqu'en 1996 et seulement de manière modérée (environ un point) depuis (voir le Koweït dans l'Annexe C). Le deuxième meilleur résultat est celui de la Turquie, pays qui a réussi à réduire la faim grâce à des réductions importantes de la prévalence de la sous-alimentation infantile (d'environ deux tiers) et de la mortalité infantile (plus de trois quarts), tandis que les niveaux de sous-alimentation dans le pays sont restés peu élevés. De manière générale, entre le GHI de 1990 et celui de 2011, 19 pays ont réussi à s'extirper des deux dernières catégories - « extrêmement alarmant » et « alarmant » (voir encadré page 15).

Parmi les 6 pays où la faim a empiré (tous en Afrique Subsaharienne, à l'exception de la Corée du Nord), le cas de la République Démocratique du Congo ressort particulièrement. Dans ce pays, le score GHI a augmenté d'environ 63 %. Le conflit et l'instabilité politique y ont accru le niveau de faim (encadré page 16), tout comme au Burundi, aux Comores et en Côte d'Ivoire. Avec la transition vers la paix et la stabilisation politique en République Démocratique du Congo et au Burundi autour de 2002-2003, ces deux pays ont commencé à se redresser lentement après des décennies de déclin économique. Leurs scores GHI ont augmenté considérablement entre 1990 et 2001 et faiblement diminué par la suite. La faim demeure, toutefois, extrêmement alarmante dans ces deux pays.

En Côte d'Ivoire, le conflit et les troubles politiques ont éclaté après un coup d'Etat militaire en 1999 et le score GHI a augmenté de 1,6 point depuis 2001. Le GHI a connu une baisse aux Comores après

TRANSFORMATION AGRICOLE ET RÉFORMES DÉMOCRATIQUES AU GHANA

Le Ghana a été l'un des dix meilleurs élèves dans la lutte contre la faim avec une diminution de 59 % de son score GHI entre 1990 et 2011. Le succès du Ghana est le fruit d'investissements dans l'agriculture, le développement rural, l'éducation et la santé, y compris une forte augmentation des taux de vaccination (GSS, GHS et ICF Macro 2009). Le gouvernement a fourni aux agriculteurs des informations, des intrants agricoles tels que pesticides et engrais et des infrastructures comme des routes et des entrepôts.

L'ancien président John Kufuor, à la tête du pays entre 2001 et 2009 et lauréat du Prix

mondial de l'alimentation 2011, a expliqué dans un essai récemment publié par l'IFPRI comment les investissements dans le secteur agricole avaient contribué à améliorer d'autres secteurs également : « Pour un pays comme le Ghana, où plus de la moitié de la population cultive la terre, la transformation de l'agriculture aide à transformer tout un chacun. Les progrès accomplis par les agriculteurs ne se sont pas seulement traduits en un accroissement des exportations ; en parallèle, le gouvernement a lancé un programme ambitieux visant à donner à tous les élèves des écoles maternelles et primaires un repas quotidien

chaud et nutritif, préparé avec des aliments produits localement. Cette initiative a conduit à une augmentation significative du nombre d'enfants scolarisés. Cette politique a apporté un soutien aux agriculteurs et une alimentation appropriée à leurs enfants. De plus, les politiques économiques, agricoles et sociales mises en place ont été accompagnées de réformes visant à étendre les libertés démocratiques » (Kufuor 2011, 5).

Le Ghana fait officiellement partie des pays à revenu intermédiaire depuis 2007 et est considéré comme l'un des pays les plus stable politiquement et à plus forte croissance de l'Afrique Subsaharienne.

un pic en 2001, mais il n'apparaît pas encore clairement si cela constitue un renversement des tendances antérieures. Ces deux pays sont vulnérables à la volatilité des prix des marchés agricoles internationaux : la Côte d'Ivoire est le principal producteur et exportateur mondial de fèves de cacao et exporte également des quantités importantes de café et d'huile de palme. Les Comores dépendent des importations de riz pour leur sécurité alimentaire et de trois cultures principales – vanille, clous de girofle et huile de ylang ylang — pour les recettes de leurs exportations (CIA 2010).

Estimée à 26 % en 2009, la prévalence du VIH chez les adultes au Swaziland est la plus élevée au monde (ONUSIDA 2010). L'épidémie, ainsi que la profonde disparité des revenus qui caractérise le pays, ont profondément porté atteinte à la sécurité alimentaire malgré la croissance du revenu national.

Même si les scores GHI ont augmenté tout au long des années 1990, cette tendance négative s'est partiellement inversée depuis 2001. Le Swaziland et plusieurs autres pays africains ont fait de grands progrès dans la prévention de la transmission mère-enfant du VIH et les taux de mortalité infantile diminuent à nouveau après avoir augmenté entre 1990 et 2001 (ONUSIDA 2010, IGME 2010). Le Botswana et le Lesotho ont également été gravement touchés par le VIH/Sida, mais ces deux pays bénéficient aujourd'hui des progrès réalisés dans les traitements et d'un meilleur accès aux médicaments antirétroviraux. La tendance de leur score GHI est similaire à celle du Swaziland, avec des pics en 1996 ou en 2001, en partie induits par des hausses transitoires de la sous-alimentation.

LA FAIM DEPUIS 1990

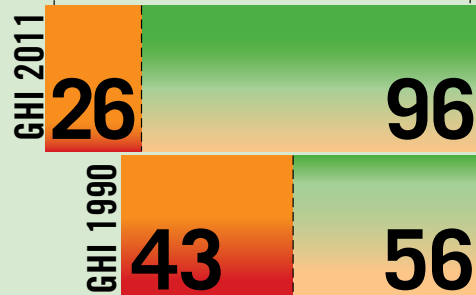
ETAT DES LIEUX. Depuis 1990, 19 pays ont réussi à s'extirper des deux dernières catégories – alarmant et extrêmement alarmant – et 10 de la dernière catégorie. Dans le GHI de 2011, 26 pays demeurent dans les deux catégories de niveau de faim les plus sévères, par rapport à 43 pays dans le GHI de 1990.

EN HAUSSE

Le **Ghana** et le **Nicaragua** sont passés d'une situation extrêmement alarmante à modérée.
Le **Cambodge** est passé d'une situation extrêmement alarmante à grave.

CHANGEMENT GLOBAUX

Pays dans les deux dernières catégories **VS** Pays dans les trois premières catégories



CHANGEMENTS PARMIS LES PAYS EN BAS DE LA LISTE

GRAVE

Bénin	Guinée	Mali	Népal
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Mauritanie	Nigeria
Cameroun	Kenya	Myanmar	Sri Lanka
Rép. du Congo	Malawi	Namibie	Vietnam



16 pays sont passés d'une situation alarmante à une situation grave

ALARMANT

Angola	Inde
Bangladesh	Mozambique
Djibouti	Niger
Ethiopie	Sierra Leone
Haïti	Yémen



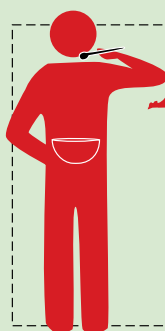
10 pays sont passés d'une situation extrêmement alarmante à alarmante

EXTRÊMEMENT ALARMANT



RDC

1 pays est passé d'une situation alarmante à extrêmement alarmante



FAIM PERSISTENTE

Le **RDC** est le seul pays à être passé d'une situation alarmante à extrêmement alarmante.

Le **Burundi** et le **Tchad** sont les deux seuls pays à avoir stagné dans la catégorie extrêmement alarmant.

Note : ces données montrent seulement les pays pour lesquels les données pour calculer le GHI de 1990 et de 2011 sont disponibles.

En Corée du Nord, une distribution massive d'aide alimentaire a permis d'éviter une famine généralisée en 1995 (CIA 2010). Le GHI a augmenté brusquement entre 1990 et 1996 et n'a diminué que très légèrement depuis, mettant en évidence une insécurité alimentaire chronique en dépit d'une aide humanitaire internationale considérable. Une économie faible ainsi que des dépenses militaires élevées, des récoltes ruinées par de mauvaises conditions météorologiques et des problèmes systémiques dans le secteur agricole entravent le progrès dans ce pays (CIA 2010).

Aiah Koroma

District de Bo, Sierra Leone



« Au cours de ces dernières années, j'ai constaté que les prix alimentaires augmentaient régulièrement. Mais cette année, le prix du riz a doublé ; ça n'était encore jamais arrivé. Je pense que l'augmentation du prix est liée à la pénurie de riz actuelle. Les paysans ont consommé tous les stocks qu'ils gardaient de la production de l'an dernier. Maintenant, il ne leur reste rien, et ils doivent acheter leur riz au marché. Cela favorise l'augmentation des prix. »

« L'augmentation du coût des carburants et du transport est un autre facteur. Les commerçants ajoutent ces dépenses au prix des produits qu'ils vendent. »

« Malheureusement notre gouvernement ne fait rien pour influencer le prix du riz. Le coût des denrées alimentaires reste élevé. »

Mary Paul

District de Makueni, Kenya



« Nos vies sont devenues bien plus difficiles, par rapport à l'an dernier. Je cherche constamment du travail. Ça n'est pas facile depuis que tous les prix ont presque triplé. Parfois nous allons nous coucher le soir sans avoir rien mangé. »

« Les seules personnes qui profitent de l'augmentation des prix sont les commerçants. Ils achètent du maïs en Tanzanie et le vendent ici à un prix plus élevé. Nous ne cultivons pas de maïs ici, le sol ne s'y prête pas. »

Certains pays ont réalisé des progrès absolus remarquables dans l'amélioration de leur GHI. L'Angola, le Bangladesh, l'Éthiopie, le Mozambique, le Nicaragua, le Niger et le Vietnam ont connu les améliorations le plus nettes entre le GHI de 1990 et celui de 2011 - avec des scores diminuant de 13 points, voire plus. Au contraire, en République Démocratique du Congo et au Burundi, le GHI a augmenté de 15 et de 6,5 points respectivement.

Vingt-six pays continuent d'afficher un niveau de faim « extrêmement alarmant » ou « alarmant » (voir carte page 18 et 19). Les pays présentant un GHI 2011 « extrêmement alarmant » - Burundi, Tchad, République Démocratique du Congo et Érythrée — se situent tous en Afrique Subsaharienne. La plupart des pays présentant un GHI « alarmant » se situent en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud.

Si l'on raisonne en fonction des indicateurs qui composent le GHI, ce sont le Burundi, la République Démocratique du Congo, l'Érythrée et Haïti qui ont à ce jour la plus grande proportion de personnes sous-alimentées (plus de 50 % de leur population).⁷ Haïti, tout comme d'autres pays avec un GHI élevé et très dépendants des importations de denrées alimentaires, est particulièrement sensible aux effets désastreux de la volatilité des prix alimentaires. La hausse et l'instabilité des prix alimentaires sont particulièrement préjudiciables aux consommateurs les plus démunis qui consacrent une grande part de leur revenu à l'alimentation et dont la capacité d'adaptation aux montées en pic des prix alimentaires est très limitée. Pour faire face à cette situation, la plupart des foyers pauvres réduit la quantité et la qualité des aliments consommés. Cette réponse entraîne une augmentation de la faim et des carences en micronutriments, particulièrement au sein des groupes les plus vulnérables, à savoir les femmes et les enfants. La tendance du GHI montre que la faim a augmenté en Haïti depuis 2001, après une période d'amélioration. Le Bangladesh, l'Inde et le Timor-Oriental ont la plus grande prévalence d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (plus de 40 % dans les trois pays). L'Afghanistan, le Tchad, la République Démocratique du Congo, la Guinée-Bissau, le Mali et la Sierra Leone ont les plus grands taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (19 à 21 %).

⁵ Pour plus de détails sur la faim et les inégalités entre les hommes et les femmes, voir le rapport GHI 2009 (von Grebmer et al. 2009).

⁶ Les chiffres et les proportions dans cette phrase et la phrase antérieure se réfèrent au 88 pays pour lesquels les données pour les scores GHI 1990 et 2011 sont disponibles et dont le score est supérieur à 5 pour le GHI 1990, le GHI 2011, ou les deux.

⁷ L'Afghanistan et la Somalie, pays susceptibles d'avoir une très large proportion de personnes sous-alimentées, n'ont pas pu être inclus dans cette comparaison en raison de l'absence de données.

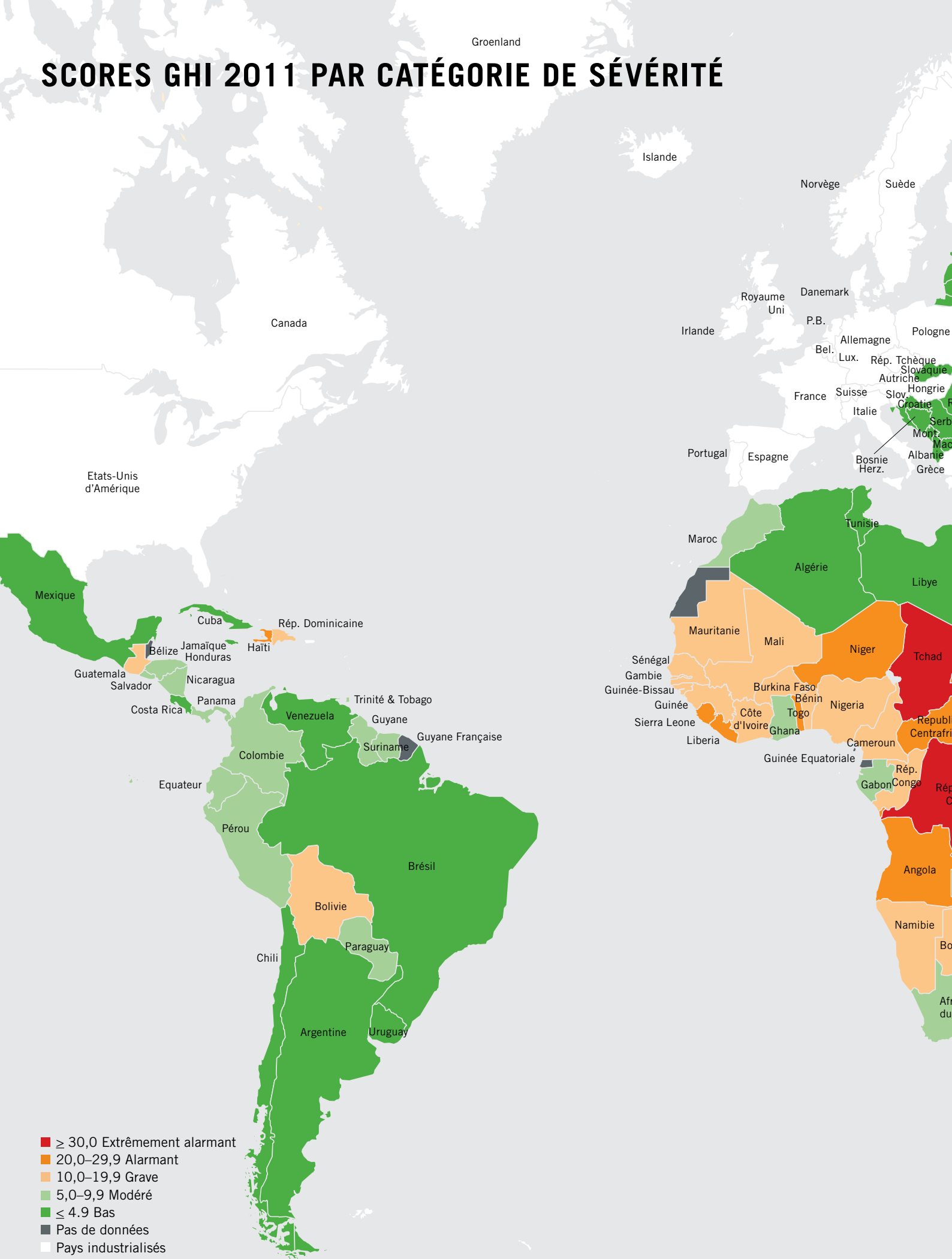
UNE LUTTE PERPÉTUELLE POUR PARVENIR À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

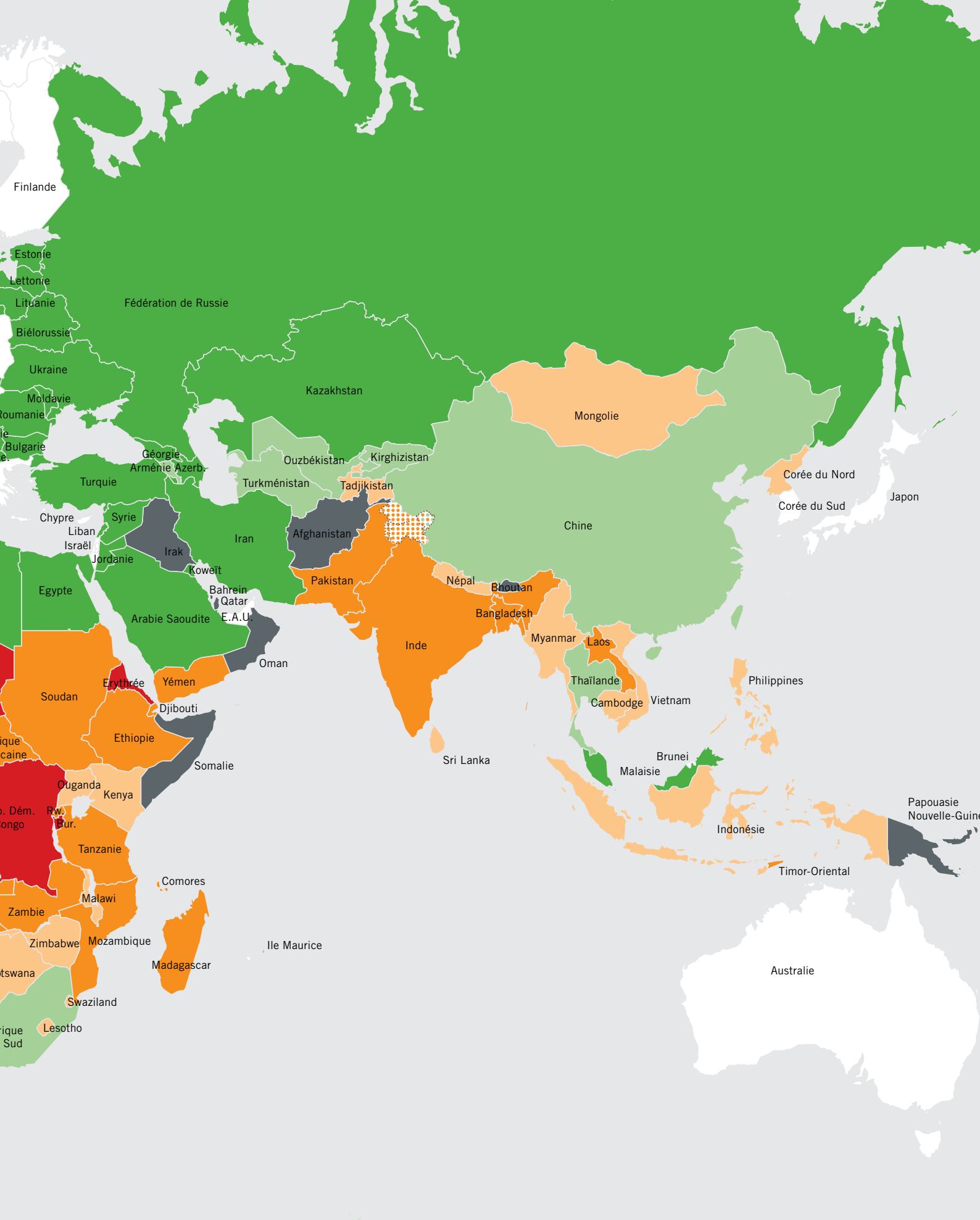
Comme les années précédentes, la République Démocratique du Congo compte la plus grande proportion de personnes sous-alimentées — environ 70 % de la population — et l'un des taux de mortalité infantile le plus élevé au monde. Le pays se remet encore des déplacements massifs de populations et du marasme économique liés à la guerre civile des années 1998–2003, et s'efforce aujourd'hui de se reconstruire. Afin de sortir de sa situation précaire en matière de sécurité alimentaire, la République Démocratique du Congo aura besoin de programmes de développement solides incluant des volets de sécurité alimentaire, en nutrition et santé (Rossi et al. 2006).

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI) PAR PAYS : 1990, 1996, 2001 ET 2011

Rang	Pays	1990	1996	2001	2011	Rang	Pays	1990	1996	2001	2011				
1	Gabon	8,4	6,8	7,3	5,2	56	Togo	26,6	22,2	23,6	20,1				
2	Ile Maurice	8,0	7,4	6,0	5,4	57	Laos	29,0	25,2	23,6	20,2				
2	Paraguay	7,7	5,5	5,2	5,4	58	Tanzanie	23,1	27,4	26,0	20,5				
4	Chine	11,7	9,1	6,8	5,5	59	Pakistan	25,7	22,0	21,9	20,7				
4	Salvador	10,1	9,0	5,4	5,5	60	Rwanda	28,5	32,7	25,2	21,0				
4	Kirghizistan	-	9,1	8,7	5,5	61	Liberia	23,5	26,9	25,8	21,5				
7	Trinité-et-Tobago	6,9	7,5	6,3	5,6	61	Soudan	29,2	24,7	25,9	21,5				
8	Colombie	9,1	6,8	5,8	5,7	63	Djibouti	30,8	25,8	25,3	22,5				
9	Maroc	7,7	6,7	6,1	5,9	63	Madagascar	24,4	24,8	24,8	22,5				
9	Pérou	14,5	10,8	9,0	5,9	65	Mozambique	35,7	31,4	28,4	22,7				
11	Turkmenistan	-	10,1	8,8	6,2	66	Niger	36,2	36,2	30,8	23,0				
12	Ouzbékistan	-	9,1	10,7	6,3	67	Inde	30,4	22,9	24,1	23,7				
13	Afrique du Sud	7,0	6,5	7,4	6,4	68	Zambie	24,7	25,0	27,6	24,0				
14	Panama	9,8	9,7	9,0	7,0	69	Angola	43,0	40,7	33,4	24,2				
15	Guyane	14,4	8,9	7,8	7,1	70	Bangladesh	38,1	36,3	27,6	24,5				
16	Equateur	13,6	10,8	9,0	7,9	71	Sierra Leone	33,0	30,5	30,7	25,2				
16	Honduras	13,4	13,2	10,1	7,9	72	Yémen	30,4	27,8	27,9	25,4				
18	Suriname	10,4	9,4	10,0	8,0	73	Comores	22,3	27,1	30,1	26,2				
19	Thaïlande	15,1	11,9	9,5	8,1	74	Rep. Centrafricaine	27,6	28,6	27,7	27,0				
20	Ghana	21,0	16,1	13,0	8,7	75	Timor-Oriental	-	-	26,1	27,1				
21	Nicaragua	22,6	17,8	12,3	9,2	76	Haïti	34,0	32,3	26,0	28,2				
22	Arménie	-	14,4	11,3	9,5	77	Ethiopie	43,2	39,1	34,7	28,7				
23	Rep. Dominicaine	14,2	11,7	10,9	10,2	78	Tchad	39,2	35,8	31,0	30,6				
24	Swaziland	9,1	12,3	12,6	10,5	79	Erythrée	-	37,7	37,6	33,9				
25	Vietnam	25,7	21,4	15,5	11,2	80	Burundi	31,4	36,3	38,5	37,9				
26	Mongolie	16,3	17,7	14,8	11,4	81	RDC	24,0	35,2	41,2	39,0				
27	Philippines	19,9	17,5	14,1	11,5	PAYS AVEC UN SCORE GHI 2011 INFÉRIEUR À 5									
28	Lesotho	12,7	13,9	13,8	11,9										
29	Bolivie	17,0	14,6	12,5	12,2	Pays	'90	'96	'01	'11	Pays	'90	'96	'01	'11
29	Indonésie	18,5	15,5	14,3	12,2	Albanie	8,9	5,2	8,2	<5	Lettonie	-	<5	<5	<5
31	Mauritanie	22,7	16,9	16,9	12,7	Algérie	6,4	7,2	5,9	<5	Liban	<5	<5	<5	<5
32	Botswana	13,4	15,5	15,9	13,2	Argentine	<5	<5	<5	<5	Libye	<5	<5	<5	<5
32	Rep. du Congo	23,2	24,2	16,0	13,2	Azerbaïdjan	-	15,0	7,8	<5	Lithuanie	-	<5	<5	<5
34	Sénégal	18,7	19,7	19,3	13,6	Biélorussie	-	<5	<5	<5	Macédoine	-	<5	<5	<5
35	Namibie	20,3	18,7	16,3	13,8	Bosnie Herzégovine	-	<5	<5	<5	Malaisie	9,0	6,7	6,6	<5
36	Guatemala	15,1	15,8	15,1	14,0	Brésil	7,6	6,2	5,3	<5	Mexique	7,8	<5	<5	<5
36	Sri Lanka	20,2	17,8	14,9	14,0	Bulgarie	<5	<5	<5	<5	Moldavie	-	5,9	5,2	<5
38	Bénin	21,5	20,2	16,9	14,7	Chili	<5	<5	<5	<5	Monténégro	-	-	-	<5
39	Gambie	15,8	20,3	16,4	15,0	Costa Rica	<5	<5	<5	<5	Roumanie	<5	<5	<5	<5
40	Nigeria	24,1	21,2	18,2	15,5	Croatie	-	<5	<5	<5	Russie	-	<5	<5	<5
41	Myanmar	29,2	25,4	22,5	16,3	Cuba	<5	6,5	<5	<5	Arabie Saoudite	5,8	6,1	<5	<5
42	Ouganda	19,0	20,4	17,7	16,7	Egypte	7,8	6,6	<5	<5	Serbie	-	-	-	<5
43	Tadjikistan	-	24,4	24,5	17,0	Estonie	-	<5	<5	<5	Slovaquie	-	<5	<5	<5
44	Burkina Faso	23,7	22,5	21,7	17,2	Fidji	6,1	<5	<5	<5	Syrie	7,7	5,6	5,4	<5
45	Guinée	22,4	20,3	22,4	17,3	Géorgie	-	8,9	6,0	<5	Tunisie	<5	<5	<5	<5
46	Cameroun	21,9	22,4	19,4	17,7	Iran	9,4	7,5	5,0	<5	Turquie	5,7	5,2	<5	<5
46	Zimbabwe	18,7	22,3	21,3	17,7	Jamaïque	6,5	5,0	<5	<5	Ukraine	-	<5	<5	<5
48	Côte d'Ivoire	16,6	17,6	16,4	18,0	Jordanie	<5	<5	<5	<5	Uruguay	<5	<5	<5	<5
49	Malawi	29,7	27,1	22,4	18,2	Kazakhstan	-	<5	5,3	<5	Venezuela	6,6	7,0	6,4	<5
50	Kenya	20,6	20,3	19,9	18,6	Koweït	9,3	<5	<5	<5					
51	Corée du Nord	16,1	20,3	20,1	19,0	Note : classement effectué selon les scores GHI 2011. Les pays affichant un score GHI 2011 inférieur à 5 ont été exclus de ce classement, les différences entre leurs scores étant minimales. Les pays ayant des scores identiques occupent le même rang (à titre d'exemple, l'Ile Maurice et le Paraguay occupent tous les deux le deuxième rang). Les pays suivants n'ont pas pu être inclus dans ce classement, faute de données : Afghanistan, Barhein, Bhoutan, Irak, Oman, Papouasie Nouvelle-Guinée, Qatar et Somalie.									
52	Guinée-Bissau	21,7	22,3	22,8	19,5										
53	Mali	27,9	26,3	23,2	19,7										
54	Cambodge	31,7	31,4	26,3	19,9										
54	Népal	27,1	24,6	23,0	19,9										

SCORES GHI 2011 PAR CATÉGORIE DE SÉVÉRITÉ





Note : pour le GHI 2011, les données sur la proportion de la population sous-alimentée correspondent à la période 2005-2007, les données concernant la mortalité infantile sont celles de 2009 et les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de la dernière année de la période 2004-2009 disponibles.

03



Trouver un équilibre entre les bénéfices potentiels des **biocarburants** et l'impact négatif qu'ils pourraient avoir sur l'alimentation et les marchés alimentaires est un enjeu clé.

COMBATTRE LA FAIM DANS UN MONDE MARQUÉ PAR LA FLAMBÉE ET LA VOLATILITÉ DES PRIX ALIMENTAIRES

Les marchés agricoles et les prix alimentaires ne sont aujourd'hui ni stables ni prévisibles. L'ont-ils jamais été ? Après des décennies de prix alimentaires en baisse, le monde traverse une période caractérisée par des cours historiquement hauts et une forte variabilité – une tendance qui pourrait se poursuivre au cours des prochaines années. Ce renversement dramatique pourrait avoir de graves conséquences pour les centaines de millions de personnes qui souffrent déjà de la faim et pour les plus démunis qui consacrent une grande part de leurs revenus à l'alimentation. Les efforts pour lutter contre la faim seront déployés dans une économie de l'alimentation mondialisée.

Cette nouvelle réalité se caractérise à la fois par des prix plus élevés et plus volatiles – deux éléments dont les implications diffèrent pour les consommateurs et les producteurs. L'augmentation des prix alimentaires peut avoir un impact considérable sur le bien-être des consommateurs en limitant leur pouvoir d'achat pour se procurer de la nourriture ainsi que d'autres biens et services nécessaires. La hausse des prix alimentaires pourrait améliorer le revenu des producteurs – mais uniquement à condition qu'ils soient vendeurs nets de denrées alimentaires (c'est-à-dire qu'ils vendent davantage qu'ils n'achètent), que la hausse des cours touche leurs marchés et que leurs intrants ne connaissent pas aussi d'augmentation. La plupart de ces conditions n'étaient pas réunies lors de la crise alimentaire de 2010-2011.

La volatilité des prix a des conséquences significatives pour les producteurs et les consommateurs. En premier lieu, une volatilité accrue suppose de plus grandes pertes potentielles pour les producteurs. En effet, les fluctuations importantes et rapides des cours qui la caractérisent rendent plus difficile la prise de décisions optimales quant aux ressources à allouer aux intrants pour la production agricole. Dans une période de haute volatilité, les producteurs peuvent réagir en réduisant leur utilisation d'intrants tels que des engrais et des semences de haute qualité, ils peuvent adopter une attitude plus pessimiste dans leur planification à long terme, ou encore diminuer des investissements qui leur permettraient d'améliorer leur productivité. Ces réactions de la part des producteurs se traduisent par une contraction de l'offre et une augmentation des prix, ce qui à son tour affecte les consommateurs. En deuxième lieu, nombre de foyers ruraux sont à la fois producteurs et consommateurs de denrées agricoles. La volatilité accrue des prix les frappe doublement. Ils verront leur revenu décroître du fait de leur incapacité à allouer leurs ressources de façon optimale et leurs décisions de consommation seront influencées par les prix plus élevés sur les marchés. Enfin, une volatilité des prix accrue sur la durée peut également augmenter les retours sur investissement, attirant ainsi de nouveaux investisseurs vers le marché des matières premières agricoles. L'augmentation de la volatilité des prix peut donc conduire à une multiplication des échanges commerciaux – potentiellement spéculatifs – ce qui pourrait exacerber encore les fluctuations des prix.

C'est cette situation qui prévalait avant 2011. Pendant la crise alimentaire de 2007-2008, les prix des denrées alimentaires ont fortement augmenté (voir graphique page 22), portant la question de la sécurité alimentaire sur le devant de la scène mondiale. En juin 2010, les prix alimentaires ont encore progressé : entre juin 2010 et mai 2011 les prix du maïs et du blé ont doublé sur le marché international. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), le pic a été atteint en février 2011, avec des prix plus élevés encore qu'en 2008 (voir notamment le graphique page 22 sur l'évolution du prix du maïs ; celui-ci dépasse le niveau de 2008, même en tenant compte de l'inflation).

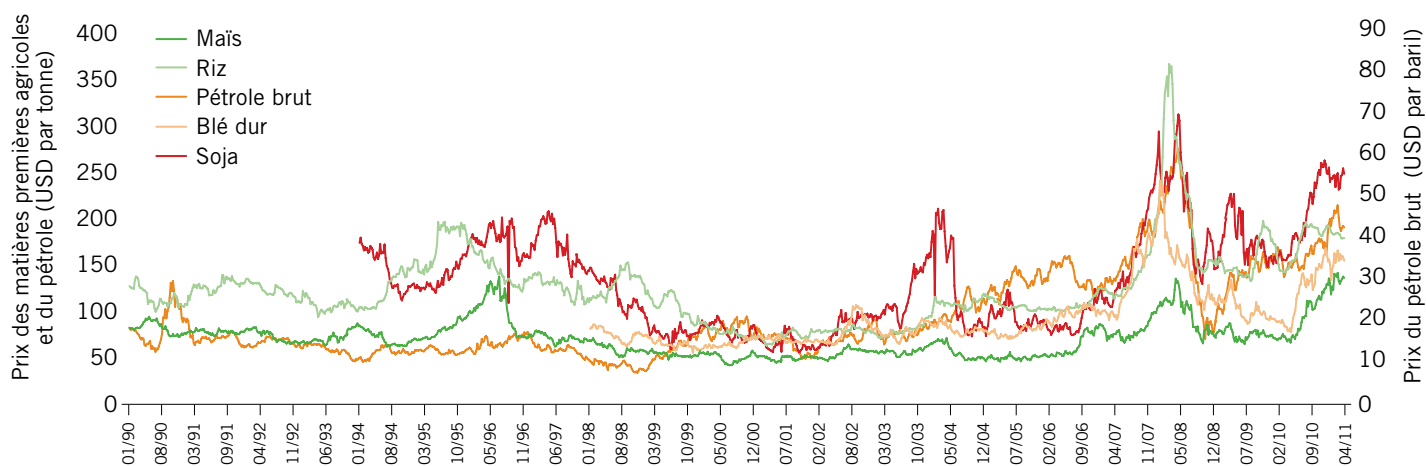
En outre, la récente augmentation de la volatilité des prix ne va pas dans le sens de la tendance historique (basée sur des données depuis 1950) et a touché tout particulièrement le blé et le maïs au cours des dernières années. Le blé dur (utilisé pour le pain et la farine), par exemple, a été caractérisé par une « volatilité des prix excessive » pendant 165 jours entre décembre 2001 et décembre 2006 (33 jours par an en moyenne), tandis que les prix ont été excessivement volatiles pendant 381 jours entre janvier 2007 et juin 2011 (85 jours par an en moyenne) – voir graphique page 23.

QUELQUES DÉFINITIONS

- > **Volatilité des prix** : la volatilité des prix mesure le taux de variation relatif du cours d'une marchandise sur une période donnée – journée, mois ou année. Dans des conditions normales de marché on s'attend à une certaine volatilité des prix. Lorsque le cours d'un produit fluctue rapidement sur une période de temps courte, sa volatilité est forte. Lorsque le prix reste presque inchangé, la volatilité est faible. Une forte volatilité peut engendrer de bons retours sur investissement ou des pertes considérables.
- > **Choc des prix** : forte hausse ou baisse temporaire des prix sur un période réduite.
- > **Volatilité excessive des prix** : l'IFPRI a développé une définition précise de la « volatilité excessive des prix ». À l'aide d'un modèle statistique reposant sur un relevé quotidien des prix depuis 1950, l'IFPRI a identifié une fourchette au sein de laquelle les prix évoluent 95 % du temps. Si les prix dépassent fréquemment les limites supérieures et inférieures de cette fourchette (déterminée à l'aide d'un modèle statistique) sur une période de 60 jours glissants, on considère qu'il s'agit d'une période de volatilité excessive.

Note : pour des détails techniques concernant ces définitions, se reporter à l'Annexe D.

PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES ET DU PÉTROLE, AJUSTÉS EN FONCTION DE L'INFLATION, 1990-2011 (DONNÉES HEBDOMADAIRES)



Sources : FAO (2011a), Conseil International des Céréales, Agence Américaine d'Information sur l'Energie (2011).

Note : les prix sont ajustés en fonction de l'inflation, en se basant sur l'indice des prix à la consommation des années de base 1982-1984 (c'est-à-dire que 1982-1984 = 100). Maïs n° 2 Jaune américain, blé Hard Red Winter n°2 américain, riz White Thai A1 Super, soja n°1 jaune américain, pétrole brut West Texas Intermediate Cushing, Oklahoma.

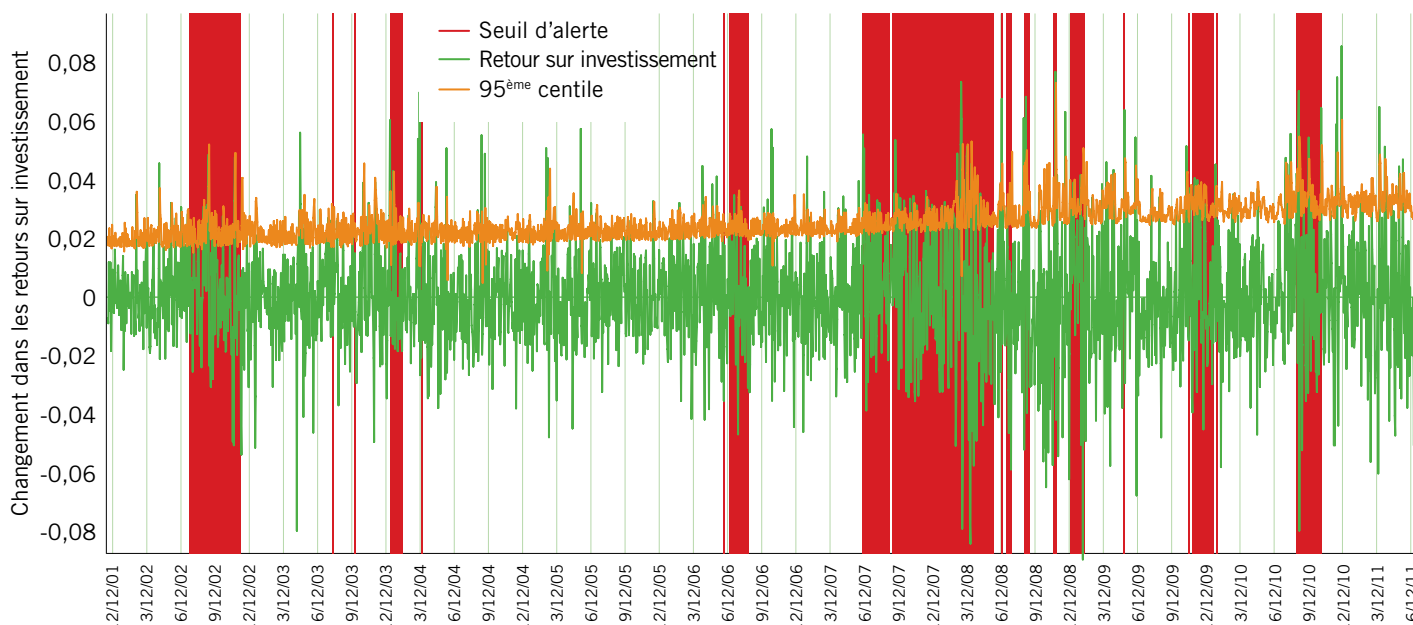
Bien que les variations des cours internationaux n'atteignent pas toujours les marchés locaux (voir graphique ci-dessus), la crise alimentaire de 2007-2008 a engendré des difficultés dans un certain nombre de pays, en particulier pour les populations déjà démunies. Elle a provoqué des troubles politiques et sociaux dans de nombreux pays : le Bangladesh, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Indonésie, l'Ouzbékistan, le Yémen. En outre, 26 autres pays ont été le théâtre de violentes émeutes de la faim, de manifestations ou de tensions sociales du fait de la hausse des prix alimentaires.

Outre les impacts politiques, économiques et sociaux, la flambée et l'excessive volatilité des prix alimentaires ont accru la pauvreté, aggravant le problème de la faim et entraînant des carences nutritionnelles irréversibles, particulièrement chez les enfants (von Grebmer et al. 2010). Par exemple, des simulations réalisées dans plusieurs pays d'Amérique Latine ont montré de fortes diminutions de l'apport calorique tant au niveau national qu'au niveau des foyers. Les familles démunies avec des enfants se trouvant dans l'intervalle critique qui s'étend de la conception à l'âge de deux ans ont été particulièrement affectées. Dans tous les pays d'Amérique Latine étudiés, ce sont les foyers les plus pauvres, dont l'apport calorique était déjà inférieur au seuil recommandé, qui ont dû réduire le plus leur apport calorique (Robles et Torero 2010). Les effets à long terme sont particulièrement dramatiques pour les populations déjà vulnérables, notamment dans les pays où le score GHI est d'ores et déjà « alarmant » ou « extrêmement alarmant ».

Les conséquences des prix alimentaires élevés et volatiles sont également particulièrement délétères pour les pays importateurs nets de denrées alimentaires. En effet, ces pays sont contraints d'acheter sur les marchés internationaux une grande partie des aliments nécessaires pour couvrir leurs besoins ; c'est pourquoi la volatilité des prix est transmise plus rapidement et plus directement aux marchés nationaux. Les pays importateurs nets de denrées alimentaires tendent à avoir un score GHI élevé (voir les chiffres en bas de la page 23). Par ailleurs, l'inflation des prix alimentaires affecte les pays où vivent un grand nombre de personnes vulnérables, tels que la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

Afin de réaliser des progrès dans la lutte contre la faim dans ce nouveau contexte, il faut de comprendre les raisons des flambées et de l'excessive volatilité des prix alimentaires et de déterminer les mesures les plus efficaces pour minimiser leur impact négatif sur la sécurité alimentaire et le bien-être des plus démunis.

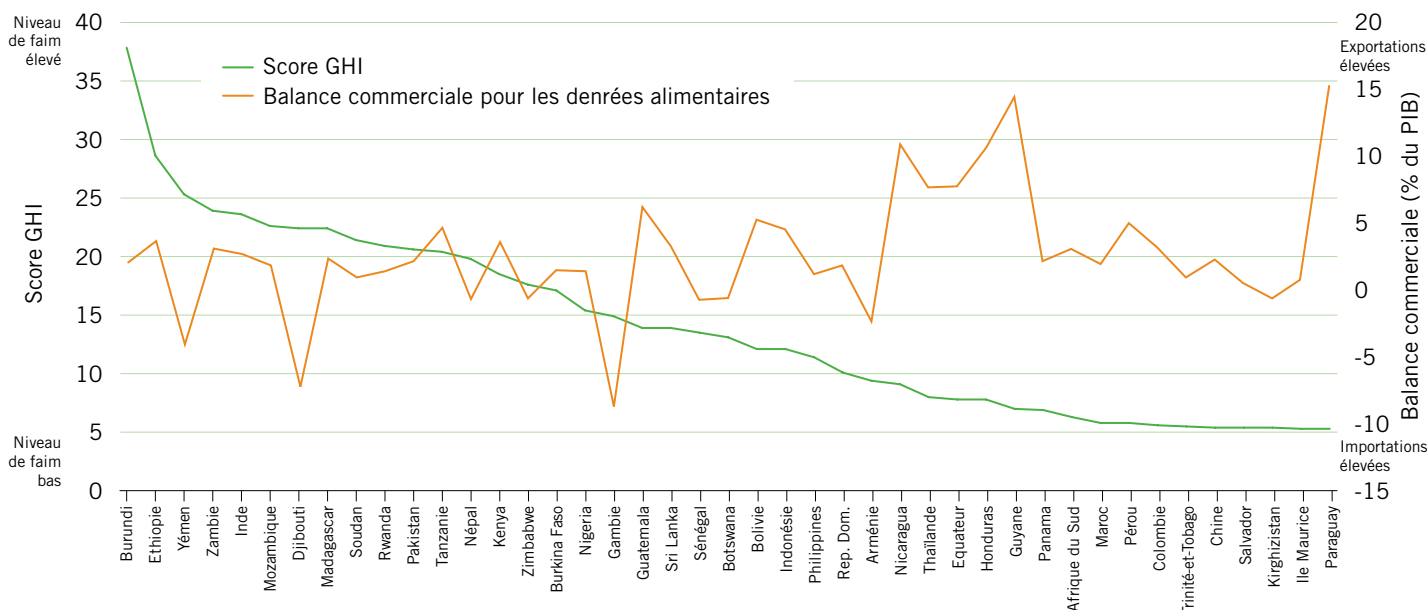
VARIABILITÉ EXCESSIVE DES PRIX DU BLÉ DUR



Source : Martins-Filho, Torero, et Yao 2010. Voir détails sur <http://www.foodsecurityportal.org/soft-wheat-price-volatility-alert-mechanism>.

Note : la ligne verte est un logarithme représentant le retour sur investissement quotidien (taux d'augmentation des prix d'un jour à l'autre). La ligne orange représente le niveau en deçà duquel la probabilité d'un retour sur investissement est de 95%. Lorsque la ligne verte (retour sur investissement) dépasse la ligne orange (95e centile), il s'agit d'un retour sur investissement particulièrement élevé. Une ou deux occurrences de ce type de retour ne reflète pas nécessairement une période de volatilité excessive. Les périodes de volatilité excessive sont identifiées à l'aide d'un modèle statistique appliqué au nombre d'occurrences de la valeur extrême sur une période de 60 jours consécutifs (pour des détails sur la définition, voir Annexe D).

SCORES GHI ET BALANCE COMMERCIALE POUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES



Sources : données 2009 de l'Indicateur de Développement dans le Monde (WDI) et scores GHI 2011.

Note : la balance commerciale alimentaire en pourcentage du PIB est définie en calculant le montant total des exportations et des importations de produits alimentaires en dollars américains constant pour déterminer la balance commerciale et en l'exprimant comme pourcentage du PIB en dollars américains courants. La corrélation entre la balance commerciale et le GHI est de - 0,311 ; cette valeur est statistiquement significative à partir d'un niveau de 5 % du PIB. Le graphique ne nous donne des indications que pour les pays dont le GHI est supérieur à 5. Quarante-cinq pays ont été exclus du graphique faute d'informations ayant trait à leur balance commerciale. Le Malawi et la Côte d'Ivoire ont été exclus des calculs parce qu'ils constituent des aberrations statistiques, leur balance commerciale étant excédentaire (davantage d'exportations que d'importations). Cela s'explique par le fait que le Malawi dispose de fortes subventions sur les engrais, et que la Côte d'Ivoire produit 40 % des cultures de cacao au niveau mondial.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

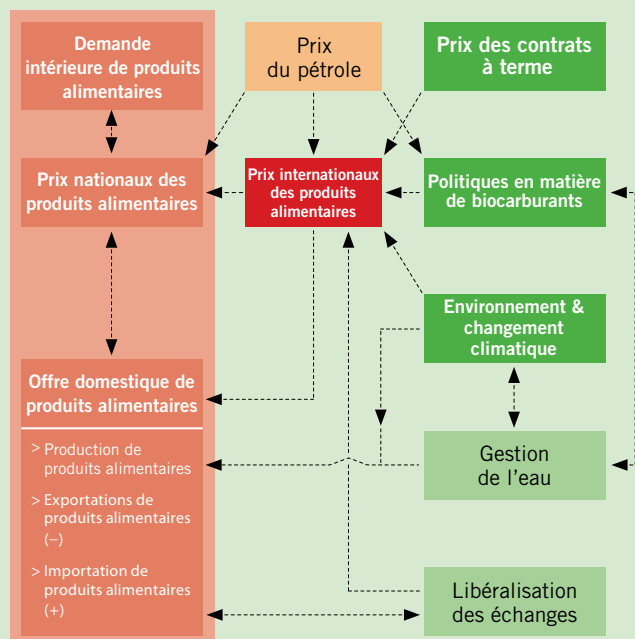
Les crises de 2007-2008 et de 2010-2011 ont été provoquées par une série complexe de facteurs à long et à court termes, avec notamment l'échec de certaines politiques et des réactions excessives de la part des marchés. Le graphique ci-dessous présente les facteurs clés qui expliquent la hausse des prix et leur volatilité excessive.⁸ Plusieurs études ont analysé les facteurs liés à l'offre et les facteurs liés à la demande. Les trois éléments suivants ont joué un rôle prépondérant pour ce qui est de la volatilité des prix :

1. L'augmentation de la production de biocarburants subventionnés qui font que la demande est déconnectée des prix, même lorsque les cours du pétrole étaient volatiles ;
2. Un développement de l'activité financière avec les marchés à terme de matières premières ;
3. Et les effets à moyen et long termes du changement climatique.

L'ensemble de ces facteurs peut être exacerbé par des réactions politiques telles que la mise en place de restrictions à l'exportation par de grands pays exportateurs. Pendant la crise des prix alimentaires de 2007-2008, quinze pays, dont des grands pays producteurs, ont imposé des restrictions aux exportations de matières premières agricoles. Ces restrictions ont conduit à une contraction de l'offre sur le marché mondial et ont aggravé la crise en provoquant des achats dictés par la panique, la constitution de réserves, et la mise en place de restrictions à l'exportation dans d'autres pays, ce qui a encore accru l'amplitude de la fluctuation des prix. Les études de l'IPFRI ont montré que ces restrictions commerciales peuvent expliquer une augmentation des prix allant jusqu'à 30 % au cours des six premiers mois de l'année 2008.⁹ Les restrictions à l'exportation ont également contribué à la croissance et à la nervosité généralisée des marchés en 2010 et 2011.

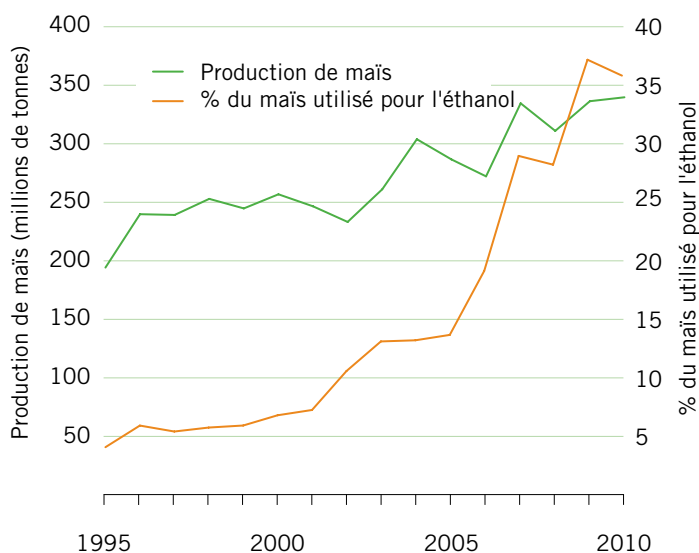
L'EXPLOSION DES BIOCARBURANTS. Comme les cours du pétrole ont atteint un niveau historique (près de 120 USD le baril pour le Brent brut et près de 100 USD le baril pour le West Texas Intermediate brut en juillet 2011), et que les Etats-Unis et l'Union européenne octroient des subventions et fixent des objectifs de production pour les biocarburants, les agriculteurs se tournent vers les cultures énergétiques, et la production de maïs aux Etats-Unis se destine de plus en plus à l'éthanol (voir graphique page 25). D'autres pays, notamment les économies émergentes telles que l'Inde ou le Pérou, fixent également des objectifs en matière de biocarburants. Cette nouvelle demande en produits agricoles destinés à la production de biocarburants exerce une pression supplémentaire sur les marchés agricoles, caractérisés par des contraintes temporelles (le temps nécessaire à l'augmentation de la production) et des ressources limitées (la terre, l'eau et les nutriments). Par ailleurs, la demande augmente du fait de la croissance démographique et la hausse des revenus. Outre l'intensification des tensions entre l'offre et la demande, la rigidité des objectifs fixés pour les biocarburants exacerbe les oscillations des prix et accroît la volatilité. Enfin et surtout, les biocarburants renforcent progressivement les liens entre les marchés de l'énergie (à forte volatilité) et les marchés des produits alimentaires (également volatiles), ce qui amplifie la volatilité de ces derniers. Traditionnellement, les marchés de l'énergie et de l'alimentation sont liés du fait des activités en amont de la production agricole (l'électricité pour les systèmes d'irrigation, le pétrole pour la production d'engrais). A présent, les deux marchés sont davantage liés, avec un nouvel élément - la demande en produits agricoles pour la production de biocarburants augmente même lorsque les objectifs les concernant ne sont pas contraignants. Ce lien sera amené à se resserrer à mesure que s'accroît la demande en biocarburants. Selon l'OCDE/FAO (2011), la production de biocarburants devrait plus que doubler entre 2007-2009 et 2019, et la demande en

FACTEURS CLEFS EXPLIQUANT L'AUGMENTATION DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES ET LEUR VOLATILITÉ



Source : Maximo Torero.
 Note : le prix du pétrole se répercute directement sur les prix alimentaires internationaux et intérieurs en alourdissant les coûts des transports et des intrants. Il se répercute également de manière indirecte car une augmentation du prix du pétrole rend les biocarburants plus compétitifs. De même, les politiques de soutien aux biocarburants affectent la gestion de l'eau en créant une concurrence pour l'accès à l'eau entre la production de biocarburants et de denrées alimentaires.

PART DU MAÏS AMÉRICAIN UTILISÉE POUR LA PRODUCTION D'ÉTHANOL, 1995-2010



Source : données provenant du Earth Policy Institute (2011).

biocarburants devrait être multipliée par quatre entre 2008 et 2035 (AIE 2010).¹⁰ De surcroît, les soutiens et subventions au secteur des biocarburants devraient passer de 20 milliards de dollars (USD) en 2009 à 45 milliards de dollars en 2020 et à 65 milliards de dollars en 2035. Parallèlement, les bénéfices environnementaux de la production de biocarburants sont aujourd'hui mis en question (Al-Riffai, Dimaranan, et Laborde 2010a, Laborde 2011).

LES ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EXERCENT UNE PRESSION SUR LES PRIX AGRICOLES. Les événements météorologiques extrêmes ont contribué à la hausse des prix alimentaires et à leur volatilité accrue en 2007-2008 et en 2010. Plusieurs scénarios prévoient une variation accrue du climat. Le changement climatique pourrait provoquer des catastrophes naturelles plus intenses et plus fréquentes (telles que des inondations ou des sécheresses), qui pourraient conduire à une baisse du rendement et de la production agricole, à une hausse des prix et à une plus forte volatilité des prix. Les simulations réalisées par l'IFPRI montrent que les prix augmenteront probablement du fait du changement climatique. Cela est vrai tant selon les scénarios optimistes que pour les scénarios plus pessimistes de croissance démographique (voir graphique page 26). Une récente étude de l'IFPRI sur la sécurité alimentaire et le changement climatique (Nelson et al. 2010) suggère que le XXI^e siècle, à la différence du XX^e siècle où les



Sajad Hussain

District de Muzaffargarh, Pakistan

« Nous pouvons nous offrir deux repas par jour, mais pas plus. Nous mangeons le petit déjeuner et ensuite un repas chaud vers 17h. Nous ne mangeons jamais de viande. En ce moment, nous n'avons pas les moyens d'acheter de légumes non plus, sauf des oignons. Le prix des légumes a particulièrement augmenté : il n'y en a plus autant à cause des inondations. »



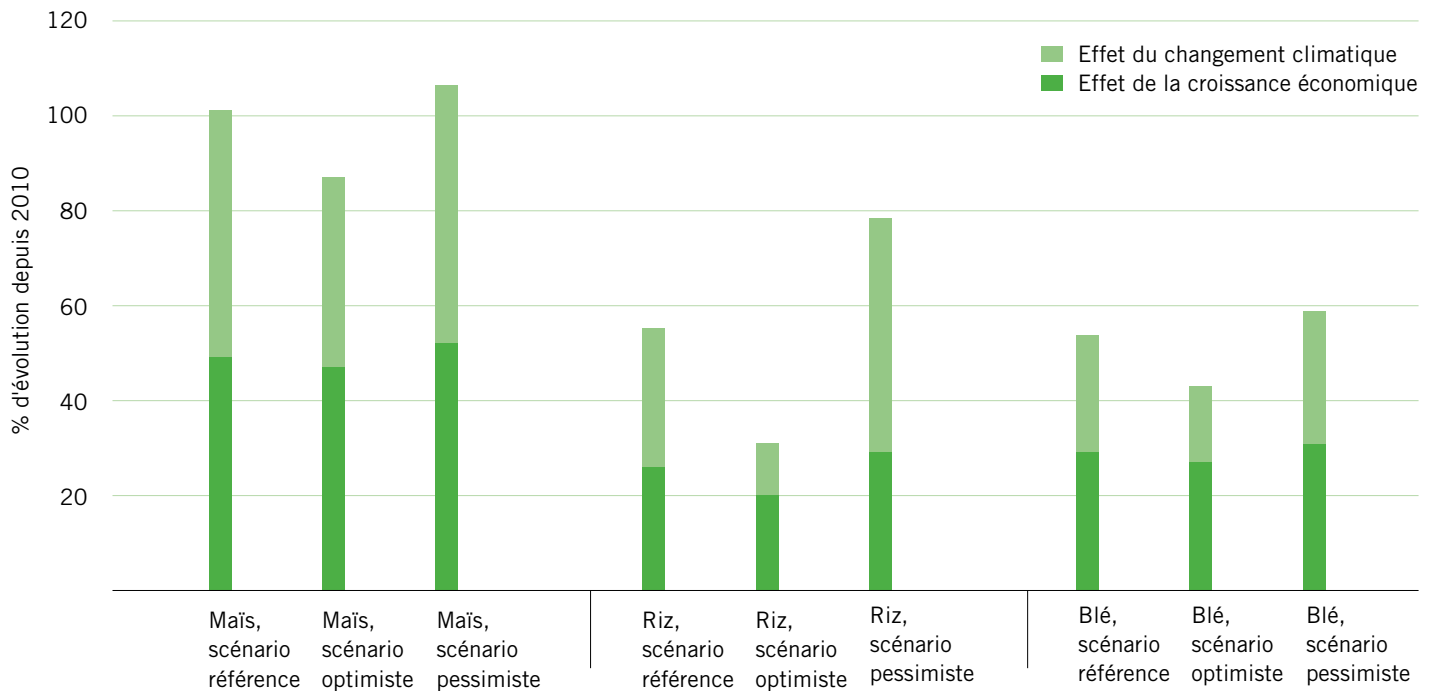
Allen Rudlen Eliston Homphriez

Région Autonome de l'Atlantique Nord, Nicaragua

« Nous échangeons le riz et les pois que nous cultivons contre d'autres denrées alimentaires, comme du sucre, de l'huile ou de la farine. A chaque fois nous devons vendre davantage pour obtenir la même quantité de produits en échange. »

prix réels des produits agricoles ont décliné, devrait connaître une augmentation des cours réels des denrées agricoles. La demande en alimentation – poussée par la croissance démographique et la hausse des revenus – augmente plus vite que la productivité agricole, cette dernière étant freinée par les conséquences du changement climatique. D'après le graphique page 26, les évolutions démographiques et les hausses de revenus entre 2010 et 2050 se traduiront par des hausses de prix allant de 20,4 % pour le riz dans les scénarios optimistes, à 52,4 % pour le maïs selon les scénarios pessimistes. Ces augmentations conséquentes montrent les pressions sous-jacentes exercées sur le système alimentaire mondial, même dans le cas improbable où elles seraient totalement atténuées. En prenant en compte le changement climatique, la hausse totale des prix oscille entre 31,2 % pour le riz dans les scénarios optimistes et 106,3 % pour le maïs selon des prévisions plus pessimistes.

AUGMENTATION DES PRIX ALIMENTAIRES MONDIAUX SELON DIFFÉRENTS SCÉNARIOS RELATIFS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (2010-2050)



Source : Nelson et al. (2010).

Note: l'étude de base pour ce graphique présente trois scénarios qui prennent en compte la croissance démographique et l'évolution des revenus : un scénario de référence (croissance démographique et hausse des revenus modérées), un scénario pessimiste (faible hausse des revenus et forte croissance démographique), et un scénario optimiste (forte hausse des revenus et faible croissance démographique). Chacun de ces trois scénarios revenu / démographie est ensuite croisé avec quatre scénarios climatiques possibles allant de « un peu plus humide et chaud en moyenne » à « considérablement plus humide et chaud en moyenne », ainsi qu'un scénario improbable où l'atténuation du changement climatique serait totale (avec le maintien du climat actuel). L'effet du changement climatique représenté dans le graphique est la moyenne des quatre scénarios pour le changement climatique.

MULTIPLICATION DES ÉCHANGES DE CONTRATS À TERME SUR LES PRODUITS DE BASE.

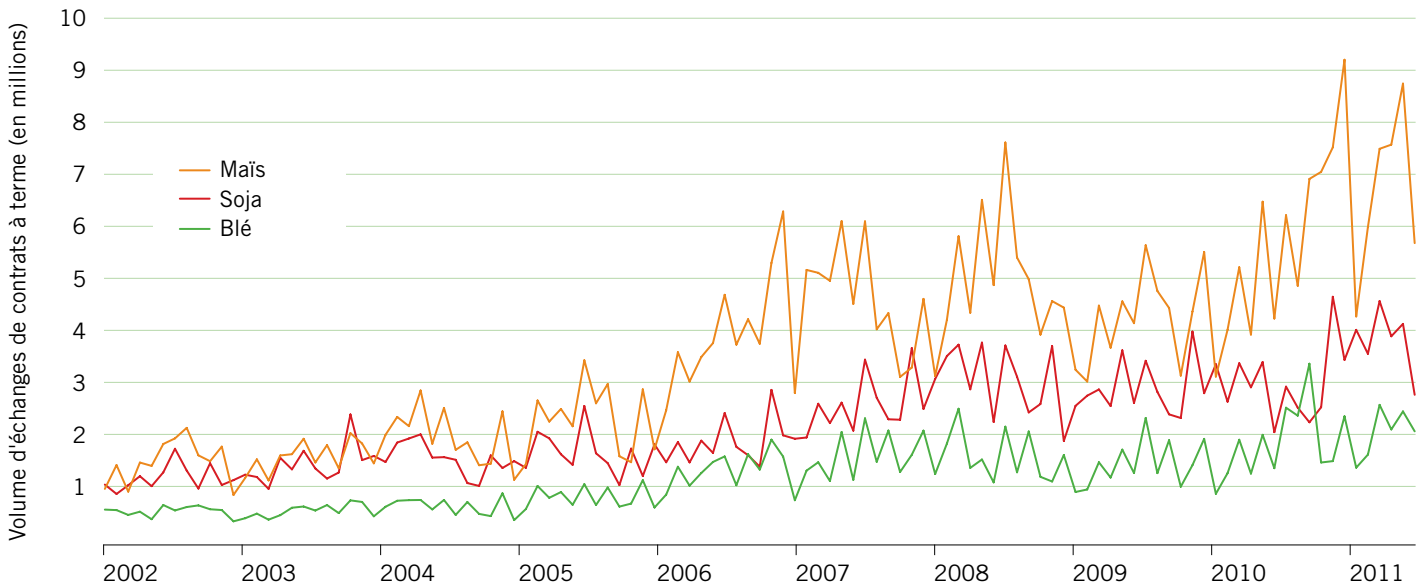
Depuis 2008, l'un des signaux de la volatilité accrue des prix est l'augmentation considérable du volume de contrats à terme échangés sur le Chicago Board of Trade (CBOT) (« Bourse de commerce de Chicago »), l'un des principaux marchés à terme pour les produits agricoles. De 2005 et 2006, le volume mensuel moyen de contrats à terme sur le blé et le maïs a grimpé de plus de 60 %, tandis que le volume de contrats sur le riz augmentait de 40 %. En 2007, le nombre de contrats à terme échangés a de nouveau progressé considérablement pour le blé, le maïs, le riz et le soja – en particulier le soja, dont la moyenne mensuelle était supérieure de 40 % à celle de 2006 (voir les graphiques page suivante). Pour toutes les matières premières agricoles, les volumes ont continué à croître au cours des années 2010-2011. En outre, le volume de contrats à terme ouverts échangés a augmenté au cours des dernières années, une tendance qui reflète l'arrivée de spéculateurs à moyen et long termes sur les marchés à terme des produits de base (voir graphique page 27). Cette spéculation a pu contribuer à la crise des prix alimentaires de 2007-2008. En effet, les spéculateurs réalisent habituellement des investissements à court terme. Lorsqu'ils envahissent un marché, ils contribuent à renforcer la hausse des prix

initiale et lorsqu'ils le quittent, ils aggravent l'effondrement des prix. Par ailleurs, les matières premières agricoles (notamment les denrées alimentaires) ont récemment attiré davantage d'investissements. Elles sont considérées comme une réserve de valeur permettant de protéger

LES CONTRATS À TERME SUR LES PRODUITS DE BASE

Un « contrat à terme » est un accord entre deux partis pour échanger une quantité déterminée d'un produit déterminé à un prix déterminé à une date fixée à l'avance. Les contrats à terme sont utilisés par les producteurs pour limiter les risques liés aux fluctuations des prix et par les spéculateurs pour tirer profit des variations des prix des produits de base. « Les contrats ouverts » sont les contrats à terme, détenus par des participants au marché, en circulation à la fin de la journée - c'est-à-dire des contrats qui n'ont pas encore été remplacés par un autre contrat ou qui n'ont pas été remplis avec la livraison de la marchandise.

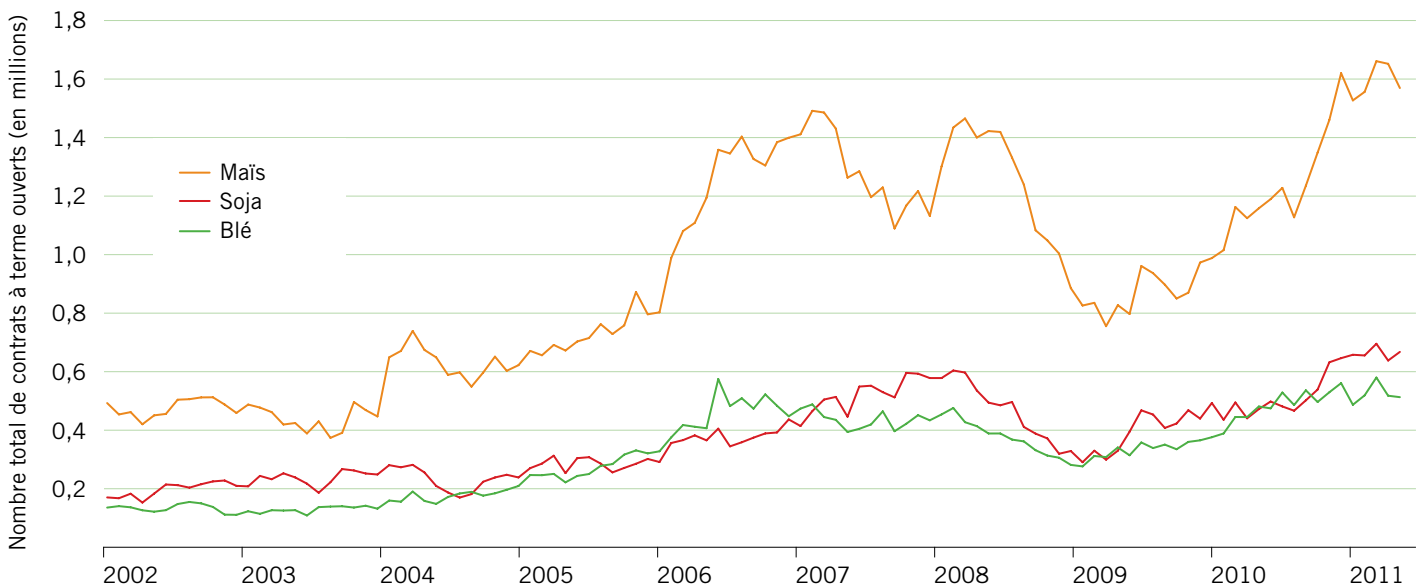
VOLUME MENSUEL DE CONTRATS À TERME ÉCHANGÉS (2002-2011)



Source : CBOT (2011).

Note : les contrats à terme sur le riz ne sont pas représentés car le nombre d'échanges est très limité.

VOLUME MENSUEL DE CONTRATS OUVERTS (2002-2011)



Source : CBOT (2011).

Note : les contrats à terme sur le riz ne sont pas représentés car le nombre d'échanges est très limité.

les actifs monétaires contre l'inflation ou la déflation. Cette caractéristique pourrait expliquer l'afflux considérable d'argent vers les fonds indiciels qui comprennent des denrées alimentaires. Les investissements dans ce type de fonds sont passés de 13 milliards de dollars (USD), à la fin de l'année 2003, à 260 milliards de dollars en mars 2008, poussant le prix de ces denrées alimentaires vers le haut.

L'impact sur les prix alimentaires de la production de biocarburants, du changement climatique, et des échanges commerciaux des produits de base est exacerbé par trois éléments qui caractérisent aujourd'hui les marchés agricoles. En premier lieu, les marchés d'exportation des produits alimentaires de base – riz, maïs, blé et soja – sont fortement concentrés dans un petit nombre de pays, ou sont très limités (c'est-à-dire que seule une petite partie de la production fait l'objet d'échanges). Dans le cas du maïs et du riz, les cinq plus gros producteurs représentent plus de 70 % de la production mondiale et les cinq plus gros exportateurs environ 80 % des exportations (graphique ci-dessous). Pour ce qui est du blé, les cinq premiers exportateurs et producteurs représentent respectivement près de 50 et 60 % de la production et des exportations mondiales. Les Etats-Unis sont de loin le premier fournisseur de maïs, de blé, de riz paddy, ainsi que de brisures de riz. L'Argentine et la France sont également parmi les premiers fournisseurs de maïs et de blé, et le Brésil est l'un des plus importants producteurs de riz et de maïs. La Chine est le premier producteur de blé

et de riz et le second producteur de maïs ; toutefois sa production est destinée au marché intérieur. Du fait de ces forts niveaux de concentration, le monde est mal préparé pour faire face à des risques géographiques. Une anomalie météorologique ou un choc extérieur affectant la production auront un impact immédiat sur les prix internationaux et leur volatilité.

En deuxième lieu, les réserves mondiales de maïs et de blé se trouvent actuellement à un niveau historiquement bas (voir graphique ci-dessous). Afin que le marché fonctionne de manière efficace, les stocks de céréales doivent atteindre un niveau minimum pour servir de tampon lors de fluctuations brutales de l'offre ou de la demande. Ces réserves sont nécessaires car, à court terme, les variations des prix affectent peu l'offre et la demande de céréales. Lorsque les prix augmentent, par exemple, les agriculteurs peuvent difficilement se mettre aussitôt à produire davantage. Les consommateurs, quant à eux, auront du mal à diminuer immédiatement leur consommation. Par conséquent, tout choc d'offre lié à une sécheresse ou à une inondation peut provoquer une flambée des prix et encourager les agriculteurs à constituer des réserves afin de profiter d'une augmentation des prix à l'avenir. En 1973 comme en 2007, les réserves de céréales ont atteint un seuil historiquement bas, provoquant des crises alimentaires mondiales. Bien que la différence entre des réserves trop basses et suffisantes soit ténue, l'absence de stocks adéquats peut mener à de fortes hausses des cours et à des perturbations du fonctionnement des marchés. En 2007-2008, les

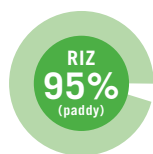
PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE MAÏS, DE BLÉ ET DE RIZ, 2008 (PART DES EXPORTATIONS MONDIALES)



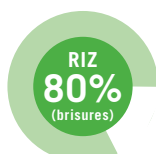
Etats-Unis (53,0 %)
Argentine (15,1 %)
Brésil (6,3 %)
France (6,0 %)
Inde (3,5 %)



Etats-Unis (22,9 %)
France (12,4 %)
Canada (12,0 %)
Russie (8,9 %)
Argentine (6,7 %)



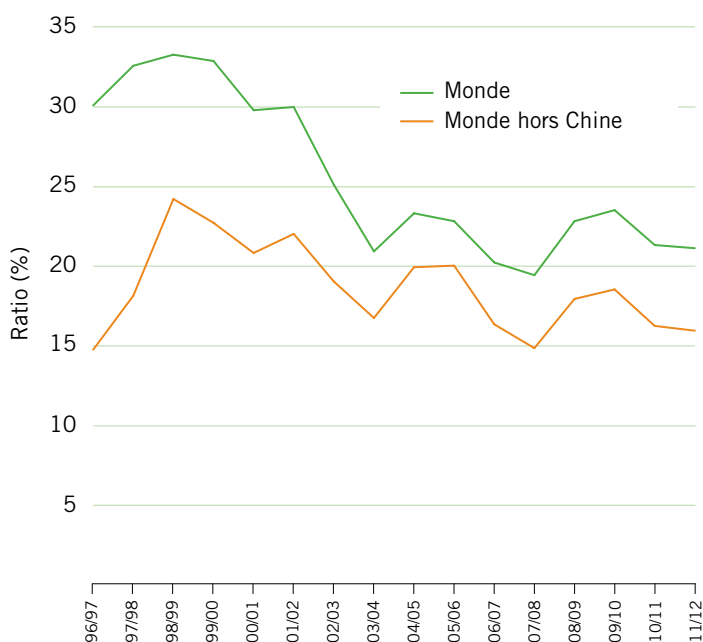
Etats-Unis (90,4 %)
Paraguay (1,4 %)
France (1,2 %)
Chine (1,1 %)
Brésil (0,9 %)



Thaïlande (54,8 %)
Pakistan (9,1 %)
Brésil (7,3 %)
Etats-Unis (4,4 %)
Belgique (4,0 %)

Source : FAO (2011a).

RATIO RÉSERVE DE CÉRÉALES / CONSOMMATION, 1996/97 – 2011/12



Source : FAO, Perspectives de l'alimentation, plusieurs années.
Note : la mention « Monde hors Chine » est précisée car les données pour ce qui est des réserves de la Chine sont aberrantes. La qualité des données est sujette à caution.

réserves de céréales ne représentaient que 60 millions de tonnes (2,7 % de la production mondiale), soit moins qu'en 2004-2005. Mais du fait de la forte progression des cours en 2007-2008, cette différence de réserves a suffi pour entraîner de graves difficultés sur le marché, en particulier pour les produits de base, tels que le riz, dont la production est concentrée dans quelques pays (Timmer, 2010).

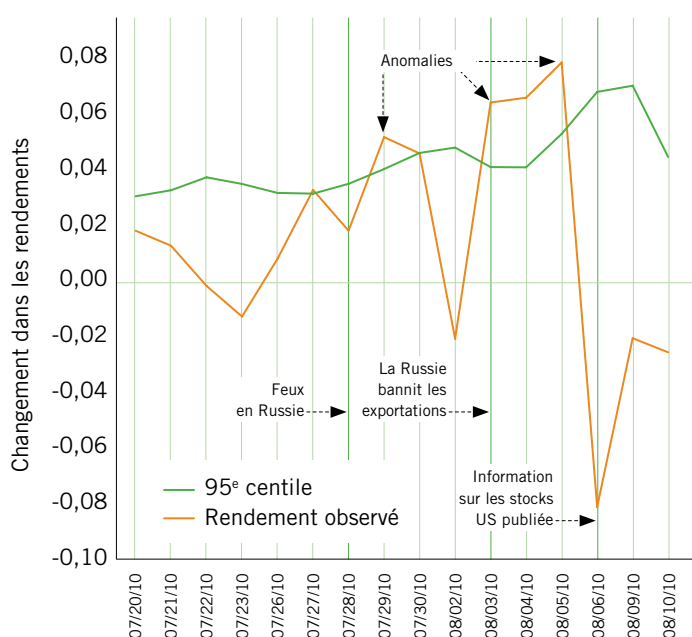
En troisième lieu, les informations précises et actualisées concernant la production alimentaire, le niveau des réserves et les prévisions de prix manquent cruellement. Les réactions disproportionnées de la part des responsables politiques face à cette pénurie d'information peuvent se traduire par une hausse de prix. L'IFPRI a développé une méthode de mesure de ce phénomène et en a fait un outil utile et accessible pour les responsables politiques. En août 2010, la Russie a interdit les exportations de blé en réponse aux sécheresses et aux incendies forestiers. Comme le montre le graphique ci-dessous, on constate que pendant l'embargo sur les exportations, les rendements des contrats à terme sur le blé sont excessifs – anormaux – durant trois jours (c'est-à-dire qu'ils dépassent le seuil en deçà duquel ils demeurent 95 % du temps), bien que les données relatives à l'offre et à la demande suggèrent que cela n'a pas de raison d'être. Pendant cette période, les réserves mondiales de blé se montaient à 175 millions de tonnes – près de 50 millions de tonnes de plus qu'en 2007-2008. L'embargo russe sur les exportations a écarté du marché moins de 18 millions de tonnes de blé – bien moins que les 26

millions de tonnes détenues à eux seuls par les Etats-Unis. De surcroît, les Etats-Unis – le premier exportateur de blé au monde – avaient bénéficié d'une bonne récolte. Cela s'est pourtant traduit par une chute immédiate des cours du blé, comme l'indique le graphique. La production américaine de blé aurait aisément pu compenser les pénuries à l'exportation, la hausse des prix du blé aurait ainsi été limitée.

Les médias ont néanmoins réagi de manière excessive à l'annonce de l'interdiction des exportations russes et n'ont pas expliqué que la production mondiale de blé et les réserves étaient suffisantes pour compenser l'absence du blé russe. Par ailleurs, toute nouvelle information publiée entre août et octobre 2010 semble avoir suscité une flambée des prix – même les projections, plus optimistes que prévu du ministère de l'agriculture américain indiquant que la récolte mondiale de blé n'allait être inférieure que de 5 % à celle de l'année précédente. Le nombre d'articles sur les cours du blé dans les médias a progressé considérablement entre août et octobre 2010. En outre, 57 % des articles faisant référence aux prix des denrées alimentaires indiquait que les prix allaient augmenter. Cela représente 93 points de pourcentage de plus que la moyenne des trimestres de l'année 2010 (tableau ci-dessous).¹¹

Pour expliquer les hausses de prix, les médias ont invoqué plusieurs raisons, notamment les incendies en Russie (62 %), les stocks limités à cause de la faible production et de l'état des réserves

ANOMALIES SUR LES PRIX DES CONTRATS À TERME SUR LE BLÉ



Source : Martins-Filho, Torero, et Yao (2010).

Note : il y a anomalie lorsque le rendement constaté dépasse un certain seuil établi au préalable. Ce seuil est généralement un quantile élevé (ici, 95 %) – ainsi, la probabilité de dépasser cette valeur est faible (5 %).

ANALYSE DES ARTICLES PUBLIÉS DANS LES MEDIAS FAISANT RÉFÉRENCE AUX PRIX DU BLÉ

Raisons invoquées par l'article	Références à la hausse des prix du blé		
	1998–2011 ^a	2010 ^b	Août–Oct. 2010 ^c
Finance	78	42	10
Stocks	222	99	40
Politiques	84	37	12
Catastrophes et réaction populaire	377	159	101
Références à la hausse des prix du blé	761	337	163
Nombre total d'articles sur les prix alimentaires	1238	585	288

Source : calculs effectués par Maximo Torero.

^a Du 1^{er} août 1998 au 22 juillet 2011.

^b Du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010.

^c Du 1^{er} août 2010 au 31 octobre 2010.

Note : les qualificatifs utilisés pour chacune des catégories représentent les éléments suivants : (a) finance : prix alimentaires sur le marché intérieur, prévision des prix, marchés à terme, couverture de risque, taux d'intérêt, politique monétaire, taux, spéculation, commerce, barrières commerciales, volume d'échange ; (b) stocks : production de blé, production intérieure, offre intérieure, réserves d'urgence, production de maïs, réserves, production de riz, stockage, offre, excédent ; (c) politique : embargo sur les exportations, quotas d'exportation, sécurité alimentaire, quotas d'importations, restriction aux importations, contrôle des prix, taxes ; et (d) catastrophes naturelles et réactions populaires : sécheresse, séisme, famine, incendie, inondation, gel, ouragan, nutrition, épidémie, pauvreté, émeutes.

(25 %), bien que celles-ci fussent en réalité suffisantes – et bien plus importantes que lors de la crise de 2008. Seuls 7 % des articles mentionnaient les politiques, telles que l'embargo sur les exportations, qui étaient en réalité l'une des raisons principales de la hausse des prix. Ce manque d'informations sur la production mondiale a conduit les gouvernements du monde entier à réaliser des achats dictés par la panique, ce qui a exacerbé la tendance à la hausse des prix.

LA HAUSSE ET L'EXCESSIVE VOLATILITÉ DES PRIX ALIMENTAIRES ET LEUR IMPACT SUR LES PLUS DÉMUNIS AU BANGLADESH, AU PAKISTAN ET AU VIETNAM

Afin d'analyser dans quelle mesure la hausse des prix alimentaires et leur volatilité excessive se traduisent par une dégradation du bien-être des plus pauvres, l'IFPRI a réalisé une estimation de l'impact de ces deux éléments dans trois pays, le Bangladesh, le Pakistan et le Vietnam, entre 2006 et 2008. Ils sont parvenus aux conclusions suivantes :

- > Au Bangladesh comme au Pakistan, l'augmentation des prix alimentaires a fait chuter le niveau de vie d'environ 80 % des foyers. Au Vietnam, 51 % de l'ensemble des foyers ont vu leur niveau de vie baisser, alors que 64 % des foyers ruraux auraient potentiellement vu leur bien-être augmenter.
- > Parmi les foyers qui ont vu leur niveau de vie baisser, les plus démunis ont subi les plus fortes pertes de revenu.
- > Les foyers au Bangladesh ont été contraints de baisser leurs dépenses de 11 % en moyenne ; les foyers au Pakistan et au Vietnam de 5 %.
- > Des estimations montrent que l'augmentation des prix alimentaires a provoqué une hausse des taux de pauvreté au Bangladesh et au Pakistan de 5 et 2 % respectivement. En revanche, la progression des prix a pu conduire à un recul de la pauvreté de 7,8 % au Vietnam parce que les producteurs de riz auraient pu bénéficier de ces prix plus élevés.
- > Si les pays devaient compenser entièrement les pertes subies par les foyers situés dans les 20 % les plus pauvres de la population, du fait des prix alimentaires élevés, le coût s'élèverait à 1,3 % des dépenses nationales au Bangladesh, 0,67 % au Pakistan et 0,31 % au Vietnam.

Source : Robles (2010).

Note : ces estimations sont réalisées au niveau microéconomique et intègrent les effets primaires et les effets de substitution. L'étude présente une simulation des vraies évolutions des prix des denrées alimentaires les plus consommées dans chacun des pays entre le premier trimestre 2006 et le premier trimestre 2008.

Les conséquences de la hausse des prix alimentaires et de l'excessive volatilité pour les plus pauvres

L'augmentation des prix alimentaires et la volatilité excessive affecte différemment les foyers, selon qu'ils habitent en zone urbaine ou rurale, qu'ils sont consommateurs nets ou producteurs nets. La montée des prix alimentaires et leur excessive volatilité peut se traduire par une dégradation des régimes alimentaires et conduire à l'érosion du pouvoir d'achat des foyers, limitant l'accès à d'autres biens et services essentiels pour la santé et le bien-être tels que le chauffage, l'éclairage, l'eau, l'assainissement et la santé. La gravité de l'impact de prix alimentaires élevés à court, moyen et long termes, sur le revenu et le bien-être des membres des foyers démunis dépend fortement des stratégies d'adaptation déployées. De même, l'accès du foyer à un filet de protection sociale et à d'autres programmes de protection détermine fortement le niveau de souffrance enduré du fait de la hausse des prix alimentaires. Dans nombre de pays, la sécurité sociale ne couvre qu'une petite partie des populations les plus pauvres. En Ethiopie, par exemple, le programme de sécurité sociale du gouvernement protège 8 millions de personnes mais ne couvre qu'environ 25 % des plus démunis. Au Bangladesh – un pays où 25 % de la population vit dans l'extrême pauvreté – environ 7 % de la population a accès à la sécurité sociale ou à des filets de protection sociale (von Braun et al. 2008). Pour comprendre la différence d'impact d'un foyer à l'autre, l'IFPRI a étudié les évolutions dans (1) leur niveau de dépense et (2) leur apport calorique.

LES NIVEAUX DE DÉPENSE. Afin de mesurer les évolutions dans le bien-être des foyers lors de variations des prix alimentaires, les chercheurs de l'IFPRI ont déterminé le montant devant être transféré à ces foyers pour que leurs membres conservent le même niveau de vie qu'avant la modification des prix alimentaires (pour 2007-2008).¹² Ils ont constaté que dans la plupart des pays importateurs nets, presque tous les foyers voyaient leur situation se dégrader, avec un taux de pauvreté national qui augmentait à cause de la hausse des prix alimentaires. Si l'on ne prend pas en compte la substitution d'une denrée alimentaire à une autre du fait de l'augmentation des prix, on constate une augmentation du taux de pauvreté. Dans les zones urbaines, l'impact de la hausse des prix alimentaires était dégressif, autrement dit, les foyers les plus pauvres dans les zones urbaines étaient les plus touchés lorsque la baisse de leur pouvoir d'achat était mesurée proportionnellement à leurs dépenses totales. Ce scénario dégressif n'est pas observé dans les régions rurales, où les effets négatifs sont ressentis universellement puisque la majorité des habitants est pauvre. Enfin, l'ampleur des effets varie selon les pays et selon le degré de dépendance des prix locaux par rapport aux prix internationaux. Pour plus d'informations sur les effets de la hausse des prix alimentaires et de la volatilité excessive pour les foyers dans trois pays d'Asie, voir l'encadré ci-contre.

APPORT CALORIQUE. Outre une baisse des dépenses chez les plus pauvres, l'augmentation des prix alimentaires se répercute sur leur apport calorique. L'IFPRI a réalisé une simulation illustrant l'impact d'une flambée des prix alimentaires sur la quantité de nourriture consommée. Dans la majorité des pays analysés, les conclusions indiquent invariablement que plus le revenu du foyer est bas, plus l'apport calorique baisse. Les foyers dans les zones rurales pauvres voient leur ration calorique diminuer autant, sinon plus, que les foyers urbains. Les foyers déjà susceptibles d'avoir un apport calorique trop faible sont les plus affectés. Dans la plupart des pays étudiés, on a constaté une réduction drastique de l'apport calorique dans les foyers avec des enfants de moins de deux ans – ce qui peut avoir des conséquences dramatiques à long terme pour la santé et le bien-être de ces enfants. Parallèlement, les foyers plus aisés augmentent leur apport calorique en consommant des aliments meilleur marché. Pour plus d'informations sur les effets de la hausse des prix alimentaires sur l'apport calorique des foyers dans sept pays d'Amérique latine, voir l'encadré à droite.

Conclusion

Les prix alimentaires sont voués à demeurer plus élevés et plus volatiles. Il est évident que, même si une grande partie des habitants pauvres de la planète vit dans des zones rurales et travaille dans l'agriculture, la flambée et la volatilité des prix survenues depuis quelque temps ont généralement conduit à une dégradation de leur niveau de vie. En outre, ce sont les plus démunis qui paient le plus lourd tribut aux flambées et aux fluctuations des prix. Il s'agit de comprendre les facteurs conduisant à cette situation ; mais il est également fondamental de prendre des mesures afin de modérer la volatilité des prix alimentaires pour aider les plus vulnérables à assurer la sécurité alimentaire. Les recommandations de l'IFPRI, Welthungerhilfe et Concern Worldwide, soutenues par ACTED, sont présentées au chapitre 5.

⁸ Ces études comprennent Sommer et Gilbert (2006), Bakary (2008), Brahmabhatt et Christiaensen (2008), OCDE (2008), OCDE/FAO (2011), CNUCED (2008), von Braun (2008a, b, c), von Braun et al. (2008), World Agricultural Outlook Board (2008), Headey et Fan (2010), et Gouvernement de Sa Majesté (2010).

⁹ Les chercheurs de l'IFPRI ont fait cette découverte en appliquant le modèle MIRAGE au commerce mondial.

¹⁰ Bien que les mesures encourageant les biocarburants soient contestées en Europe et aux États-Unis, les objectifs fixés par les États sur la production de biocarburants restent en vigueur.

¹¹ L'analyse des articles publiés dans les médias a été menée en utilisant le Sophic Intelligence Software, développé par Biomax BioXMä Knowledge Management Suite. Chaque jour, des articles d'actualité portant sur les produits alimentaires et les produits de base sont enregistrés dans le Sophic Intel qui réalise une analyse linguistique et une cartographie représentant les réseaux sémantiques. Sophic Intel produit des rapports wiki (rapports de veille des contenus générés par les utilisateurs) et des graphiques (heat maps) en s'appuyant sur les termes et expressions identifiés dans les articles de presse, qui influencent la volatilité des prix des produits de base et la sécurité alimentaire. En 2010, une moyenne de 122 articles par trimestre mentionnait une hausse des prix du blé tandis que pour le trimestre août-octobre, ce chiffre atteignait 210 – à savoir une augmentation de 72 %.

¹² Nos estimations dépendent de l'accès aux données générales portant sur la consommation et la production, ainsi que des estimations indiquant dans quelle mesure les foyers substituent et modifient leurs décisions de production et de consommation en réponse à l'évolution des prix.

PRIX ALIMENTAIRES ET APPORT CALORIQUE DANS SEPT PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

L'IFPRI a conduit une étude sur sept pays d'Amérique Latine afin d'examiner l'impact des prix des denrées alimentaires sur l'alimentation. Suite au choc des prix alimentaires, la diminution de l'apport calorique des foyers oscillait entre 0,95 % et 15,1 %, avec une valeur médiane de 8,0 %. Les pays où les réductions ont été les plus drastiques sont l'Equateur, Haïti, le Nicaragua et le Panama. Dans 5 des 7 pays (l'Equateur, Haïti, le Nicaragua, le Panama et le Pérou), certains foyers sont passés d'une alimentation qui couvrait largement l'apport calorique recommandé à un apport calorique insuffisant, du fait du choc des prix alimentaires – la plus forte variation a été observée en Equateur et au Pérou (13 et 7 points respectivement). D'autre part, dans l'ensemble des pays, hormis le Panama, le cinquième le plus aisé de la population avait déjà un apport calorique supérieur au seuil recommandé et a vu le nombre de calories absorbées augmenter de plus de 10 % après le choc des prix. Cette situation est préoccupante, au vu de la prévalence du surpoids en Amérique Latine.

Source : Iannotti and Robles (2011).

Note: L'impact des prix alimentaires sur l'apport calorique a été évalué en s'appuyant sur des études présentant des budgets de foyers représentatifs au niveau national, ainsi que sur des données de ProPAN et du ministère de l'agriculture américain sur la composition de l'alimentation.



Florence Muoki

District de Makueni, Kenya

« Nous plantons des arbres et des légumes que nous vendons pour acheter de la nourriture et envoyer nos enfants à l'école. Mais maintenant que tout est devenu tellement cher, ils ne vont plus à l'école parce qu'ils doivent aider à cultiver les légumes à la maison. »

« Nous sommes entièrement dépendants de la pluie, mais il ne pleut plus régulièrement. Dès que nous aurons récolté et vendu notre production, nos enfants pourront retourner à l'école. Sans pluie, nous n'avons rien à manger et aucun revenu. »



Des opportunités de revenus non agricoles et les moyens de subsistance alternatifs doivent être appuyés et développés ; de même qu'une croissance agricole favorable aux plus démunis.

L'IMPACT DES FLAMBÉES ET DE LA VOLATILITÉ DES PRIX ALIMENTAIRES AU NIVEAU LOCAL

Concern Worldwide et Welthungerhilfe sont des témoins directs de l'impact profond et durable de la volatilité des prix alimentaires dans le monde entier. Les deux organisations s'engagent au quotidien dans la lutte contre la faim – une lutte qui s'est intensifiée à mesure que les prix sont devenus plus volatiles. Les images qui nous parviennent depuis la Corne de l'Afrique, où la première famine du XXI^e siècle est devenue une réalité pour des millions de personnes, en sont l'illustration la plus criante. Les études de cas ci-dessous, réalisées par Concern Worldwide et Welthungerhilfe donnent un aperçu des impacts réels et insidieux dans deux contextes fort différents : les bidonvilles de Nairobi et les exploitations agricoles du Tadjikistan. Chacune des études fournit des données factuelles et chiffrées ainsi que des analyses, mais illustre également la réalité humaine et la résilience des populations.



de fermes et l'anéantissement de réserves, ce qui s'est traduit par un recul de la production alimentaire nationale de 30 % (Höffler et Owuor Ochieng 2009). Les sécheresses en 2008 et 2011 ont fortement freiné la production alimentaire dans les régions centrales et occidentales et ont ébranlé la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones pastorales arides et semi-arides. En outre, le Kenya dépend fortement des importations, même pendant des années de bonnes récoltes. Le pays est donc particulièrement sensible à l'augmentation et à la volatilité des prix internationaux de l'alimentation et du combustible.

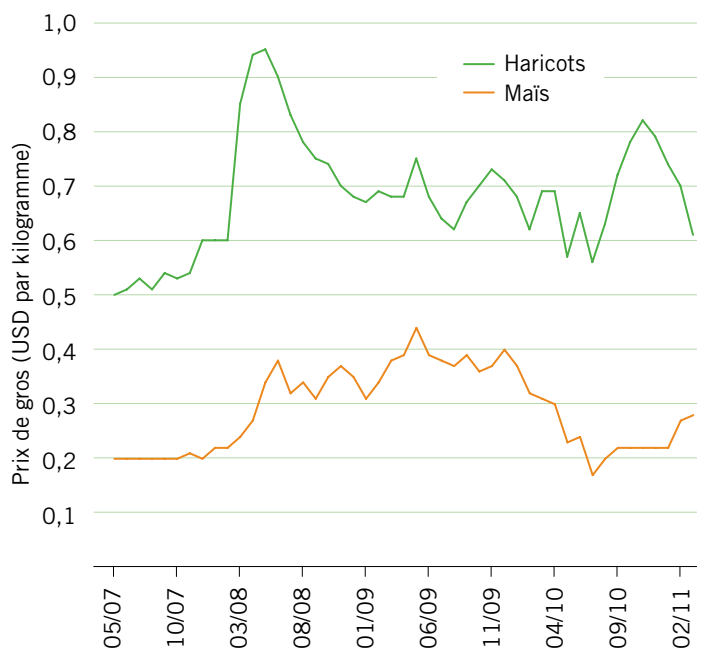
L'impact des flambées et de la volatilité des prix alimentaires sur les populations urbaines démunies : le cas de Nairobi, au Kenya

En dépit d'une croissance économique considérable au cours de la dernière décennie, la faim demeure une réalité quotidienne et douloureuse pour des millions de Kenyans. Classé 50^{ème} sur 81 pays dans le rapport GHI 2011, le Kenya avait déjà été situé dans la catégorie correspondant à une situation de faim « grave » – avant même que la dernière crise alimentaire en date ne frappe la région. Entre janvier et mai 2011, à Nairobi, le nombre d'admissions dans les hôpitaux et les centres de soins communautaires pour le traitement de jeunes enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère a augmenté de 62 %. Au moment de la rédaction de ce document, la crise dans la région constitue une pression supplémentaire sur les systèmes et les services de santé kenyans. En effet, du fait de la situation de famine déclarée en Somalie, le pays voisin, des milliers de réfugiés affluent quotidiennement dans le pays. Le Kenya n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière de sous-alimentation. De surcroît, la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique va entraver tout progrès vers la réalisation de ces objectifs.

Comme nombre d'autres pays d'Afrique Subsaharienne, le Kenya a vu ses prix alimentaires augmenter considérablement depuis 2007. Les facteurs sont à la fois internes et externes. La violence qui a fait rage dans tout le pays au lendemain de l'élection présidentielle contestée de 2007 a provoqué la destruction de cultures, l'abandon

TENDANCES DES PRIX INTÉRIEURS. L'indice des prix à la consommation, un indicateur composite fondé sur l'indice des prix de 15 produits différents, a augmenté de 30 % au cours des trois dernières années (KNBS 2011).¹³ Cette augmentation générale s'est accompagnée de

PRIX DU MAÏS ET DES HARICOTS, NAIROBI, 2007-2011



Source : FAO (2011b).

fluctuations des prix significatives et d'une volatilité durable. Le prix de gros de deux produits de base clés, le maïs blanc et les haricots, montrent clairement ces variations (voir les données ci-dessous). Les évolutions des prix d'un mois à l'autre sont encore plus évidentes (voir graphique ci-dessous). Entre janvier 2010 et mai 2011, les variations des prix d'un mois à l'autre ont oscillé entre 0 et 29 % pour le maïs et entre 0 et 42 % pour les haricots.

TRANSMISSION DE LA VOLATILITÉ DES PRIX AU NIVEAU LOCAL. Nairobi, le plus grand centre urbain du Kenya, abrite 3 millions de personnes, dont 60 % vivent dans des habitats informels qui s'étendent dans différentes zones de la ville. Les populations urbaines sont très dépendantes des marchés pour répondre à leurs besoins de base, notamment l'alimentation, le logement, l'eau, le combustible pour cuisiner et se chauffer. Les habitants pauvres des zones urbaines achètent généralement les produits au jour le jour. C'est pourquoi ils sont susceptibles de payer des prix unitaires supérieurs à leurs homologues citadins plus fortunés.

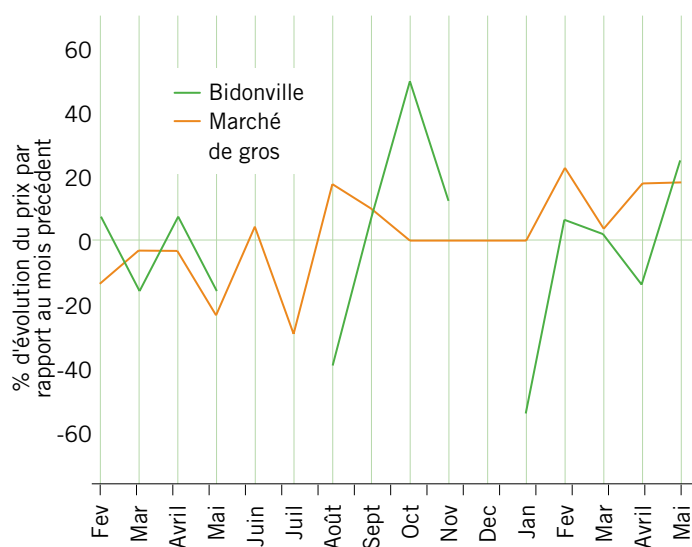
Afin de mieux comprendre dans quelle mesure la volatilité des prix au niveau national se répercute au niveau local, des données sur les prix mensuels des denrées alimentaires de base et des produits non alimentaires de base ont été recueillies dans trois bidonvilles de Nairobi (Korogocho, Mukuru Kwa Njenga et Mukuru Kwa Reuben). Une moyenne

a ensuite été calculée (voir graphique ci-dessous). Les informations indiquent qu'entre janvier 2010 et mai 2011, les habitants des bidonvilles ont dû faire face à de fortes variations des cours dans le temps et entre les marchés. Si l'on compare les fluctuations des prix d'un mois à l'autre sur les marchés nationaux et locaux, il est évident qu'une volatilité considérable survient aux deux niveaux et que les prix locaux peuvent osciller substantiellement même lorsque les prix nationaux sont stables.

Les facteurs locaux peuvent également accroître la volatilité. Entre novembre 2010 et janvier 2011, tandis que les cours nationaux demeuraient stables, les variations des prix sur les marchés des bidonvilles oscillaient entre 10 et 50 %. Cette volatilité était due, entre autres, à des facteurs locaux, notamment une insécurité accrue autour de la période des vacances et une progression de la demande car les populations urbaines achètent de grandes quantités de biens avant de se rendre dans les campagnes pour les fêtes.

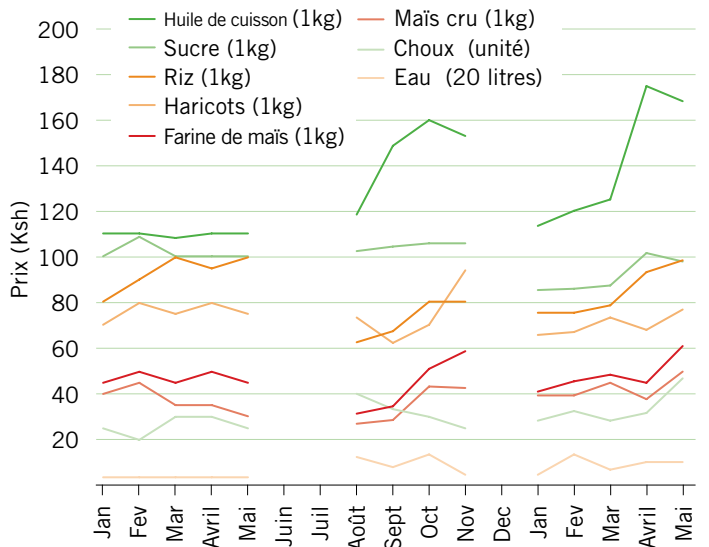
Outre les variations temporelles, les cours sur les marchés locaux fluctuent également dans l'espace. En mai 2011, le prix d'un kilogramme de farine de maïs oscillait entre 44 et 46 shillings kenyans (Ksh) selon les marchés – les prix ont été recueillis sur quatre marchés à Viwandani, un bidonville situé dans la zone industrielle de Nairobi qui s'étend sur moins d'un kilomètre carré. 2 Ksh peuvent sembler un montant négligeable, mais pour des foyers qui allouent 40 à 60 % de

PRIX DU MAÏS : PRIX DE GROS AU NIVEAU NATIONAL ET SUR LES MARCHÉS LOCAUX DANS LES BIDONVILLES, FÉVRIER 2010-MAI 2011, KENYA.



Source : données recueillies par un partenaire de Concern.
 Note : les marchés sont situés dans trois bidonvilles de Nairobi (Korogocho, Mukuru Kwa Njenga et Mukuru Kwa Reuben). Le relevé des données a été interrompu en juin, juillet et décembre 2010 du fait d'un manque de personnel.

PRIX DES PRODUITS DE BASE CLÉS : MOYENNE DE TROIS MARCHÉS SITUÉS DANS DES BIDONVILLES, JANVIER 2010-MAI 2011



Source : données recueillies par un partenaire de Concern.
 Note : les marchés sont situés dans trois bidonvilles de Nairobi (Korogocho, Mukuru Kwa Njenga et Mukuru Kwa Reuben). Le relevé des données a été interrompu en juin, juillet et décembre 2010 du fait d'un manque de personnel.

TERESIA : LA LUTTE AU QUOTIDIEN POUR S'EN SORTIR DANS UN BIDONVILLE DE NAIROBI



Teresia Wangari vit à Korogocho, un bidonville situé dans le centre de Nairobi qui jouxte la principale décharge de la ville et qui abrite plus de 200 000 habitants. Teresia a la charge de ses deux enfants, un et cinq ans, et de ceux de sa sœur, âgés de six et sept ans, depuis le décès de celle-ci. Pour joindre les deux bouts, elle coud et vend des jupons et des sous-vêtements dans les quartiers autour de Korogocho. Grâce à une bourse obtenue auprès du programme de développement des moyens de subsistance de Concern, elle a pu monter un petit commerce. Pour chaque jupon vendu à 100Ksh (1,12 USD), elle dégage un bénéfice de 10Ksh (0,11 USD). Ses bénéfices doivent couvrir l'ensemble des besoins de son foyer : l'eau, l'alimentation, le loyer, l'accès aux toilettes et les frais de scolarité pour les enfants.

Au cours des douze derniers mois, Teresia a constaté une augmentation significative des prix des biens essentiels tels que la nourriture, le combustible de cuisson, l'eau et les transports : « Les prix ont énormément augmenté, en particulier au cours du dernier mois [juin 2011] ».

Teresia achète des denrées alimentaires au jour le jour en petites quantités. Comme les prix dans les boutiques locales varient d'un jour à l'autre, elle est obligée de se rendre

dans plusieurs magasins afin de trouver le meilleur prix. Elle perd un temps précieux qu'elle pourrait consacrer à coudre ses jupons, à aller chercher de l'eau et à s'occuper de ses enfants. « Chaque jour, la boutique la moins cher est différente. Ce n'est jamais la même. Cela dépend de leurs fournisseurs. Comme les prix ont augmenté, cela se répercute sur les clients », explique-t-elle.

Les fluctuations des prix sont devenues plus fortes et plus irrégulières au cours des douze derniers mois et ces changements ont affecté le niveau de vie du foyer de Teresia. « Avant, avec 200 [Ksh] on avait de la nourriture pour plusieurs jours et aujourd'hui on ne nous rend même pas de monnaie [lorsqu'on achète des produits de base pour un jour] ». Elle a également remarqué des changements dans son commerce car le revenu disponible de ses clients a diminué. « Avant, personne ne marchandait ; je vendais mes articles à 100 Ksh tout rond. Mais aujourd'hui, de plus en plus de clients négocient, et parfois je ne vends rien du tout. »

Teresia pense que les prix vont demeurer élevés et elle a développé des stratégies pour assurer les besoins de son foyer. Elle a modifié le régime alimentaire de sa famille : au lieu de consommer de la viande ou du poisson plusieurs fois par semaine, la famille

consomme de l'ugali (de la farine de maïs) et des légumes. Ce régime ne contient pas les nutriments essentiels à la croissance de ses jeunes enfants. Des entretiens réalisés avec plusieurs familles de Korogocho ont révélé que nombreux sont les habitants du bidonville qui réduisent le nombre de repas, en plus de modifier leur alimentation.

Afin de générer un revenu suffisant, Teresia projette de relever le prix de ses jupons à 150 Ksh et de les vendre dans des quartiers plus aisés. Bien que cette solution pourrait augmenter son revenu, elle présente des inconvénients : l'augmentation du temps de transport représente un coût supplémentaire et implique moins de temps pour ses enfants. En outre, Teresia rentrera tard le soir, avec plus de risques pour sa sécurité.

Teresia, comme nombre de ses voisins, a beaucoup de mal à préserver la santé et le bien-être de sa famille au moment où les coûts augmentent et où gagner sa vie est un défi toujours plus difficile. Si les racines de ces maux ne sont pas combattues de manière appropriée, aux niveaux local, national et international, Teresia et bien d'autres comme elle, devront sacrifier leur bien-être à long terme pour répondre à leurs besoins de base immédiats.

leur revenu à l'alimentation, même une fluctuation aussi minime peut avoir des impacts considérables sur leur consommation et leur bien-être. Les variations dans l'espace semblent liées en partie au lieu et à la facilité d'accès : dans les marchés couverts situés à l'intérieur des bidonvilles, les prix sont plus élevés que sur les marchés situés le long des routes principales et les plus grands marchés ouverts. Le choix du fournisseur et les quantités achetées influent également sur les prix ; certains commerçants ont les moyens de se fournir en grandes quantités auprès des grossistes alors que d'autres ne peuvent acheter que de petites quantités à un prix unitaire plus élevé. La localisation du fournisseur influe également sur les coûts de transports qui sont répercutés sur le consommateur.

Le salaire moyen dans cette région est de 178 Ksh par jour (1,99 USD). Ce revenu doit couvrir l'alimentation, l'eau, le loyer, l'accès aux toilettes (que l'on paie à chaque utilisation), les transports, les frais de scolarité et les autres besoins de base. Comme en témoigne le récit de Teresia (encadré page 35), les habitants des bidonvilles déploient des efforts considérables au quotidien pour trouver les meilleurs prix afin d'optimiser leur budget alimentaire.

Lorsque les budgets sont insuffisants pour répondre aux besoins du foyer, cela se traduit souvent par une restriction des rations alimentaires, l'alimentation étant une dépense plus flexible que le loyer, les frais de scolarité ou le transport. Les foyers diminuent donc la quantité, la qualité et la variété de leur alimentation pour compenser des prix en hausse. Les conséquences de ces stratégies d'adaptation peuvent être dramatiques et peuvent conduire à l'augmentation du nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Le travail de Concern et de ses partenaires vise à minimiser ces effets.

LA RÉPONSE DE CONCERN : TRANSFERTS D'ARGENT, TRAVAIL SUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE ET SUR L'ALIMENTATION EN ZONE URBAINE.

Les populations urbaines pauvres sont confrontées à de nombreux obstacles qui entravent l'amélioration de leurs moyens de subsistance, de leur alimentation et de leur santé. La forte volatilité des prix n'est qu'un obstacle parmi tant d'autres. Afin d'aider les foyers les plus vulnérables à développer une résilience et à se projeter dans l'avenir, la volatilité des prix ne doit pas seulement être combattue et atténuée aux niveaux national et régional mais également au niveau local.

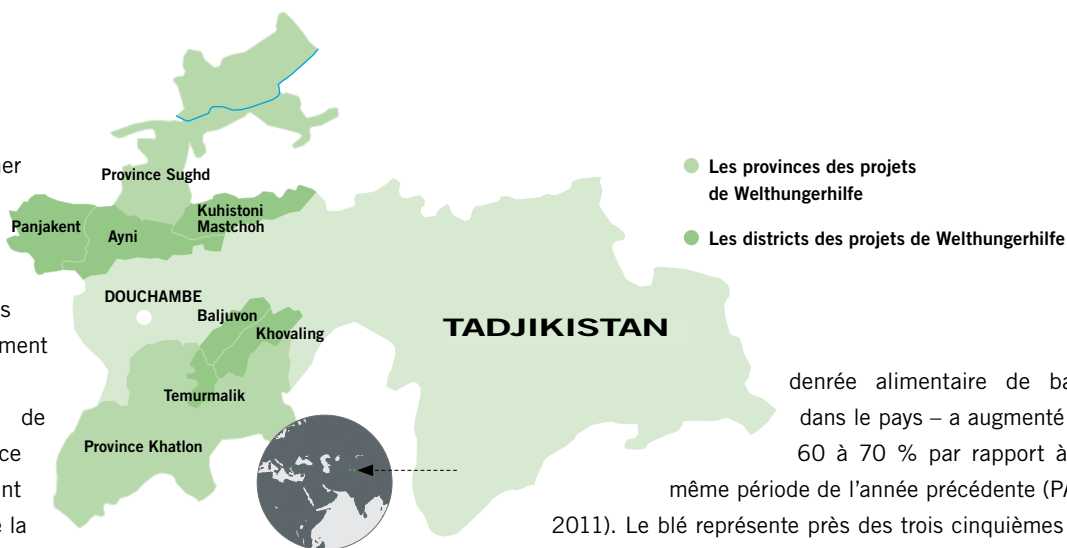
Le programme d'alimentation en zone urbaine de Concern (lancé en 2007), et son programme portant sur les moyens de subsistance en zone urbaine (initié en réponse à la violence post-électorale et à la crise alimentaire de 2007-2008) visent à satisfaire les besoins impérieux de milliers de personnes qui, comme Teresia, habitent dans un bidonville au Kenya et voient leur vie menacée par l'actuelle volatilité des prix.

En novembre 2009, dans le cadre du programme sur les moyens de subsistance urbains et du programme de protection sociale, Concern a lancé un projet pilote de transfert d'argent. Son objectif est de garantir la sécurité alimentaire et le bien-être des populations les plus démunies et vulnérables du bidonville de Korogocho et jauger les modalités d'un futur système de protection sociale national. L'évaluation initiale a révélé que les foyers participants ont amélioré considérablement leur sécurité alimentaire et diversifié leur alimentation, tout en limitant le recours à des stratégies d'adaptation néfastes. Le nombre de repas par jour a augmenté, passant de 1,6 au début du programme à 2,5 à la fin, en octobre 2010. Sur la même période, la part des foyers en situation d'insécurité alimentaire grave est passée de 97,4 % à 73,7 %.¹⁴ Le recours à des stratégies d'adaptation néfastes a également considérablement diminué. La pratique de la prostitution en échange de nourriture ou d'argent a également baissé, passant de 21,9 % à 9 %, et le travail infantile a reculé, passant de 38,5 % à 12,2 %.¹⁵ Ces améliorations devraient se poursuivre grâce à un travail plus suivi et plus innovant afin d'aider les populations urbaines démunies à briser le cycle de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité. La mise en place d'un système de protection sociale national fait encore l'objet de discussions avec le gouvernement et les autres parties prenantes.

Afin d'aider les familles démunies à avancer vers des moyens de subsistance plus pérennes, Concern a développé un programme qui encourage le développement des moyens de subsistance. Entre la fin de l'année 2009 et mai 2011, 700 foyers de Korogocho, à Nairobi, et 300 familles du bidonville de Nyalenda, à Kisumu (ville située à l'ouest du Kenya) ont vu leurs compétences renforcées. Parallèlement, 1461 individus ont reçu de petites bourses pour créer une petite entreprise ou investir dans une entreprise existante. Des études de marché ont été réalisées dans les deux bidonvilles et ont identifié des secteurs et des lieux porteurs pour l'emploi et la création d'entreprise. À l'aide de partenaires locaux, Concern a également facilité l'accès à d'autres services, notamment la santé, le micro-crédit et les soins à domicile.

Enfin, Concern a mis en place un programme d'alimentation en zone urbaine. L'organisation travaille avec neuf partenaires, notamment le gouvernement kenyan, afin d'atténuer l'impact de l'insécurité alimentaire des foyers démunis sur les jeunes enfants et d'améliorer l'alimentation ainsi que les soins maternels et infantiles durant les mille jours critiques qui vont de la conception de l'enfant à ses deux ans. Depuis sa création, le programme a traité plus de 11 000 enfants – plus de 8000 à Nairobi et plus de 3000 à Kisumu – souffrant de malnutrition aiguë sévère. Des groupes de soutien aux mères à Korogocho ont aidé 599 femmes à allaiter convenablement leurs enfants et à introduire des aliments complémentaires riches en nutriments lorsque les nourrissons atteignent l'âge de six mois. Le

programme a permis de former 300 professionnels de santé sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et de développer des outils pédagogiques spécifiquement adaptés au milieu urbain. Face à l'accélération de l'urbanisation, la croissance démographique, le changement climatique et l'augmentation de la demande de denrées alimentaires, ce travail doit continuer et être transposé à plus grande échelle afin que les habitants pauvres des zones urbaines ne soient pas les oubliés du développement.



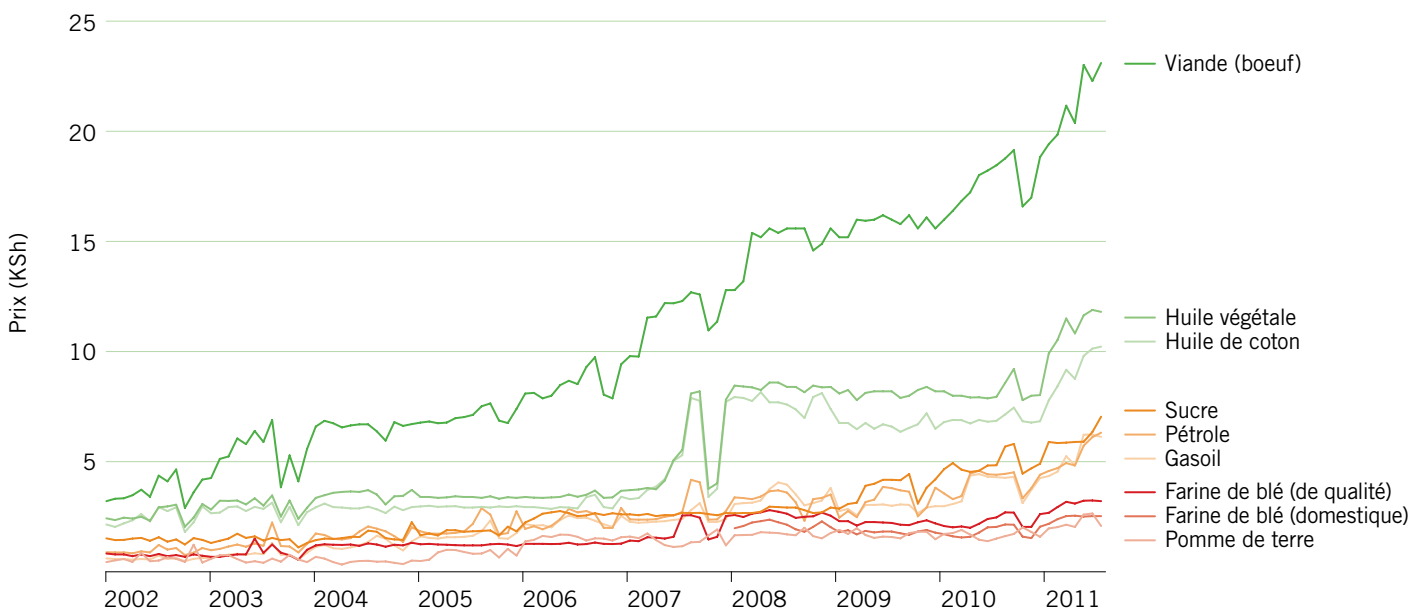
L'impact de la flambée et de la volatilité des prix alimentaires sur les petits agriculteurs : exemple des régions rurales au Tadjikistan

Peu après le pic historique des cours alimentaires mondiaux en février 2007, les prix des denrées alimentaires au Tadjikistan ont également augmenté jusqu'à des niveaux records : en mai 2011, les prix ont atteint leur niveau le plus haut depuis le début des relevés des prix alimentaires, après la guerre civile, dans les années 1990. Le cours du blé – la

denrée alimentaire de base dans le pays – a augmenté de 60 à 70 % par rapport à la même période de l'année précédente (PAM 2011). Le blé représente près des trois cinquièmes de l'apport calorique total au Tadjikistan. Les plus démunis consomment généralement du pain à chaque repas.

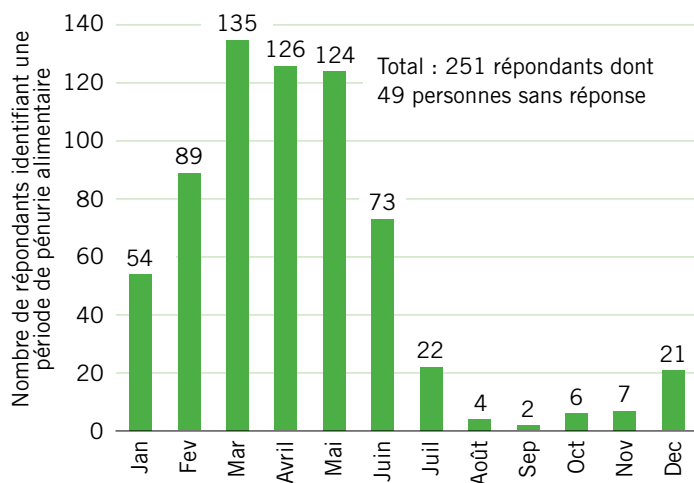
Le Tadjikistan est le pays le plus pauvre de la Communauté des Etats indépendants et où l'insécurité alimentaire est la plus criante. Avec un score GHI de 17, son niveau de faim est considéré comme grave. La hausse considérable des prix alimentaires n'est pas le seul souci pour une grande partie de la population tadjike. En effet, les fluctuations des cours se sont également aggravées. Des données portant sur l'évolution des prix alimentaires montrent qu'en 2007-2008, comme en 2011, la crise mondiale des prix alimentaires a directement impacté le marché local (voir graphique ci-dessous).

EVOLUTION DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET DU PÉTROLE AU TADJIKISTAN (MOYENNE SUR 5 MARCHÉS), JAN. 2002 / JUIL. 2011



Source : Programme Alimentaire Mondial, Tadjikistan.
 Note : le PAM au Tadjikistan suit les prix des denrées alimentaires et du pétrole de manière hebdomadaire sur 5 marchés au Tadjikistan: Doukhambé, Kurgan-Tuybe, Khujand, Gharm, et Khorog. Welthungerhilfe remercie le PAM au Tadjikistan pour leur soutien et pour la reproduction de ces données.

MOIS DE PÉNURIE ALIMENTAIRE



Source : données collectées par l'ONG tadjike Advisory Information Network (AIN) avec Welthungerhilfe. Note : questions à choix multiple.

La principale raison qui explique la répercussion des prix internationaux sur les prix locaux est la dépendance du Tadjikistan vis-à-vis des marchés internationaux. Le pays importe environ 58 % des denrées consommées. La décision de la Fédération de Russie d'imposer un embargo sur les exportations de blé à l'été 2010 pourrait avoir contribué indirectement à une pression à la hausse des cours du blé au Tadjikistan. Bien que les quantités de blé exportées par la Russie vers les marchés d'Asie Centrale soient très limitées, on a constaté dans les mois qui ont suivi l'embargo, une flambée des cours du blé au Kazakhstan – pays d'où proviennent 90 % des importations tadjikes de blé et de farine.

La vulnérabilité du Tadjikistan vis-à-vis des marchés mondiaux est également exacerbée par des facteurs géopolitiques. Le Tadjikistan n'ayant pas d'accès à la mer, les marchandises doivent transiter par l'Ouzbékistan, le pays voisin. Au printemps 2011, les tensions entre les deux pays se sont intensifiées et les droits de douane pour le fret ferroviaire ont connu une hausse comprise entre 15 et 74 %. En outre, le Tadjikistan dépend des importations d'essence et de gasoil de Russie. Suite à la décision russe d'imposer une taxe sur les exportations, en plus de l'augmentation des droits de douane en juin 2011, les prix des carburants ont atteint un niveau record au Tadjikistan. Outre le prix de l'essence, les infrastructures de transport sont très insuffisantes dans ce pays extrêmement montagneux (plus de la moitié du pays se trouve à plus de 3000 m d'altitude), ce qui participe à la hausse des prix des transports, lesquels se répercutent sur les prix alimentaires. Enfin, la structure du marché n'est pas favorable au consommateur : les marchés d'importation pour certaines denrées alimentaires de base, en particulier la farine de blé, sont concentrés entre les mains de quelques grandes entreprises bien positionnées, avec les risques associés de collusion et d'ententes sur les prix (voir par exemple PAM 2005).¹⁶

LES POPULATIONS RURALES SONT AFFECTÉES PAR LA FLUCTUATION DES PRIX.

Contrairement aux populations urbaines, les populations rurales des pays en développement sont, pour une grande partie, moins intégrées de manière quotidienne aux mécanismes des marchés. C'est le cas au Tadjikistan où les régions rurales sont souvent éloignées, voire inaccessibles au cours de certaines périodes de l'année. Dans ces régions, l'agriculture est la principale source de revenu, et les familles d'agriculteurs peuvent satisfaire au moins une partie de leurs besoins grâce à leur propre production. Dans de nombreux villages, le recours au troc est fréquent.

Le blé représente près de la moitié de la production en culture irriguée du Tadjikistan et près de deux tiers de la production en culture pluviale. Toutefois, les meilleures terres irriguées sont consacrées à la culture de coton et presque tous les petits producteurs de blé dépendent de l'agriculture pluviale. En mai et juin 2011, Welthungerhilfe a posé deux questions à 300 petits producteurs de blé de la région de Khatlon, au sud du Tadjikistan – la principale région productrice de blé : la faible intégration au marché permet-elle d'atténuer les effets des flambées des prix alimentaires dans la région ? L'augmentation des prix des denrées alimentaires représente-t-elle un défi ou une opportunité ?

Les petits producteurs de blé ont indiqué que les fluctuations des prix sont fréquentes et ont tendance à suivre un rythme saisonnier : les prix sont généralement plus bas en période de moisson et augmentent en période de soudure. Ils ont également constaté des hausses modérées pendant les périodes de fêtes comme le Ramadan. Trois quarts des agriculteurs ont dit n'avoir jamais vu d'augmentations de prix aussi fortes que celles du printemps 2011. Bien que les fluctuations des prix, à la hausse comme à la baisse, soient chose courante, les petits producteurs ne sont pas nécessairement préparés à faire face à des mouvements de prix aussi considérables – en tant que producteurs ou en tant que consommateurs de denrées alimentaires.

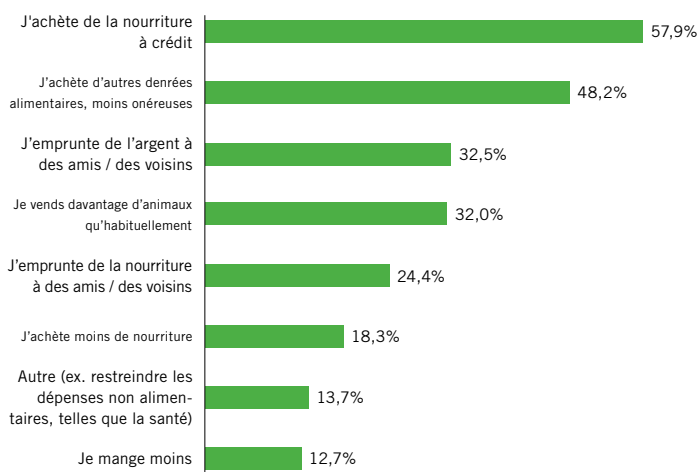


Odinamo Amirshojeva

Village de Dektur, Baljuvon, Tadjikistan

« En ce moment, le prix d'un sac [de 50 kg] de blé au bazar est de 120 à 130 somoni [26,50 USD] ; quand les commerçants viennent au village, le prix du sac est de 140 à 150 somoni [30,70 USD]. Il [le commerçant] dit que c'est à cause de l'augmentation du prix du carburant. »

LES RÉPONSES À LA HAUSSE DES PRIX



Source : données collectées par l'ONG tadjike Advisory Information Network (AIN) avec Welthungerhilfe.

Note : questions à choix multiple.

En tant que producteurs, la plupart des petits agriculteurs ne disposent pas des moyens stratégiques permettant d'interagir avec les mécanismes de marché. Certains d'entre eux ne pratiquent qu'une agriculture de subsistance et dépendant d'autres sources de revenu, notamment des transferts de fonds des migrants, des aides sociales, d'un emploi irrégulier ou de plusieurs de ces sources. Les agriculteurs qui vendent leurs produits ne disposent que d'un accès limité au marché, du fait de l'absence de transports, de longues distances et d'infrastructures médiocres. Les petits agriculteurs ont peu d'acheteurs potentiels, ce qui entrave leur pouvoir de négociation. Bien que les agriculteurs sont généralement bien informés des prix pratiqués sur les marchés, la moitié d'entre eux ont rapporté que leurs ventes n'étaient pas rentables. Un tiers des agriculteurs ont dit qu'ils ne pouvaient en aucun cas négocier leurs prix.

Bien que 50 % des petits exploitants ont indiqué disposer d'entrepôts, la grande majorité affirme vendre leurs excédents peu après la récolte pour générer un revenu, rembourser des dettes et acheter les denrées que les agriculteurs ne produisent pas eux-mêmes (notamment du sucre et de l'huile). Au moment des entretiens, en mai et juin 2011, aucun des agriculteurs ne possédait de réserves qui auraient pu être vendues aux prix record qui prévalaient alors.

La plupart des agriculteurs considéraient que les prix allaient demeurer élevés, voire qu'ils allaient progresser davantage (83 %), mais seuls quelques petits exploitants voyaient cela comme une opportunité. Plus de deux tiers d'entre eux critiquent les prix élevés, probablement parce qu'ils sont consommateurs nets. Même les prix historiques du blé ne leur ont pas permis pas de générer un revenu suffisant pour acheter d'autres denrées, également affectées par l'augmentation des prix.

LES PRIX ÉLEVÉS PENDANT LA PÉRIODE DE SOUDURE ALOURDISSENT LE FARDEAU DES FOYERS CONSOMMATEURS NETS.

En tant que consommateurs, les agriculteurs ont indiqué que même durant des périodes de volatilité saisonnière (« normale »), ils font souvent face à des pénuries de nourriture. Pour nombre d'entre eux, la période de « faim » commence en février ou mars – lorsque les réserves sont épuisées – et s'achève avec la nouvelle moisson à la fin du mois de juin.

La flambée des prix de 2011 a coïncidé avec la période de soudure dans les zones rurales du Tadjikistan. Les foyers les plus vulnérables ont été particulièrement touchés : plus de la moitié des agriculteurs ont affirmé avoir épuisé leurs réserves de denrées alimentaires ; presque tous les foyers (94 %) ont indiqué qu'ils avaient déjà dépensé tous leurs revenus et plus de la moitié ont dit avoir déjà contracté des dettes. Dans ces conditions, les petits agriculteurs se sont vus contraints d'acheter à des prix records. Généralement, « l'augmentation des prix alimentaires » était la seconde raison invoquée pour expliquer l'insécurité alimentaire actuelle au niveau des foyers (après « le manque d'argent »).

Les données montrent que l'augmentation des prix alimentaires était plus marquée dans les boutiques de village ou chez les commerçants ambulants que dans le bazar le plus proche. Les prix élevés des carburants ont fait monter les coûts de transport, se répercutant sur le prix payé par le consommateur final dans les villages ruraux, souvent isolés.

Les agriculteurs eux-mêmes ont identifié « les coûts de transport/le prix élevé de l'essence » comme l'un des facteurs clefs expliquant l'augmentation des prix. Toutefois, ils étaient presque aussi nombreux à avancer que les « monopoles et la collusion entre les commerçants » faisaient gonfler les prix. Les agriculteurs interrogés considèrent qu'un meilleur contrôle des marchands serait une mesure efficace pour stabiliser les prix.



Malik Alimovich Zakirov

Village de Revomurkt, Kuhistoni Mastchoh, Province de Sughd, Tadjikistan

« Pour limiter la flambée des prix, il serait bon que le gouvernement contrôle les boutiques des villages. Dans le magasin de notre village, les prix sont toujours élevés alors qu'au bazar de Khujand [la ville la plus proche], ils ont déjà baissé depuis un mois. Les prix dans les villages sont beaucoup plus élevés qu'au bazar. Là bas, les prix sont contrôlés. »

STRATÉGIES D'ADAPTATION DÉLÉTÈRES DES FOYERS RURAUX. Les petits exploitants ont déjà fait appel à des stratégies pour s'adapter aux pénuries alimentaires. Les migrations saisonnières (principalement vers la Russie) sont fréquentes et nombre de foyers dépendent d'envois de fonds des migrants pour garantir leur sécurité alimentaire. Au début de la flambée des prix de 2011, les foyers ont néanmoins pris des mesures supplémentaires en réaction aux pénuries alimentaires (voir graphique page 39).

Bien que l'achat de denrées alimentaires à crédit ne soit pas inhabituel, nombre de petits agriculteurs ont rapporté une augmentation de la dette de leur foyer du fait de la hausse des prix de l'alimentation et du combustible. Cette réaction est susceptible de réduire leur accès aux marchés et leur résilience lors de chocs à venir. Plus de deux-tiers des agriculteurs pensent que la récolte de 2011 sera moins bonne que celle de l'année précédente (une année « normale ») – ce qui est inquiétant. En juin 2011, le rapport d'évaluation FAO/Ministère de l'agriculture sur le blé d'hiver n'avait pas encore été publié, mais on peut dire que la pluviométrie a été insuffisante pendant la saison humide : entre septembre et juin, les précipitations cumulées à Khatlon ont été inférieures de 73 % à la moyenne des cinq dernières années (FEWSNET 2011).

D'autres stratégies d'adaptation, telles que l'achat de denrées agricoles plus économiques, peuvent avoir des impacts graves en termes de nutrition : près de la moitié des agriculteurs interrogés ont affirmé n'avoir pas consommé de viande depuis une semaine. Une étude réalisée dans certains districts de Khatlon et dans des régions voisines en mars 2011 a révélé que plus de 40 % des enfants montraient déjà des signes de malnutrition aiguë (Walker et Lynch 2011).

LES POLITIQUES NATIONALES ADOPTÉES EN RÉPONSE À LA CRISE NE TOUCHENT PAS LES PETITS AGRICULTEURS RURAUX. Les conclusions des entretiens révèlent que les foyers d'agriculteurs démunis dans les zones rurales ont une marge de manœuvre limitée pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, il semblera difficile pour la plupart des foyers ruraux de répondre à l'appel répété du président tadjik Emomali Rahmon à stocker des denrées alimentaires de base au cours des deux années à venir pour faire face à une situation économique de plus en plus précaire (Central Asia Economy Newswire 2011).

Généralement, les efforts du gouvernement pour pallier les flambées des prix alimentaires et atténuer leurs impacts semblent avoir exclu les petits agriculteurs. En février 2011, le gouvernement tadjik a décidé d'utiliser ses réserves stratégiques de céréales pour faire baisser temporairement les prix de 15 % sur les marchés. 90 % des agriculteurs interrogés n'avaient pas entendu parler de cette mesure ; seule une douzaine de petits exploitants (4 %) ont affirmé que cette initiative les avait aidés. Les réserves ont été vendues sur les marchés principaux et les baisses des prix auraient pu être transmises dans les régions rurales. Mais dans les faits, il semble que les commerçants ne répercutent pas la réduction des coûts sur les prix pratiqués en zone rurale. En avril 2011, le gouvernement a mis sur le marché 3000 tonnes de gasoil subventionné afin de pallier les effets des coûts toujours plus élevés des intrants. Toutefois, selon le Ministère de l'économie, le carburant n'était pas destiné aux producteurs locaux pratiquant une agriculture vivrière mais aux grosses exploitations cultivant du coton à des fins d'exportation. Le gouvernement tadjik a annoncé que des fonds seraient alloués aux familles vulnérables pour les aider à faire face à l'inflation, mais en juillet 2011 les bénéficiaires de ce programme n'étaient pas encore clairement identifiés.

En mai 2011, certaines municipalités ont plafonné les prix pratiqués par les commerçants pour la farine et la viande. Certains marchands, qui ne respectaient pas les instructions, ont été arrêtés. D'autres ont simplement fermé boutique, arguant que des prix artificiellement bas ne leur permettaient pas de couvrir leurs dépenses, et encore moins de dégager un bénéfice. Cette mesure de « subvention sans subvention » semble avoir influencé le débat public, faute de s'être attaquée aux causes profondes de ces flambées des prix.

Le gouvernement s'est davantage préoccupé des populations urbaines vulnérables que des habitants des zones rurales, probablement parce que les zones urbaines sont perçues comme des forces de déstabilisation. Le 15 février 2011, le président de la Banque Mondiale, Robert Zoellick, a affirmé que les prix alimentaires mondiaux avaient atteint des « niveaux dangereux » et a mis en garde contre les potentiels effets négatifs en Asie Centrale : « Il s'agit d'un point de tension qui pourrait avoir de graves implications sociales et politiques » (Wroughton 2011).



Les prix en hausse des denrées alimentaires ont fait la une des journaux en mai et juin 2011 avec la mise en place de mesures de contrôle et de limitation des prix du blé et de la viande par le maire de Douchambé.

Sur le moyen et long terme, la loi sur la sécurité alimentaire, qui vient d'être approuvée au Tadjikistan, pourrait remettre les producteurs locaux au cœur du débat. Adoptée par le parlement à la fin du mois de décembre 2010, elle appelle à atteindre une autosuffisance de 80 % pour l'approvisionnement en denrées alimentaires. Cette mesure montre que le gouvernement admet ne disposer que de moyens limités pour résister à la pression des prix alimentaires élevés et volatiles.

LA RÉPONSE DE WELTHUNGERHILFE : RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ À L'ESCALADE DES PRIX ALIMENTAIRES EN SOUTENANT UNE AGRICULTURE DURABLE DANS LES PETITES EXPLOITATIONS ET EN FAVORISANT LA CRÉATION DE REVENUS D'ACTIVITÉS NON AGRICOLES. Les récentes flambées des prix au Tadjikistan sont survenues dans un contexte déjà marqué par la crise : les difficultés économiques et les conditions météorologiques changeantes avaient déjà limité les capacités de production des petits agriculteurs et entravé leur accès à une alimentation adéquate. En outre, le changement climatique multipliera les défis auxquels seront confrontés les producteurs de denrées alimentaires.

Les foyers ruraux au Tadjikistan, qui font face à de nombreuses contraintes, ne disposent pas des connaissances adéquates leur permettant d'utiliser plus durablement la terre et d'augmenter leurs rendements à un coût acceptable. Exploiter le potentiel des petits agriculteurs ruraux peut réduire la vulnérabilité des foyers d'agriculteurs les plus démunis, tout en augmentant l'offre de produits agricoles sur les marchés locaux. Cela permet d'améliorer les revenus et de stimuler le développement rural.

Welthungerhilfe travaille avec des agriculteurs dans les régions de Khatlon et Surgh pour les aider à augmenter leur production à travers des méthodes durables qui renforcent la résistance des cultures au changement climatique. Les pratiques suivantes sont encouragées : la protection des sols, la rotation des cultures, un moindre recours au labour et une utilisation plus efficace de l'eau. Welthungerhilfe soutient également des associations d'agriculteurs afin d'améliorer l'accès aux intrants et encourager l'échange de nouveaux savoirs. Afin que les pratiques puissent être reproduites aisément, l'accent est mis sur les mesures peu onéreuses. Au cours des dernières années, les différents projets de Welthungerhilfe dans la région de Khatlon ont contribué à augmenter la productivité jusqu'à 50 % (en fonction des pratiques utilisées, mais en particulier grâce au recours à des semences de haute qualité associées à du fumier). Ces projets ont permis de réduire jusqu'à 30 % les dépenses des foyers participants, grâce à des mesures d'économies d'énergie.

Mais le développement de l'agriculture a ses limites : seule environ 7 % de la terre tadjike est arable. Le Tadjikistan est déjà l'un des pays où la densité de population est la plus forte, avec une moyenne de 0,14 hectare de terre arable par habitant. Il est donc nécessaire de développer d'autres moyens de subsistance dans les zones rurales. Afin de promouvoir la création d'emplois non agricoles, Welthungerhilfe a commencé en 2007

à soutenir le secteur touristique émergent, avec un potentiel énorme. Aujourd'hui, Welthungerhilfe est engagé dans un projet de revitalisation des réseaux communautaires d'écotourisme et d'agrotourisme dans la vallée de Zerafshan. Tout d'abord, un réseau de services communautaires a été mis sur pied. Aujourd'hui, le projet a pour objectif d'améliorer la qualité du service proposé aux touristes. Ces activités s'inscrivent dans une initiative plus vaste, soutenue par Welthungerhilfe, le Centre européen pour l'écotourisme et l'agrotourisme et la Fondation Aga Khan pour encourager le tourisme dans le tout le pays. Enfin, le projet « Développer le secteur touristique pour le développement durable du Tadjikistan » devrait permettre l'augmentation des revenus des habitants des régions rurales et montagneuses et favoriser l'adoption de pratiques touristiques durables du point de vue économique, social et environnemental. Certains prestataires de service qui ont reçu une aide pour démarrer leur activité (des propriétaires de chambres d'hôtes, des guides, des chauffeurs, des cuisiniers ou des porteurs), ont généré un revenu supplémentaire allant jusqu'à 1800 euros en 2010, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis du revenu agricole et leur vulnérabilité aux chocs météorologiques.

Au vu de l'insécurité alimentaire endémique, des effets prévus du changement climatique et de la croissance démographique toujours forte, il est crucial de continuer à soutenir l'agriculture à petite échelle afin d'améliorer la production de manière durable tout en créant d'autres opportunités économiques.

Conclusion

La vulnérabilité des habitants pauvres des zones urbaines et rurales aux chocs qui mettent en péril leurs moyens de subsistance, leur santé et leur bien-être est évidente. Pour atténuer cette vulnérabilité et augmenter la résilience de ces communautés, les gouvernements doivent adopter une approche intégrée et prendre des mesures concertées, avec le soutien des organisations non gouvernementales, des Nations unies et d'autres acteurs. Le Kenya et le Tadjikistan sont confrontés à des opportunités et à des défis différents du point de vue géographique et socio-politique. Néanmoins, les deux pays subissent des chocs de plus en plus fréquents, notamment des sécheresses et des flambées des prix. Le chapitre 5 détaille les mesures nécessaires pour agir sur les causes profondes et pallier les effets de la volatilité des prix.

¹³ L'indice des prix alimentaires représente 36 % de l'indice des prix à la consommation.

¹⁴ Les foyers ont été classés en s'appuyant sur le « Household Food Security and Access Scale » (échelle de l'accès et de la sécurité alimentaire pour les ménages). Voir Coates, Swindale et Bilinsky (2007).

¹⁵ Ces conclusions découlent d'une étude longitudinale aléatoire menée auprès de 156 foyers bénéficiaires des transferts d'argent, au début du programme (novembre 2009) et à la fin (octobre 2010).

¹⁶ Une récente étude suggère que le marché est moins concentré qu'il y a quelques années. On peut avancer que la plus forte volatilité sur les marchés au cours des dernières années a attiré davantage d'investisseurs qui cherchent à dégager des bénéfices sur le cours du blé (Chabot et Tondel 2011).

¹⁷ Entretiens conduits par l'ONG tadjike Advisory Information Network dans trois districts de la Province de Khatlon (Baljuvon, Temurmalik et Vakhsh).



« Il n'y a pas de solution miracle pour lutter contre la combinaison de la flambée et de la volatilité des prix, mais la sécurité alimentaire est aujourd'hui une problématique de sécurité mondiale. »

Robert Zoellick, Banque Mondiale, 2011

RECOMMANDATIONS

Maîtriser la flambée et la volatilité excessive des prix alimentaires et renforcer la capacité de résilience aux chocs futurs

Les prix alimentaires continueront de fluctuer en réponse aux variations de l'offre et de la demande. Cependant, une volatilité excessive des prix alimentaires complique considérablement les efforts visant à réduire les niveaux de faim parmi les communautés les plus vulnérables ainsi que parmi les producteurs de denrées agricoles eux-mêmes. L'escalade des prix alimentaires entraîne des difficultés économiques pour les plus démunis, génère des troubles politiques et sociaux dans de nombreux pays et peut, à terme, miner la confiance dans les marchés mondiaux de céréales, compromettant ainsi la capacité des marchés à répondre aux variations fondamentales de l'offre, de la demande et des coûts de production. Surtout, les fluctuations excessives des prix aggravent les souffrances des plus pauvres et nuisent à leur santé, en particulier celle des enfants (groupe pour qui une mauvaise nutrition pendant la période s'écoulant de la conception au deuxième anniversaire peut engendrer des séquelles irréversibles) et des femmes enceintes et allaitantes.

La mise en place d'une solution mondiale aux chocs et à la volatilité excessive des prix alimentaires a un coût élevé, mais étant donné le coût humain des crises des prix alimentaires, le résultat serait largement positif et rentable. Il est impératif que les différents acteurs, à tous les niveaux, mutualisent leurs efforts pour s'attaquer de manière concertée au problème de la volatilité excessive. Il s'agit de lutter contre les principaux facteurs de la volatilité des prix alimentaires, à savoir l'augmentation de la production des biocarburants, la spéculation croissante et le changement climatique. Il faut également agir au niveau des situations qui exacerbent la volatilité, telles que la concentration des marchés de l'exportation, le faible niveau des réserves de céréales et le manque d'information qui règne sur les marchés. Enfin, il est indispensable de protéger contre les effets de la volatilité tous ceux dont la vie et les moyens d'existence sont chaque jour menacés par la faim et la pauvreté. Il faut renforcer de manière durable leur capacité de résistance aux chocs des prix à venir.

S'attaquer aux causes sous-jacentes des chocs et de la volatilité des prix alimentaires

REVOIR LES POLITIQUES SUR LES BIOCARBURANTS. La récente augmentation spectaculaire du nombre de politiques promouvant les biocarburants, aussi bien dans des pays en développement que dans des pays développés, constitue un défi majeur. Trouver un équilibre entre les bénéfices potentiels de ces politiques et l'impact potentiellement négatif sur les marchés de l'alimentation humaine et animale ainsi que sur le changement indirect d'affectation des terres agricoles, deviendra crucial à mesure qu'augmente le nombre de pays qui adoptent et élargissent leurs objectifs en matière de biocarburants. Deux recommandations principales doivent être mises en œuvre. En premier lieu, il faut supprimer ou réduire au minimum les politiques ayant des conséquences

distortives sur les prix, principalement aux Etats-Unis et en Europe. Cela suppose que les subventions aux biocarburants soient réduites afin de minimiser l'impact des biocarburants sur la volatilité des marchés alimentaires. Cela implique également que les objectifs fixés pour la production des biocarburants soient supprimés afin d'éviter que les politiques génèrent des conflits liés aux utilisations de la terre concurrentes, en particulier entre cultures alimentaires et cultures énergétiques.¹⁸ Quoi qu'il en soit, les objectifs doivent être assez flexibles afin qu'ils soient négativement corrélés avec les écarts observés entre l'offre et la demande.¹⁹ En deuxième lieu, les politiques doivent promouvoir davantage la production à petite échelle et l'utilisation des biocarburants de deuxième génération au niveau des communautés ainsi que l'utilisation des sous-produits des industries existantes pour fournir de l'électricité aux villages qui ne sont pas raccordés au réseau et ainsi pallier leur manque actuel.

RÉGLER L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE SUR LES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES. Il est essentiel d'avoir plus de transparence sur les marchés à terme de produits de base afin de clarifier jusqu'à quel point la participation croissante des acteurs du marché financier (majoritairement des acteurs non traditionnels sur les marchés des produits dérivés sur produits de base) est responsable de l'augmentation de la volatilité des prix alimentaires. Afin de ne pas encourager la spéculation outrancière sur les produits alimentaires, trois mesures doivent être introduites : (1) améliorer la documentation en renforçant les obligations de reporting sur l'échange de marchandises, les opérations indicelles et les transactions de gré à gré (y compris des informations sur les acteurs du marché, leurs produits et leur dimension), (2) augmenter les exigences concernant les dépôts de garantie (marges) lorsque chaque transaction sur les marchés à terme est faite pour dissuader la spéculation de mouvement et (3) limiter plus strictement les positions et les prix (éliminer progressivement les dérogations aux limites de positions existantes pour les *index traders*). Les mesures préconisées permettraient de réduire la vitesse des transactions tout en augmentant la transparence du marché. La volatilité des prix caractérise de plus en plus les échanges dans les différentes régions du monde (voir Hernandez, Ibarra et Trupkin 2011) et, étant donné le degré élevé d'interaction entre les marchés, une réglementation locale n'aura que des effets limités. Dans le cadre du G8 et du G20, les gouvernements des principaux pays agricoles doivent coordonner leurs systèmes de réglementation des échanges commerciaux.

S'ADAPTER AUX PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, POUR EN ATTÉNUER LES EFFETS. Les mauvaises conditions atmosphériques (sécheresses, pluies

Mohan Kumar Kumal

District de Sankhuwasabha, Nepal



« Très peu de personnes sont disponibles pour travailler dans les exploitations, et la plupart des jeunes migre à l'étranger pour trouver un emploi. C'est pour cela que le travail agricole est insuffisant et qu'une partie des terres cultivables va rester en friche. Le résultat est une production agricole plus faible qu'auparavant, et une augmentation des prix. »

« Cette année, j'ai contracté un emprunt auprès de mes voisins pour acheter de la nourriture, comme du riz ou du dal. Ma femme a également commencé à travailler dans l'exploitation agricole de mes voisins pour limiter le taux d'intérêt de l'emprunt. »

« Je ne sais pas grand-chose des réponses gouvernementales aux prix des denrées alimentaires, mais je pense que notre gouvernement n'a aucune solution concrète pour répondre au système des prix alimentaires. »

Mamy Kallon

District de Bo, Sierra Leone



« Les prix des produits locaux sont déterminés par les commerçants. Ils sont forts et imposent leur prix. Comme je ne peux pas me permettre de rentrer chez moi avec mes produits, je préfère les vendre, même à un prix inférieur à celui que j'attendais. »

« A mon avis, le gouvernement devrait garantir un prix minimum pour les denrées alimentaires, importer du riz, et limiter l'influence des quelques importateurs de riz autorisés privés. »

torrentielles, inondations, tempêtes, gelées, grêle, neige et incendies) peuvent perturber de manière significative la production agricole et ruiner les agriculteurs. Il faut donc formuler des politiques publiques innovantes pour protéger les petits exploitants contre les chocs liés aux conditions météorologiques (par exemple, avec une nouvelle génération de systèmes d'assurance contre les aléas climatiques). Les gouvernements nationaux doivent également investir dans des techniques d'adaptation et d'atténuation du changement climatique afin de tirer pleinement profit de leur potentiel agricole. Afin de limiter les effets du changement climatique, les gouvernements – en particulier ceux des pays industrialisés et des économies émergentes – doivent élaborer et mettre en place des stratégies de développement à faible intensité de carbone ou, encore mieux, à zéro émission de carbone. En outre, il est impératif d'obtenir un accord international sur le climat, de lui allouer des fonds supplémentaires et d'aider les pays en développement à adopter des mesures d'adaptation et d'atténuation.

S'attaquer aux caractéristiques des marchés mondiaux affectant la volatilité et les chocs des prix

EQUILIBRER LES STRUCTURES COMMERCIALES MONDIALES DES MARCHÉS D'EXPORTATION GRÂCE À LA PROMOTION DE LA CROISSANCE AGRICOLE EN FAVEUR DES PAUVRES. Il est essentiel d'augmenter et de diversifier la productivité mondiale ainsi que la production afin d'accroître le nombre de pays qui exportent des denrées alimentaires de base. Augmenter la production agricole dans les pays en développement et encourager l'intégration de leurs marchés régionaux peuvent contribuer à équilibrer les structures des marchés mondiaux. Même si l'insécurité alimentaire actuelle ne découle pas principalement d'une insuffisance des stocks au niveau mondial, les pauvres sont les premiers à souffrir des effets liés aux marchés d'exportation fortement concentrés. Cependant, les gains de production et l'exportation de produits alimentaires ne doivent pas se faire au détriment de la sécurité alimentaire locale. Ces dernières années, le montant des investissements directs étrangers dans le secteur agricole des pays en développement a augmenté. Les risques sociaux, économiques et écologiques liés à ces investissements sont considérables (voir, par exemple, Deininger et al. 2011). Les efforts déployés pour accroître la production doivent être compatibles avec l'obligation des gouvernements à garantir la réalisation progressive du droit à l'alimentation, la sécurité alimentaire nationale, les stratégies de développement et la durabilité écologique. De nombreux obstacles restent à surmonter pour augmenter la production agricole, y compris les contraintes liées à la terre et à l'eau, le sous-investissement dans l'innovation agricole, l'insuffisance de services bancaires proposés aux agriculteurs, les phénomènes météorologiques extrêmes et le changement climatique ainsi que la diminution des investissements dans la recherche agricole au cours des dernières décennies. L'un des

moyens de surmonter ces obstacles consiste à investir dans la recherche et l'innovation, à augmenter les rendements et à garantir l'accès aux marchés. Le travail de Concern avec l'agriculture de conservation au Zimbabwe tout comme celui de Welthungerhilfe au Tadjikistan montrent qu'il est possible de doubler, voire de tripler, le rendement des fermes agricoles en quelques années. Il est également possible d'obtenir des gains substantiels en utilisant des semences améliorées, des techniques d'irrigation modernes et des engrais, notamment lorsque les agriculteurs bénéficient d'un accès garanti aux marchés. Un climat favorable et un accroissement de la production agricole au cours des prochaines années pourraient enrayer la crise des prix actuelle et favoriser la reconstitution des stocks. Toutefois, il faut également envisager un scénario où la production s'accroîtrait à une grande vitesse, entraînant une dégringolade des prix, et prévoir des mécanismes pour aider les marchés agricoles à faire face à cette situation et parvenir à un équilibre.

Le commerce est et restera au cœur de toute stratégie de sécurité alimentaire, d'autant plus que le changement climatique affecte le nombre et la sévérité des phénomènes météorologiques extrêmes autour du monde. Par conséquent, il est crucial d'éviter une nouvelle vague de restrictions sur les exportations alimentaires et de s'efforcer de réduire les barrières à l'importation, les aides nationales qui faussent les échanges et toutes les formes de subventions à l'exportation.

Bien que les gouvernements aient un intérêt légitime à mettre leurs citoyens au premier plan, ce problème ne peut pas être réglé de manière unilatérale. Toutefois, afin que le commerce contribue au développement, il est nécessaire d'octroyer aux pays en développement une plus grande flexibilité en matière de soutien à leur agriculture, du moins à court et à moyen terme.

CONSTITUER DES RÉSERVES ALIMENTAIRES. Des réserves alimentaires internationales bien coordonnées (typiquement détenues par les pays exportateurs) peuvent atténuer efficacement les flambées et la volatilité des prix en débloquant des stocks lorsque l'offre diminue fortement, garantissant ainsi aux petits pays importateurs nets un accès ininterrompu aux denrées alimentaires. De plus, les réserves alimentaires nationales (typiquement détenues par les pays importateurs) peuvent être utilisées par des mécanismes d'urgence pour répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables via des programmes de filets sociaux ou des mécanismes de ciblage des bénéficiaires alternatifs qui limitent les distorsions du marché. Les décisions les plus pertinentes concernant les types et les quantités de réserves nécessaires dépendent du type de produit. Prendre ces décisions et gérer efficacement les réserves exige d'avoir des informations précises concernant la situation actuelle de l'offre et les prévisions.

PARTAGER LES INFORMATIONS SUR LES MARCHÉS ALIMENTAIRES. Les informations sur la situation actuelle et les perspectives concernant l'agriculture mondiale façonnent les attentes sur les prix futurs et permettent aux marchés de fonctionner plus efficacement. L'absence de données récentes et fiables sur l'offre, la demande, les stocks et les disponibilités exportables de produits agricoles contribuent à la volatilité croissante des prix observée ces dernières années. Quelques initiatives réussies, comme le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warning Systems Network, FEWSNET), ont permis aux gouvernements et aux participants du marché au niveau régional d'améliorer leur niveau d'information (principalement en Afrique, mais aussi en Haïti, en Afghanistan et dans certains pays d'Amérique Centrale). Plusieurs observateurs ont proposé d'autres mécanismes pour améliorer l'échange d'informations afin de renforcer la confiance du marché et pallier les interruptions d'approvisionnement temporaires.²⁰ Le G20 a très bien compris ce besoin et a donné son accord en juin 2011 pour le lancement du système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) afin d'encourager les principaux acteurs des marchés agroalimentaires mondiaux à échanger des données, améliorer les systèmes d'information existants, promouvoir une meilleure compréhension de l'évolution des prix alimentaires et faire avancer le dialogue au sujet des politiques et la coopération. Si l'AMIS est correctement associé aux systèmes existants d'alerte rapide de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité nationaux, régionaux et mondiaux, il pourrait améliorer considérablement la capacité des pays à prendre des décisions appropriées concernant la sécurité alimentaire, contribuant ainsi à réduire la volatilité des prix. Néanmoins, comme l'a signalé Olivier De Shutter, Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, sans la pleine participation du secteur privé, l'information sera incomplète. Jusqu'à maintenant, le G20 exhorte simplement les sociétés du secteur privé à participer à AMIS. Il convient d'apporter un soutien pour renforcer la capacité au niveau national et régional à développer et mettre en place des systèmes de suivi et d'information sur la sécurité alimentaire transparents et accessibles à tous.

Atténuer les effets des flambées et de la volatilité des prix : développer la résilience future.

METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES NATIONAUX DE PROTECTION SOCIALE. Tant que les pauvres seront confrontés à la perspective de crises récurrentes aux conséquences dévastatrices sans systèmes de protection, ils continueront d'être exclus des processus de développement durable et d'avoir recours à des stratégies de survie néfastes et dangereuses en période de crise : diminution de l'apport alimentaire, déscolarisation des enfants, prostitution, criminalité, récupération de déchets sur les décharges, renvoi ou abandon de

membres du foyer en raison du manque de ressources. Ces stratégies de survie permettent de répondre aux besoins urgents mais érodent le patrimoine des ménages sur le long terme et les expose plus fortement aux effets des crises ainsi qu'à la maladie, la violence, l'exclusion sociale et, à terme, à la mort.

La protection durable des plus démunis contre les crises de revenus exige le développement de systèmes de protection sociale institutionnalisés et publics. Aujourd'hui, certains pays parmi les plus pauvres du monde fournissent aux groupes extrêmement vulnérables un soutien fiable et prévisible sur le long terme qui, il est prouvé, permet d'améliorer la sécurité alimentaire, réduit les niveaux de pauvreté et amortit l'effet des chocs futurs. Ces systèmes devraient être élargis, en allouant des ressources en priorité aux régions et aux groupes les plus vulnérables – en particulier les foyers extrêmement pauvres où tous les membres sont obligés de travailler, y compris ceux dont les femmes ou les enfants sont chefs de famille, et ceux qui comprennent des personnes âgées, des malades chroniques et des personnes handicapées.

La protection sociale peut contribuer à améliorer la nutrition maternelle et de la petite enfance, notamment si elle est associée à des services complémentaires ; ces derniers doivent d'ailleurs être renforcés. Les organisations non gouvernementales ainsi que la société civile doivent jouer un rôle prépondérant dans ces activités. La protection sociale peut

également transcender la protection de la consommation. Si la durée et les montants des systèmes de protection sociale sont suffisants, et surtout s'ils sont combinés à d'autres services complémentaires tels que des programmes de développement des compétences et des services financiers, ils peuvent permettre aux bénéficiaires d'investir dans des actifs productifs et de mieux gagner leur vie.

AMÉLIORER LA PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE. Les gouvernements nationaux et les agences internationales doivent adopter des politiques visant à protéger les populations les plus vulnérables. Les agences intervenant dans les situations d'urgence sont très actives suite à des catastrophes naturelles ou à des urgences humanitaires complexes, mais beaucoup moins en cas de catastrophes à évolution lente comme les crises des prix alimentaires. Cette situation doit changer. Le G20 a proposé d'étudier la faisabilité de constitution d'une réserve mondiale d'aide humanitaire d'urgence. Les agences nationales, régionales et mondiales doivent être pleinement impliquées dans ce processus et établir des seuils qui déclenchent l'aide lors des crises. Elles doivent par ailleurs investir plus dans la préparation aux désastres et mobiliser leurs capacités pour faire un suivi et venir en aide aux personnes les plus vulnérables. Etant donné la nature des crises des prix alimentaires, il est nécessaire d'avoir une approche différenciée pour les pauvres ruraux et ceux urbains.

TRANSFERTS EN ESPÈCES CONTRE TRANSFERTS EN NATURE

Au cours des cinq dernières années, l'aide humanitaire en nature a été de plus en plus remplacée par des transferts d'argent. Lorsque ces derniers sont faisables et appropriés, c'est-à-dire lorsque les marchés sont fonctionnels et les risques liés à la sécurité acceptables, ils peuvent être très efficaces pour permettre aux foyers de subvenir à leurs besoins en étant libres de leurs choix et en gardant leur dignité. Les transferts d'argent permettent également d'accroître la diversité alimentaire des foyers (DFID 2011). Dans un cadre approprié, les transferts d'argent versés régulièrement aux foyers pauvres augmentent leur pouvoir d'achat et garantissent leur accès à la nourriture. Si le montant des transferts est

suffisant, ils agissent comme un tampon contre la volatilité des prix à petite échelle. Les programmes peuvent être conçus afin de maximiser cet effet, en calculant le montant des transferts en fonction des prix des produits de base observés sur les marchés. Toutefois, durant les périodes de graves pénuries alimentaires, ou si les transferts en nature incluent des aliments enrichis en micronutriments qui ne sont pas disponibles localement, l'aide en nature peut être plus efficace pour améliorer la sécurité alimentaire des foyers ainsi que pour diversifier leur régime alimentaire. Dans certains cas, un mélange de dons en denrées et en espèces peut s'avérer le plus approprié. En Ethiopie, plusieurs bénéficiaires du

programme de protection national sont passés de l'aide en argent à l'aide en nature face à la hausse vertigineuse des prix des produits de base en 2007–2008. Lorsque les marchés ne fonctionnent pas bien, c'est-à-dire lorsque c'est la non disponibilité des produits qui pose problème et que l'offre ne peut pas augmenter pour satisfaire la demande, les transferts en argent risquent alors d'alimenter encore plus l'inflation des prix. L'analyse des marchés revêt donc une importance capitale pour comprendre les facteurs qui sous-tendent la volatilité des prix dans chaque contexte et choisir l'intervention la plus efficace et performante.

RENFORCER LA RÉSILIENCE GRÂCE À DES INVESTISSEMENTS DANS LES PETITES EXPLOITATIONS ET DANS L'AGRICULTURE DURABLE ET D'ADAPTATION AU CLIMAT. Après l'avoir négligé pendant de nombreuses décennies, les gouvernements nationaux et les bailleurs de fonds internationaux doivent à nouveau placer l'agriculture parmi leurs investissements prioritaires. De fait, les stratégies de développement agricole doivent reconnaître le rôle des petits exploitants – en particulier des femmes possédant une petite exploitation - dans la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national et veiller à réduire leur vulnérabilité aux chocs et exploiter pleinement leur potentiel. Les Nations unies estiment que 50 % des personnes souffrant de la faim dans le monde sont des petits exploitants agricoles. Afin d'améliorer leur capacité de résistance aux chocs, les agriculteurs doivent avoir accès aux intrants grâce à des canaux de financement appropriés et aux transferts de connaissances grâce à des services de vulgarisation. Ils doivent bénéficier d'un soutien pour diversifier leurs cultures et pour gérer les ressources naturelles ainsi que d'une infrastructure de marché rurale et régionale améliorée. Cette infrastructure doit non seulement inclure des éléments traditionnels (tels que des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, des routes, des réseaux électriques et de télécommunications), mais également des infrastructures d'après récolte (tels que des entrepôts, du matériel de transformation des aliments pour la consommation propre et la vente, des marchés, des établissements de certification et des installations sanitaires) en raison du rôle que ces dernières peuvent jouer dans le développement des marchés et la lutte contre la pauvreté. Compte tenu de l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles actuelle, de la dégradation des sols et des effets du changement climatique, il est essentiel d'envisager la mise en place de systèmes agricoles qui soient adaptés aux conditions locales et résilients face aux changements climatiques.

PROMOUVOIR ET SOUTENIR DES NOUVELLES SOURCES DE REVENUS POUR LES AGRICULTEURS DANS LES ZONES RURALES ET AMÉLIORER LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES PAUVRES DANS LES ZONES URBAINES. Le soutien à l'agriculture doit s'inscrire dans une planification plus large du développement rural : les petits exploitants qui se livrent seulement à l'agriculture de subsistance, sans d'autres sources possibles de revenus, demeureront vulnérables aux chocs économiques et climatiques (tels que des prix élevés et volatils). Afin d'améliorer leur résilience, il faut promouvoir les opportunités nouvelles de revenus dans les zones rurales en créant un environnement propice aux affaires (notamment en favorisant l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises). En revanche, la plupart des personnes vivant dans des implantations urbaines spontanées travaille dans le secteur formel ou informel. Peu ou pas formées, ces personnes occupent des emplois

précaires et perçoivent souvent une rémunération inférieure au minimum légal. Pour eux, améliorer l'accès à la formation professionnelle dans les secteurs offrant de bonnes perspectives d'emploi représente une opportunité d'augmenter leurs revenus.

RENFORCER L'ACCÈS AUX SERVICES DE BASE À TOUS LES NIVEAUX. Le capital humain de ceux vivant dans la pauvreté – qu'il s'agisse des habitants des bidonvilles ou des petits exploitants agricoles – est sérieusement menacé par le manque d'accès aux services de base tels que la santé, l'éducation, l'assainissement et l'eau potable. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement prévoient une série d'obligations minimales pour les gouvernements, mais il est évident que dans des nombreux pays et contextes, ces objectifs sont toujours hors de portée. En temps de volatilité des prix alimentaires, alors que les stratégies de survie atteignent leurs limites, il est crucial que l'accès aux services de base figure parmi les priorités et soit renforcé. Ces services ne constituent pas que des droits individuels, ils représentent le moyen de renforcer les capacités et d'améliorer les moyens d'existence des personnes vulnérables.

¹⁸ Malgré une certaine perte du soutien politique en faveur des subventions aux biocarburants et à la fixation d'objectifs dans ce secteur en Europe et aux États-Unis, au moment de la rédaction de ce rapport, ces politiques étaient encore en vigueur.

¹⁹ Pour plus de détails, cf. Al-Riffai, Dimaranan et Laborde (2010a, b), Laborde (2011), et Laborde et al. (2011).

²⁰ A titre d'exemple, voir Wright (2008, 2009) et Evans (2009) - agence alimentaire internationale et Martins-Filho, Torero et Yao (2010) - mécanisme d'alerte rapide pour identifier des anomalies dans les prix.

Source des données et mode de calcul des scores GHI de 1990, 1996, 2001 et 2011

Les trois indicateurs de l'indice sont exprimés en pourcentage et pondérés de la même manière. Les valeurs de GHI élevées indiquent un niveau de faim élevé. L'indice varie entre 0 (minimum) et 100 (maximum), mais ces deux extrêmes ne sont jamais atteints dans la pratique. Un indice GHI équivalent à 100 serait atteint seulement si la totalité des enfants décédaient avant leur cinquième anniversaire, si l'ensemble de la population était sous-alimentée et si tous les enfants de moins de cinq ans présentaient une insuffisance pondérale. Un GHI égal à 0 voudrait dire qu'il n'y a pas de personnes sous-alimentées au sein d'une population, qu'aucun enfant de moins de 5 ans ne présente une insuffisance pondérale, et qu'aucun enfant ne décède avant son cinquième anniversaire. Le tableau ci-dessous présente un aperçu de sources des données utilisées pour calculer l'Indice de la faim dans le monde (GHI).

**L'INDICE DE FAIM DANS LE MONDE (GHI)
EST CALCULÉ COMME SUIT :**

$$GHI = (PPS + PIP + TM)/3$$

avec **GHI** : Indice de faim dans le monde

PPS : proportion de la population sous-alimentée (en %)

PIP : prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (en %)

TM : taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %)

COMPOSANTES DE L'INDICE DE FAIM DANS LE MONDE, GHI DE 1990, 1996, 2001 ET 2011

GHI	Nombre de pays avec un GHI	Indicateurs	Années de référence	Source des données
1990	99	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1990–92 ^b	FAO 2010 et estimations IFPRI
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1988–92 ^c	OMS 2011 et estimations IFPRI
		Mortalité des moins de 5 ans	1990	UNICEF 2011
1996	119	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1995–97 ^b	FAO 2010 et estimations IFPRI
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1994–98 ^d	OMS 2011 et estimations IFPRI
		Mortalité des moins de 5 ans	1996	IGME 2010
2001	120	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2000–02 ^b	FAO 2010 et estimations IFPRI
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1999–03 ^e	OMS 2011 et estimations IFPRI
		Mortalité des moins de 5 ans	2001	IGME 2010
2011	122	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2005–07 ^b	FAO 2010 et estimations IFPRI
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	2004–09 ^f	OMS 2011, UNICEF 2010, MEASURE DHS 2011g et estimations IFPRI
		Mortalité des moins de 5 ans	2009	UNICEF 2011

^a Proportion de la population ayant un apport calorique insuffisant.

^b Moyenne pour la période des trois ans.

^c Données de l'année la plus proche de 1990 ; si les données de 1988 et 1992, ou 1989 et 1991 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent 1990.

^d Données de l'année la plus proche de 1996 ; si les données de 1994 et 1998, ou 1995 et 1997 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent 1996.

^e Données de l'année la plus proche de 2001 ; si les données de 1999 et 2003, ou 2000 et 2002 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent 2001.

^f Les dernières données recueillies pendant cette période.

^g Les données de l'OMS 2011 sont les principales données, celles de l'UNICEF 2010 et MEASURE DHS 2011 sont secondaires.

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE GHI 1990, 1996, 2001 ET 2011

Pays	Proportion de personnes sous-alimentées (en %)				Prévalence de l'insuffisance pondérale infantile chez les moins de 5 ans (en %)				Taux de mortalité des moins de 5 ans (en %)				GHI			
	90-92	95-97	00-02	05-07	88-92	94-98	99-03	04-09	1990	1996	2001	2009	1990 (avec données 1988-92)	1996 (avec données 1994-98)	2001 (avec données 1999-2003)	2011 (avec données 2004-09)
Afghanistan	-	-	-	-	-	44,9	33,8 *	32,8	25,0	23,3	21,9	19,9	-	-	-	-
Albanie	11 *	5 *	5 *	4 *	10,5 *	7,1	17,0	5,2	5,1	3,5	2,6	1,5	8,9	5,2	8,2	<5
Algérie	4 *	5	5	4 *	9,2	11,3	8,3	3,0	6,1	5,4	4,4	3,2	6,4	7,2	5,9	<5
Angola	67	61	52	41	36,1 *	37,0	27,5	15,5	25,8	24,1	20,6	16,1	43,0	40,7	33,4	24,2
Argentine	1 *	1 *	1 *	2 *	3,5 *	4,7	2,3 *	2,3	2,8	2,5	2,0	1,4	<5	<5	<5	<5
Arménie	-	36	28	22	5,2 *	2,7	2,6	4,2	5,6	4,6	3,4	2,2	-	14,4	11,3	9,5
Azerbaïdjan	-	27	11	3 *	11,6 *	8,8	5,9	8,4	9,8	9,3	6,4	3,4	-	15,0	7,8	<5
Bahreïn	-	-	-	-	6,3	7,6	6,3 *	5,5 *	1,6	1,3	1,3	1,2	-	-	-	-
Bangladesh	38	41	29	27	61,5	56,7	45,4	41,3	14,8	11,3	8,4	5,2	38,1	36,3	27,6	24,5
Biélorussie	-	1 *	2 *	2 *	3,1 *	1,7 *	1,5 *	1,3	2,4	2,1	1,7	1,2	-	<5	<5	<5
Bénin	20	18	15	12	26,0 *	26,8	21,5	20,2	18,4	15,8	14,1	11,8	21,5	20,2	16,9	14,7
Bhoutan	-	-	-	-	34,0	25,0 *	14,1	12,0	14,8	12,1	10,3	7,9	-	-	-	-
Bolivie	29	24	22	27	9,7	9,3	7,4 *	4,5	12,2	10,5	8,1	5,1	17,0	14,6	12,5	12,2
Bosnie Herzégovine	-	4 *	4 *	2 *	4,7 *	4,2 *	4,2	1,6	2,3	2,0	1,7	1,4	-	<5	<5	<5
Botswana	19	23	27	25	15,3 *	15,1	10,7	8,9 *	6,0	8,3	9,9	5,7	13,4	15,5	15,9	13,2
Brésil	11	10	9	6	6,1 *	4,5	3,7	2,2	5,6	4,2	3,2	2,1	7,6	6,2	5,3	<5
Bulgarie	4 *	9 *	9 *	10 *	2,6 *	2,8 *	2,5 *	2,2	1,8	1,9	1,7	1,0	<5	<5	<5	<5
Burkina Faso	14	12	12	9	36,9 *	35,8 *	34,5	26,0	20,1	19,8	18,5	16,6	23,7	22,5	21,7	17,2
Burundi	44	56	59	62	31,2 *	34,5 *	38,9	35,0	18,9	18,3	17,6	16,6	31,4	36,3	38,5	37,9
Cambodge	38	40	29	22	45,4 *	42,6	39,5	28,8	11,7	11,6	10,4	8,8	31,7	31,4	26,3	19,9
Cameroun	33	34	26	21	18,0	17,8	16,5 *	16,6	14,8	15,4	15,6	15,4	21,9	22,4	19,4	17,7
Rép. Centrafricaine	44	47	43	40	21,3 *	20,4	21,8	24,0	17,5	18,4	18,3	17,1	27,6	28,6	27,7	27,0
Tchad	60	53	43	37	37,4 *	34,3	29,4	33,9	20,1	20,2	20,6	20,9	39,2	35,8	31,0	30,6
Chili	7	4 *	3 *	2 *	1,0 *	0,7	0,7	0,5	2,2	1,5	1,1	0,9	<5	<5	<5	<5
Chine	18	12	10	10	12,6	10,7	7,1	4,5	4,6	4,5	3,4	1,9	11,7	9,1	6,8	5,5
Colombie	15	11	10	10	8,8	6,3	4,9	5,1	3,5	3,0	2,5	1,9	9,1	6,8	5,8	5,7
Comores	38	47	54	46	16,2	22,3	25,0	22,1	12,8	11,9	11,3	10,4	22,3	27,1	30,1	26,2
RDC	26	55	70	69	26,1 *	30,7	33,6	28,2	19,9	19,9	19,9	19,9	24,0	35,2	41,2	39,0
Rép. du Congo	42	41	20	15	17,3 *	20,4 *	16,3 *	11,8	10,4	11,1	11,7	12,8	23,2	24,2	16,0	13,2
Costa Rica	3 *	4 *	4 *	4 *	2,5	1,9	1,4 *	0,9 *	1,8	1,4	1,3	1,1	<5	<5	<5	<5
Côte d'Ivoire	15	17	17	14	19,5 *	20,9	18,2	28,2	15,2	15,0	13,9	11,9	16,6	17,6	16,4	18,0
Croatie	-	13 *	9 *	3 *	0,6 *	0,5	0,4 *	0,2 *	1,3	1,0	0,8	0,5	-	<5	<5	<5
Cuba	6	14	2 *	1 *	3,6 *	4,6 *	3,4	3,5	1,4	1,0	0,8	0,6	<5	6,5	<5	<5
Djibouti	60	50	40	28	20,2	16,0	25,4	30,1	12,3	11,3	10,5	9,4	30,8	25,8	25,3	22,5
Rép. Dominicaine	28	26	25	24	8,4	4,7	3,9	3,4	6,2	4,3	3,9	3,2	14,2	11,7	10,9	10,2
Equateur	23	16	17	15	12,4 *	12,5	6,7 *	6,2	5,3	4,0	3,3	2,4	13,6	10,8	9,0	7,9
Egypte	4 *	3 *	3 *	4 *	10,5	10,8	4,3	6,8	9,0	6,1	4,3	2,1	7,8	6,6	<5	<5
Salvador	13	12	7	9	11,1	10,3	6,1	5,8	6,2	4,6	3,1	1,7	10,1	9,0	5,4	5,5
Erythrée	-	64	70	64	-	38,3	34,5	32,1 *	15,0	10,9	8,4	5,5	-	37,7	37,6	33,9
Estonie	-	5 *	5 *	4 *	2,4 *	1,0 *	0,7 *	0,6 *	1,7	1,5	1,0	0,6	-	<5	<5	<5
Ethiopie	69	62	48	41	39,6 *	38,1 *	42,0	34,6	21,0	17,3	14,2	10,4	43,2	39,1	34,7	28,7
Fidji	8	5	3 *	2 *	8,0 *	6,0 *	5,1 *	4,0 *	2,2	1,9	1,8	1,8	6,1	<5	<5	<5
Gabon	6	5 *	5 *	4 *	10,0 *	6,7 *	8,8	4,8 *	9,3	8,7	8,2	6,9	8,4	6,8	7,3	5,2
Gambie	14	23	21	19	18,2 *	23,2	15,4	15,8	15,3	14,6	12,8	10,3	15,8	20,3	16,4	15,0
Géorgie	-	19	12	4 *	2,7 *	3,7 *	2,7	2,3	4,7	3,9	3,4	2,9	-	8,9	6,0	<5
Ghana	27	12	9	5	24,1	25,1	19,6	14,3	12,0	11,1	10,3	6,9	21,0	16,1	13,0	8,7
Guatemala	15	20	22	21	22,8 *	21,7	18,7	16,9 *	7,6	5,6	4,7	4,0	15,1	15,8	15,1	14,0
Guinée	20	19	20	17	24,0 *	21,2	29,1	20,8	23,1	20,6	18,0	14,2	22,4	20,3	22,4	17,3
Guinée-Bissau	22	26	25	22	19,0 *	17,7 *	21,9	17,2	24,0	23,1	21,5	19,3	21,7	22,3	22,8	19,5
Guyana	20	11	7	7	17,2 *	10,3	11,9	10,8	6,1	5,3	4,4	3,5	14,4	8,9	7,8	7,1
Haïti	63	60	53	57	23,7	24,0	13,9	18,9	15,2	12,8	11,0	8,7	34,0	32,3	26,0	28,2
Honduras	19	16	14	12	15,8	19,2	12,5	8,6	5,5	4,4	3,9	3,0	13,4	13,2	10,1	7,9
Inde	20	17	19	21	59,5	41,1	44,4	43,5	11,8	10,6	8,9	6,6	30,4	22,9	24,1	23,7
Indonésie	16	11	15	13	31,0	28,9	22,5	19,6	8,6	6,5	5,4	3,9	18,5	15,5	14,3	12,2
Iran	3 *	3 *	4 *	4 *	17,9 *	13,8	6,6 *	4,4	7,3	5,8	4,5	3,1	9,4	7,5	5,0	<5
Irak	-	-	-	-	10,4	-	12,9	7,1	5,3	4,8	4,7	4,4	-	-	-	-
Jamaïque	11	6	5	5	5,2	5,6	4,1	2,2	3,3	3,3	3,2	3,1	6,5	5,0	<5	<5
Jordanie	3 *	5	5	3 *	4,8	3,8	3,6	1,9	3,9	3,2	2,9	2,5	<5	<5	<5	<5
Kazakhstan	-	1 *	8	1 *	6,1 *	6,7	3,8	4,9	6,0	5,4	4,2	2,9	-	<5	5,3	<5
Kenya	33	31	32	31	18,8 *	18,7	17,5	16,4	9,9	11,2	10,2	8,4	20,6	20,3	19,9	18,6
Koweït	20	5	6	5	6,1 *	5,4	2,2	1,7	1,7	1,4	1,2	1,0	9,3	<5	<5	<5
Kirghizistan	-	13	17	10	5,3 *	8,2	4,2 *	2,7	7,5	6,0	4,9	3,7	-	9,1	8,7	5,5
Laos	31	29	26	23	40,3 *	35,9	36,4	31,6	15,7	10,6	8,3	5,9	29,0	25,2	23,6	20,2
Lettonie	-	3 *	4 *	3 *	2,3 *	0,9 *	0,8 *	0,6 *	1,6	1,9	1,3	0,8	-	<5	<5	<5
Liban	3 *	3 *	3 *	2 *	6,2 *	3,5	3,9 *	4,2	4,0	3,2	2,2	1,2	<5	<5	<5	<5

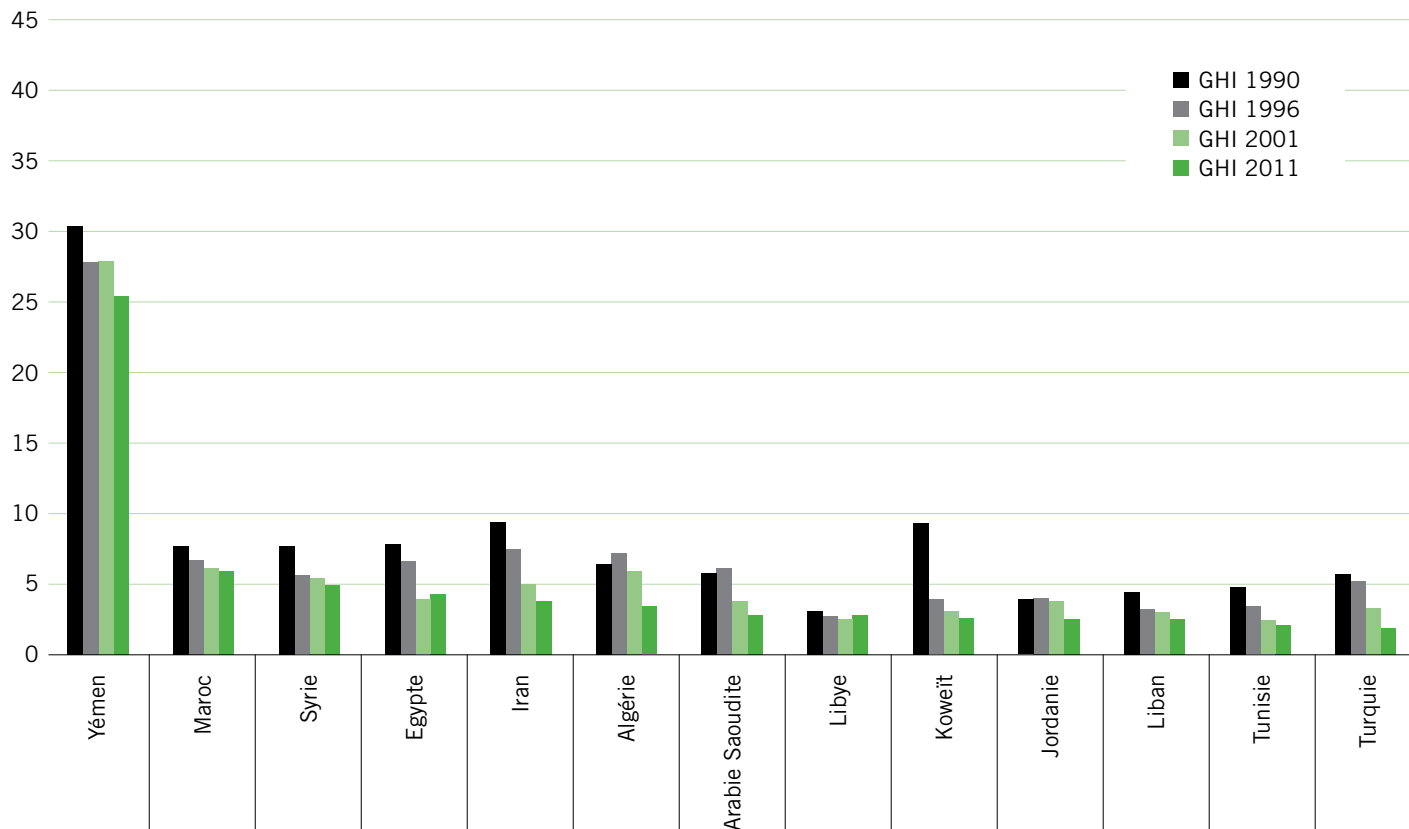
Note : * indique les estimations IFPRI.

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE GHI 1990, 1996, 2001 ET 2011

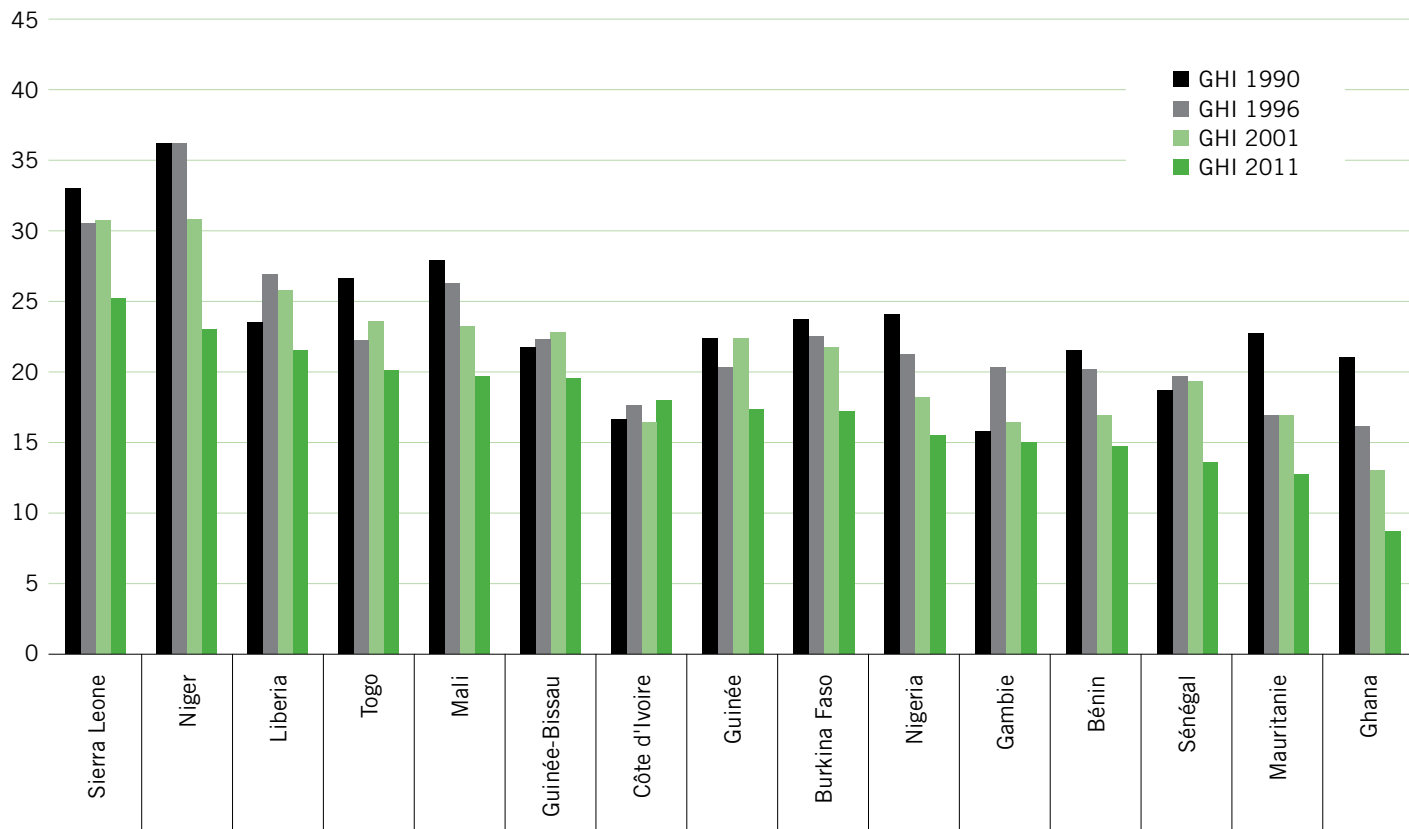
Pays	Proportion de personnes sous-alimentées (en %)				Prévalence de l'insuffisance pondérale infantile chez les moins de 5 ans (en %)				Taux de mortalité des moins de 5 ans (en %)				GHI			
	90-92	95-97	00-02	05-07	88-92	94-98	99-03	04-09	1990	1996	2001	2009	1990 (avec données 1988-92)	1996 (avec données 1994-98)	2001 (avec données 1999-2003)	2011 (avec données 2004-09)
Lesotho	15	16	14	14	13,8	15,0 *	15,0	13,2	9,3	10,7	12,3	8,4	12,7	13,9	13,8	11,9
Liberia	30	32	36	33	15,8 *	23,3 *	22,8	20,4	24,7	25,5	18,6	11,2	23,5	26,9	25,8	21,5
Libye	1 *	1 *	1 *	1 *	4,8 *	4,3	4,2 *	5,6	3,6	2,9	2,4	1,9	<5	<5	<5	<5
Lituanie	-	2 *	1 *	1 *	2,6 *	1,1 *	0,8 *	0,5 *	1,5	1,4	1,0	0,6	-	<5	<5	<5
Macédoine	-	9 *	6 *	3 *	3,1 *	2,7 *	1,9	2,0	3,6	2,4	1,8	1,1	-	<5	<5	<5
Madagascar	21	26	28	25	35,5	35,5	37,0 *	36,8	16,7	12,8	9,4	5,8	24,4	24,8	24,8	22,5
Malawi	43	36	30	28	24,4	26,5	21,5	15,5	21,8	18,9	15,8	11,0	29,7	27,1	22,4	18,2
Malaisie	3 *	1 *	2 *	2 *	22,1	17,7	16,7	7,0	1,8	1,3	1,0	0,6	9,0	6,7	6,6	<5
Mali	27	25	18	12	31,7 *	31,0	30,1	27,9	25,0	23,0	21,4	19,1	27,9	26,3	23,2	19,7
Mauritanie	12	9	8	7	43,3	29,1 *	30,4	19,4	12,9	12,5	12,2	11,7	22,7	16,9	16,9	12,7
Ile Maurice	7	7	5	5	14,7 *	13,0	11,2 *	9,6 *	2,4	2,1	1,8	1,7	8,0	7,4	6,0	5,4
Mexique	5 *	5 *	4 *	4 *	13,9	5,9 *	6,0	3,4	4,5	3,4	2,5	1,7	7,8	<5	<5	<5
Moldavie	-	10 *	9 *	5 *	4,6 *	4,8 *	4,4 *	3,2	3,7	2,9	2,3	1,7	-	5,9	5,2	<5
Mongolie	28	33	27	26	10,8	12,1 *	11,6	5,3	10,1	7,9	5,8	2,9	16,3	17,7	14,8	11,4
Monténégro	-	-	-	7 *	-	-	-	2,2	1,7	1,5	1,3	0,9	-	-	-	<5
Maroc	6	6	6	4 *	8,1	7,7	7,1 *	9,9	8,9	6,5	5,3	3,8	7,7	6,7	6,1	5,9
Mozambique	59	48	46	38	24,8 *	26,0	21,2	15,8	23,2	20,2	17,9	14,2	35,7	31,4	28,4	22,7
Myanmar	47	35	29	16	28,8	31,9	30,1	25,9 *	11,8	9,3	8,3	7,1	29,2	25,4	22,5	16,3
Namibie	32	30	21	19	21,5	19,1 *	20,3	17,5	7,3	7,1	7,7	4,8	20,3	18,7	16,3	13,8
Népal	21	20	18	16	46,0 *	42,9	43,0	38,8	14,2	11,0	8,0	4,8	27,1	24,6	23,0	19,9
Nicaragua	50	38	25	19	10,9 *	10,2	7,8	6,0	6,8	5,2	4,0	2,6	22,6	17,8	12,3	9,2
Niger	37	37	27	20	41,0	45,0	43,6	32,9	30,5	26,5	21,8	16,0	36,2	36,2	30,8	23,0
Nigeria	16	10	9	6	35,1	32,4 *	27,3	26,7	21,2	21,1	18,3	13,8	24,1	21,2	18,2	15,5
Corée du Nord	21	30	34	33	22,9 *	23,1 *	21,3	20,6	4,5	7,8	4,9	3,3	16,1	20,3	20,1	19,0
Oman	-	-	-	-	21,4	10,0	11,3	8,6	4,8	3,0	2,1	1,2	-	-	-	-
Pakistan	25	20	24	26	39,0	34,2	31,3	27,5 *	13,0	11,8	10,5	8,7	25,7	22,0	21,9	20,7
Panama	18	20	19	15	8,4 *	6,3	5,5 *	3,8 *	3,1	2,8	2,6	2,3	9,8	9,7	9,0	7,0
Papouasie N. Guinée	-	-	-	-	18,3 *	17,5 *	18,2 *	18,0	9,1	8,1	7,6	6,8	-	-	-	-
Paraguay	16	10	10	11	2,8	3,1 *	2,6 *	3,0	4,2	3,4	2,9	2,3	7,7	5,5	5,2	5,4
Pérou	27	21	18	15	8,8	5,7	5,2	0,6	7,8	5,7	3,7	2,1	14,5	10,8	9,0	5,9
Philippines	24	20	18	15	29,9	28,3	20,7	16,3 *	5,9	4,3	3,7	3,3	19,9	17,5	14,1	11,5
Qatar	-	-	-	-	-	4,8	-	-	1,9	1,6	1,4	1,1	-	-	-	-
Roumanie	2 *	2 *	1 *	0 *	5,0	5,0 *	3,8	2,5 *	3,2	2,6	2,2	1,2	<5	<5	<5	<5
Russie	-	4 *	3 *	1 *	2,3 *	1,0 *	0,8 *	0,5 *	2,7	2,7	2,3	1,2	-	<5	<5	<5
Rwanda	44	53	38	34	24,3	24,2	20,3	18,0	17,1	20,9	17,2	11,1	28,5	32,7	25,2	21,0
Arabie Saoudite	2 *	2 *	1 *	1 *	11,2 *	13,5	8,2 *	5,3	4,3	2,9	2,3	2,1	5,8	6,1	<5	<5
Sénégal	22	26	26	17	19,0	19,6	20,3	14,5	15,1	13,4	11,6	9,3	18,7	19,7	19,3	13,6
Serbie	-	-	-	7 *	-	-	-	1,8	2,9	1,8	1,2	0,7	-	-	-	<5
Sierra Leone	45	39	43	35	25,4	25,3 *	24,7	21,3	28,5	27,3	24,3	19,2	33,0	30,5	30,7	25,2
Slovaquie	-	3 *	5 *	4 *	3,8 *	1,3 *	1,1 *	0,8 *	1,5	1,1	0,9	0,7	-	<5	<5	<5
Somalie	-	-	-	-	-	-	22,8	32,8	18,0	18,0	18,0	18,0	-	-	-	-
Afrique du Sud	5 *	5 *	4 *	4 *	9,8 *	8,0	10,1	8,9 *	6,2	6,5	8,0	6,2	7,0	6,5	7,4	6,4
Sri Lanka	28	25	20	19	29,9 *	26,1 *	22,8	21,6	2,8	2,4	2,0	1,5	20,2	17,8	14,9	14,0
Soudan	39	29	28	22	36,1 *	33,3 *	38,4	31,7	12,4	11,8	11,4	10,8	29,2	24,7	25,9	21,5
Suriname	14	13	15	14	12,0 *	10,8 *	11,4	7,5	5,1	4,5	3,7	2,6	10,4	9,4	10,0	8,0
Swaziland	12	21	18	18	6,0 *	6,4 *	9,1	6,1	9,2	9,4	10,7	7,3	9,1	12,3	12,6	10,5
Syrie	4 *	3 *	3 *	3 *	15,5 *	11,3	11,1	10,0	3,6	2,6	2,1	1,6	7,7	5,6	5,4	<5
Tadjikistan	-	42	46	30	14,4 *	20,1 *	18,6 *	15,0	11,7	11,2	9,0	6,1	-	24,4	24,5	17,0
Tanzanie	28	40	39	34	25,1	26,9	25,3	16,7	16,2	15,2	13,6	10,8	23,1	27,4	26,0	20,5
Thaïlande	26	18	18	16	16,1 *	15,4	8,5 *	7,0	3,2	2,4	1,9	1,4	15,1	11,9	9,5	8,1
Timor-Oriental	39	32	28	31	-	-	40,6	44,7	18,4	14,4	9,7	5,6	-	-	26,1	27,1
Togo	43	36	36	30	21,7	16,7	22,8 *	20,5	15,0	13,8	12,1	9,8	26,6	22,2	23,6	20,1
Trinité-et-Tobago	11	14	11	11	6,2 *	5,0 *	4,4	2,2 *	3,4	3,4	3,5	3,5	6,9	7,5	6,3	5,6
Tunisie	1 *	1 *	1 *	1 *	8,5	5,7	3,5	3,3	5,0	3,4	2,6	2,1	<5	<5	<5	<5
Turquie	1 *	1 *	1 *	1 *	7,6 *	9,0	5,2 *	2,6	8,4	5,7	3,8	2,0	5,7	5,2	<5	<5
Turkménistan	-	9	9	6	10,5 *	12,9 *	10,5	8,0	9,9	8,5	6,8	4,5	-	10,1	8,8	6,2
Ouganda	19	23	19	21	19,7	21,5	19,0	16,4	18,4	16,8	15,1	12,8	19,0	20,4	17,7	16,7
Ukraine	-	4 *	2 *	1 *	2,2 *	2,3 *	2,5	0,6 *	2,1	2,1	1,9	1,5	-	<5	<5	<5
Uruguay	5	4 *	3 *	3 *	7,2 *	5,6 *	5,4	6,0	2,4	2,1	1,8	1,3	<5	<5	<5	<5
Ouzbékistan	-	5	19	11	9,9 *	15,3	7,1	4,4	7,4	7,0	5,9	3,6	-	9,1	10,7	6,3
Venezuela	10	14	13	8	6,7	4,4	3,9	3,7	3,2	2,6	2,3	1,8	6,6	7,0	6,4	<5
Vietnam	31	22	17	11	40,7	38,2	26,7	20,2	5,5	4,0	2,9	2,4	25,7	21,4	15,5	11,2
Yémen	30	31	31	31	48,6 *	40,9	43,1	38,6 *	12,5	11,6	9,6	6,6	30,4	27,8	27,9	25,4
Zambie	35	38	43	43	21,2	19,6	23,3	14,9	17,9	17,4	16,4	14,1	24,7	25,0	27,6	24,0
Zimbabwe	40	44	41	30	8,0	11,7	11,5	14,0	8,1	11,1	11,4	9,0	18,7	22,3	21,3	17,7

Note : * indique les estimations IFPRI.

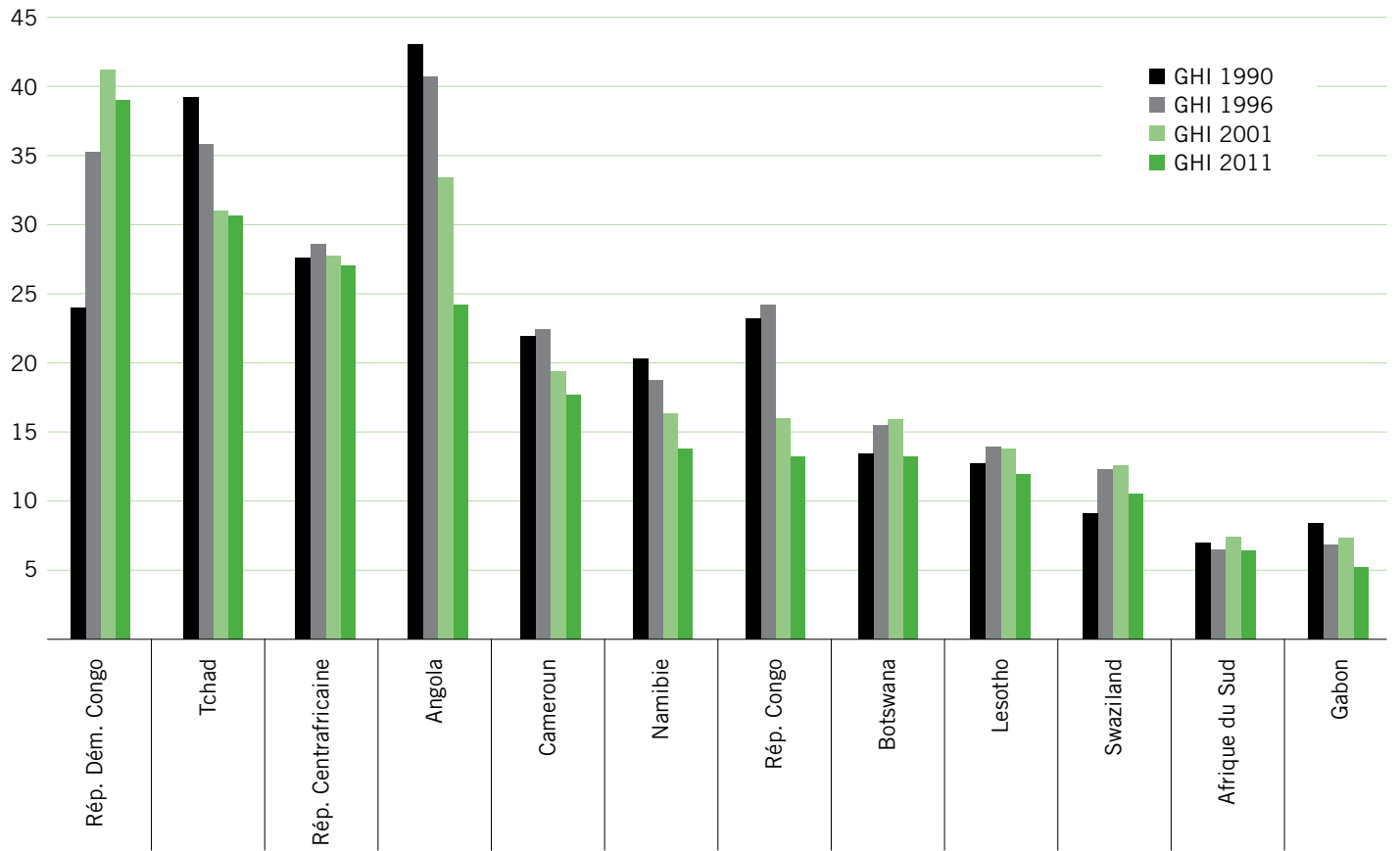
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



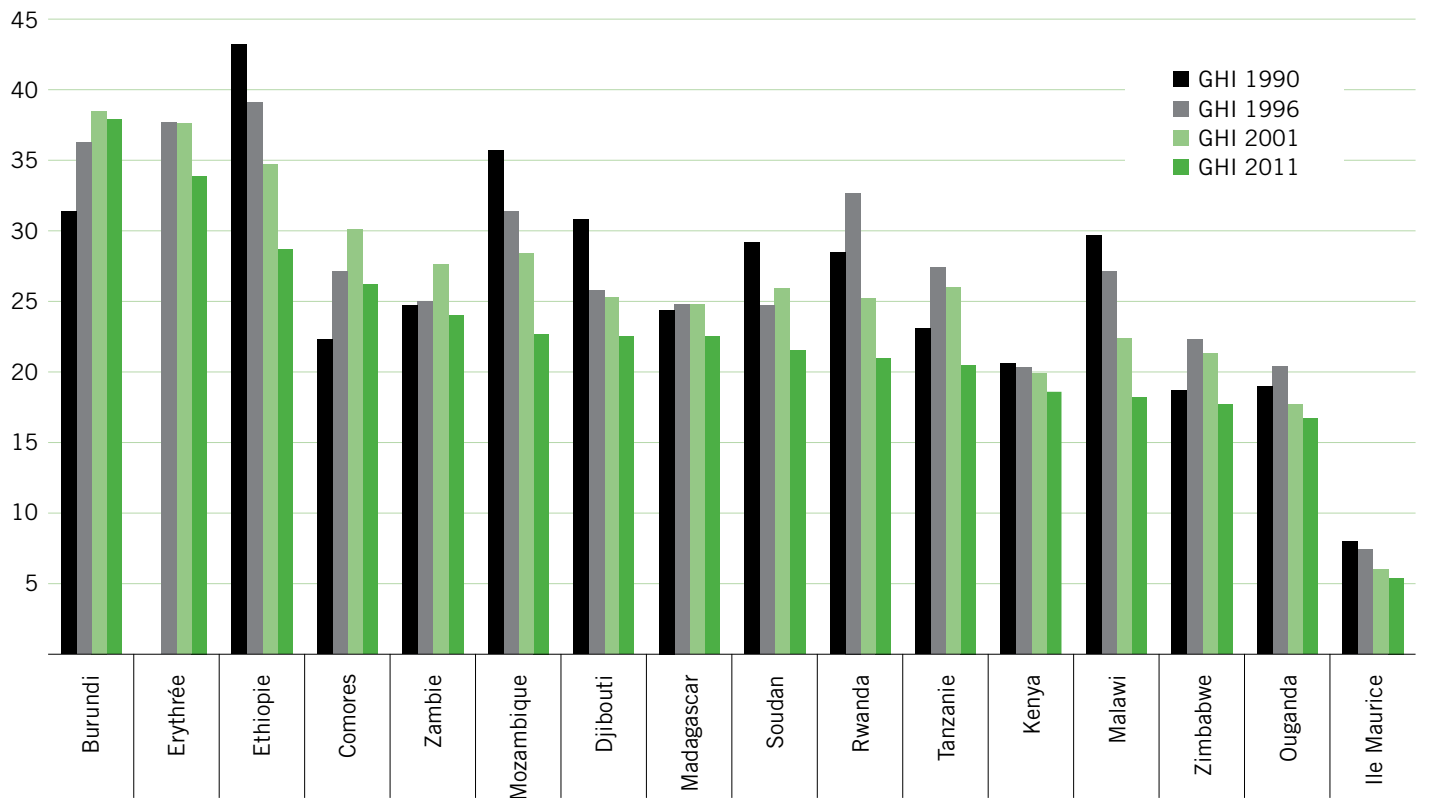
AFRIQUE DE L'OUEST



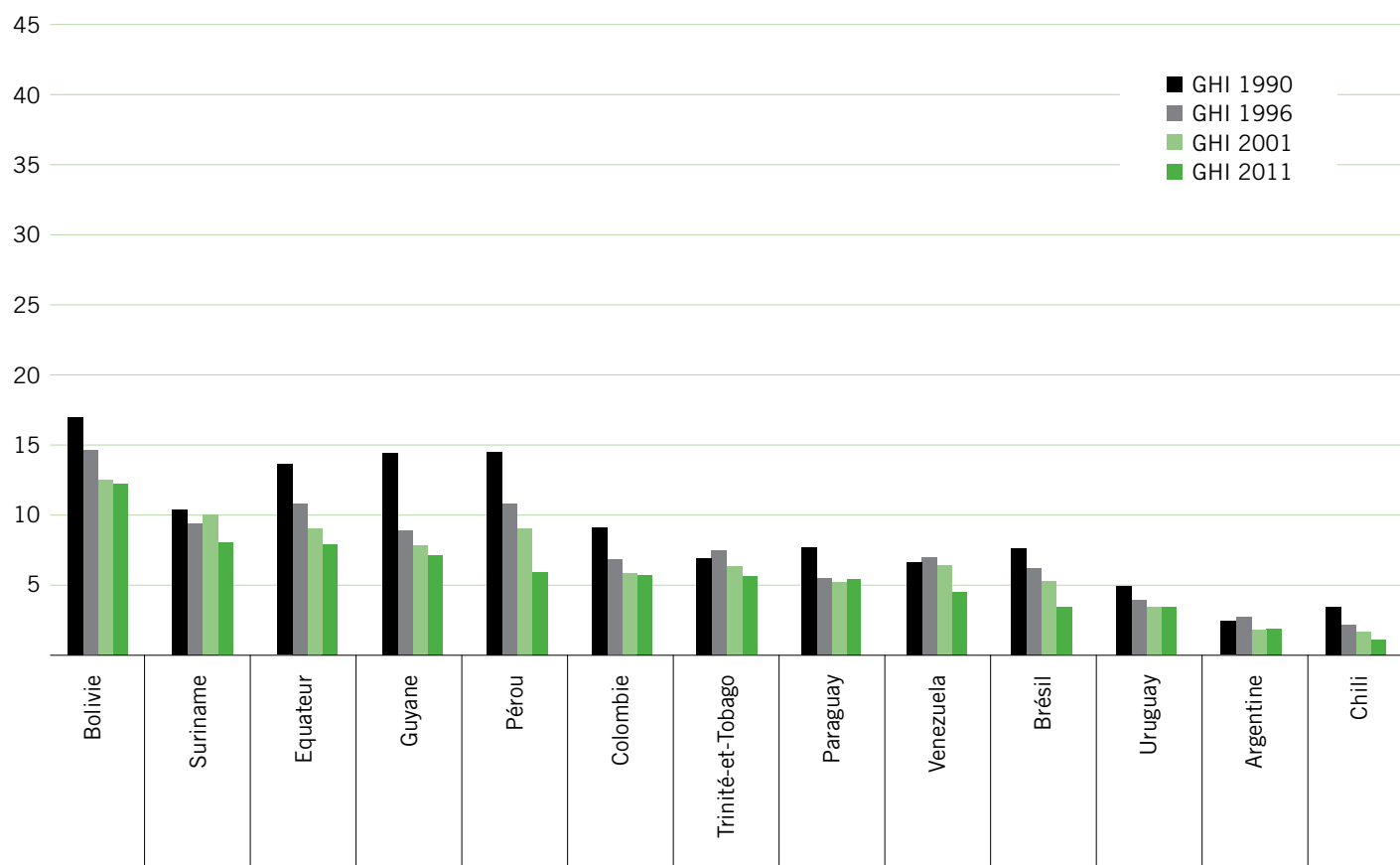
AFRIQUE CENTRALE ET AUSTRALE



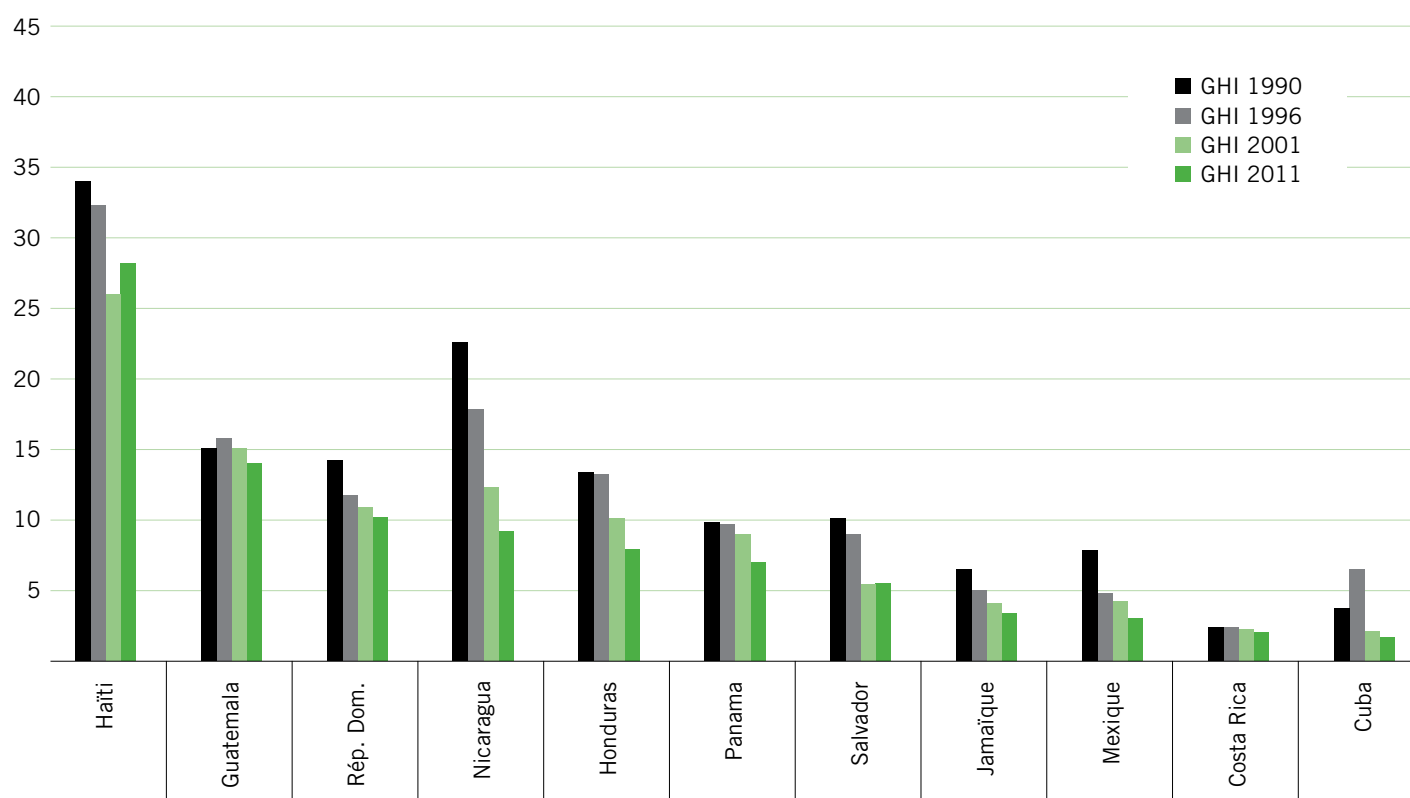
AFRIQUE DE L'EST



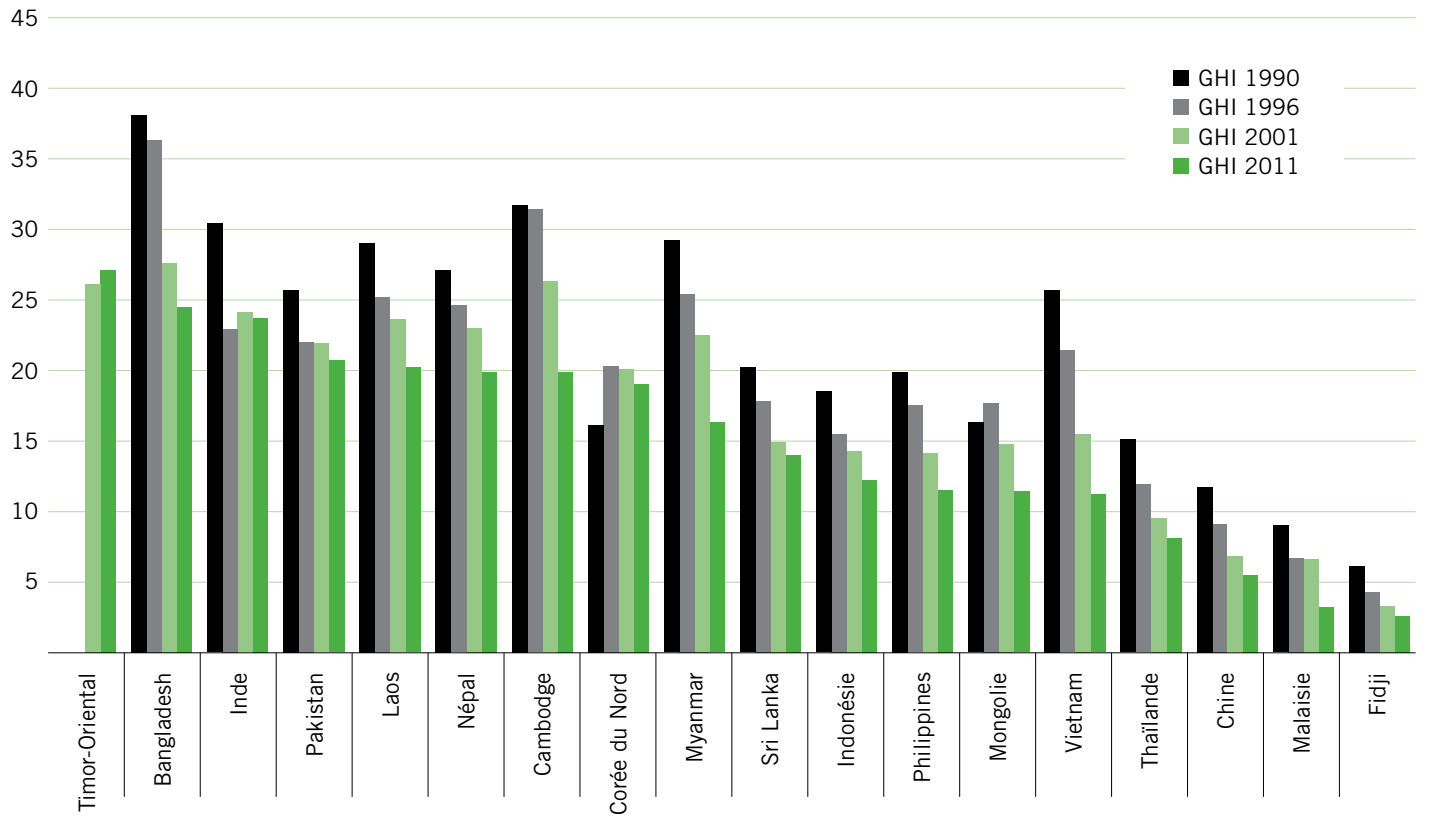
AMERIQUE DU SUD



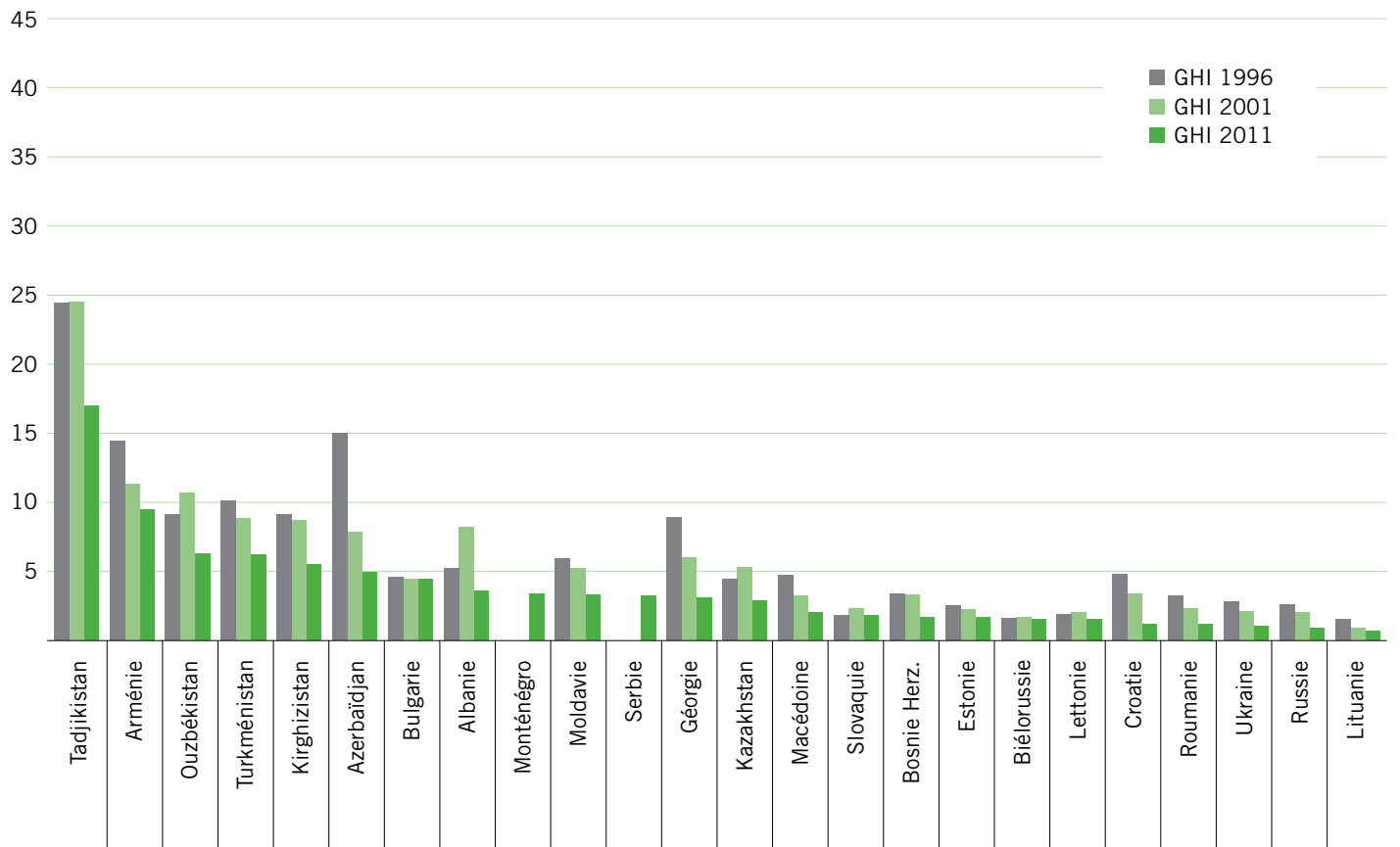
AMERIQUE CENTRALE ET CARAÏBES



ASIE DU SUD, DE L'EST ET DU SUD-EST



EUROPE DE L'EST ET EX-UNION SOVIÉTIQUE



Notes techniques sur la mesure de la volatilité excessive des prix alimentaires

Définitions techniques

RENDEMENT : soit P_t le prix d'un produit agricole à l'instant t (t pouvant représenter des jours, mois, ou toute autre période de temps.) Le rendement à l'instant t est défini par $R_t = \frac{(P_t - P_{t-1})}{P_{t-1}}$.

VOLATILITÉ : la volatilité est une mesure de la variation des prix entre l'instant $t - 1$ et l'instant t . Si il y a une variation élevée des prix entre l'instant $t - 1$ et l'instant t , alors R_t est élevé (espérance de gain ou risque de perte élevés), et les rendements et la volatilité peuvent être considérés comme importants. Par conséquent, les valeurs extrêmes des rendements se traduisent par une variation des prix extrême (volatilité) et vice-versa. Il apparaît également que si la variation des prix est nulle sur une longue période (volatilité), alors $P_t - P_{t-1} = 0$ et $R_t = 0$. Il est à noter qu'une période marquée par des hausses (ou des baisses) de prix soutenues peut être caractérisée par une faible ou forte volatilité.

QUANTILE : le quantile est la valeur spécifique d'une variable qui divise des données ordonnées en deux groupes : celles supérieures et celles inférieures à la valeur du quantile. A titre d'exemple, p % des valeurs sont inférieures au $p^{\text{ème}}$ quantile. Le 95^e ou 99^e quantile sont des quantiles d'ordre élevés, c'est-à-dire que la probabilité que la valeur du rendement soit dépassée est faible (5 % ou 1 %).

RENDEMENT ÉLEVÉ OU ANORMAL : un rendement élevé est un rendement qui dépasse un certain seuil pré-établi. Ce seuil est normalement un quantile d'un ordre élevé (95 ou 99 %), c'est-à-dire que le seuil correspond à une valeur de rendement ayant une faible probabilité d'être dépassée (5 % ou 1 %).

PÉRIODE DE VOLATILITÉ EXCESSIVE : période caractérisée par une variation des prix extrême (volatilité) pendant laquelle on observe un nombre important de rendements quotidiens élevés dans un intervalle de 60 jours consécutifs.

A propos des données concernant la volatilité des prix dans le Chapitre 3

Les graphiques page 23 et 29 montrent les résultats d'un modèle de l'évolution dynamique des rendements quotidiens basé sur des données historiques remontant à 1954. Pour plus de détails sur ce modèle - connu sous le nom de Nonparametric Extreme Quantile (NEXQ) Model - voir le site internet www.foodsecurityportal.org/excessive-food-price-variability-early-warning-system-launched et Martins-Filho, Torero et Yao 2010. Ce modèle est ensuite appliqué à la théorie des valeurs extrêmes afin d'estimer les quantiles d'ordre élevé de la série de rendements, ce qui permet de classer toutes les valeurs de rendement obtenues (c'est-à-dire, le rendement effectif sur les marchés à terme) comme étant extrêmement élevées ou non. Dans le graphique page 23, tous les rendements obtenus (ligne verte) qui dépassent le 95^e quantile (le rendement d'ordre élevé estimé par le modèle, indiqué par la ligne orange) sont classés parmi les rendements élevés ou anormaux. La probabilité d'obtenir ce type de rendement, en relation aux prévisions basées sur des données historiques remontant à 1954, est extrêmement faible (cette probabilité est seulement de 5 %).

BIBLIOGRAPHIE

- AEI (Agence Internationale de l'Energie). 2010. **Sustainable Production of Second-Generation Biofuels : Potential and Perspectives in Major Economies and Developing Countries**. Paris. http://www.iea.org/papers/2010/second_generation_biofuels.pdf.
- Alkire, S. et M. E. Santos. 2010. **Multidimensional Poverty Index : 2010 Data**. Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford. www.ophi.org.uk/policy/multidimensional-poverty-index/.
- Al-Riffai, P., B. Dimaranan et D. Laborde. 2010a. **"Global Trade and Environmental Impact Study of the EU Biofuels Mandate"**. ATLASS Consortium. Rapport sur une étude effectuée par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) pour la Direction générale Commerce de la Commission européenne. <http://www.ifpri.org/publication/global-trade-and-environmental-impact-study-eu-biofuels-mandate>.
- . 2010b. **European Union and United States Biofuel Mandates : Impacts on World Markets**. Technical Notes, No. IDB-TN-191. Washington, DC : Banque interaméricaine de développement.
- Bakary, S. 2008. **"The New Face of Hunger."** The Economist, 17 avril.
- Banque mondiale. 2010. **Indicateurs du développement dans le monde**. Washington DC.
- Brahmbhatt, M. et L. Christiaensen. 2008. **Rising Food Prices in East Asia : Challenges and Policy Options**. Washington DC : Banque Mondiale. http://siteresources.worldbank.org/EASTASIAPACIFICEXT/Resources/EA_Rising_Food_Prices050508.pdf.
- Central Asia Economy Newswire. 2011. **"Tajik President Urges Food Hoarding over Next Two Years"**. 25 mars. <http://centralasianewswire.com/Business/Tajik-president-urges-food-hoarding-over-next-two-years/viewstory.aspx?id=3650>.
- Chabot, P. et F. Tondel. 2011. **A Regional View of Wheat Markets and Food Security in Central Asia with a Focus on Afghanistan and Tajikistan**. Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Département du développement international du Royaume-Uni (DFID), Famine Early Warning Systems Network (FEWSNET) et le Programme alimentaire mondial (PAM). http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full%20Report_96.pdf.
- CIA (Central Intelligence Agency). 2010. **The World Factbook**. Washington DC. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>.
- CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). 2008. **Tackling the Global Food Crisis. Policy Brief 2**. http://www.unctad.org/en/docs/presspb20081_en.pdf.
- . 2009. **World Investment Report 2009: Transnational Corporations, Agricultural Production, and Development**. New York et Genève : Nations unies.
- Coates, J., A. Swindale et P. Bilinsky. 2007. **Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS) for Measurement of Household Food Access: Indicator Guide (v. 3)**. Washington DC : Food and Nutrition Technical Assistance Project, Academy for Educational Development.
- Deininger, K. et D. Byerlee, avec J. Lindsay, A. Norton, H. Selod, et M. Stickler. 2011. **Rising Global Interest in Farmland : Can It Yield Sustainable and Equitable Benefits?** Washington DC : Banque Mondiale.
- DFID (Département du développement international du Royaume-Uni). 2011. **DFID Cash Transfers Evidence Paper**. Londres.
- Earth Policy Institute. 2011. **Data Center: Climate, Energy, and Transportation**. http://www.earth-policy.org/data_center/C23.
- Evans, A. 2009. **The Feeding of the Nine Billion: Global Food Security for the 21st Century**. Londres : Chatham House.
- FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2010. **L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde**. Rome.
- . 2011a. FAOSTAT. Rome. <http://faostat.fao.org/>.
- . 2011b. **Global Information and Early Warning System Food Price Data and Analysis Tool**. Rome. <http://www.fao.org/giews/pricetool2/>.
- FEWSNET (Famine Early Warning Systems Network). 2011. **Asie Centrale (Suivi à distance) : Tadjikistan**. <http://www.fews.net/pages/remote-monitoring-country.aspx?gb=tj>.
- G20 (Groupe des 20). 2011. **Déclaration Ministérielle. Plan d'Action sur la Volatilité des Prix Alimentaires et sur l'Agriculture**. Réunion des Ministres d'Agriculture du G20, Paris, 22 et 23 juin.
- Gouvernement de Sa Majesté. 2010. **The 2007/08 Agricultural Price Spikes: Causes and Policy Implications**. Londres : ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales. <http://www.defra.gov.uk/foodfarm/food/pdf/ag-price100105.pdf>.
- GSS (Ghana Statistical Service), GHS (Ghana Health Service) et ICF Macro. 2009. **Ghana Demographic and Health Survey 2008**. Accra, Ghana. <http://www.measuredhs.com/pubs/pdf/FR221/FR221.pdf>.
- Headley, D. et S. Fan. 2010. **Reflections on the Global Food Crisis. How Did It Happen? How Has It Hurt? And How Can We Prevent the Next One?** Research Monograph 165. Washington, DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.

- Hernandez, M., R. Ibarra et D. Trupkin. Forthcoming. **How Far Do Shocks Move across Borders? Examining Volatility Transmission in Major Agricultural Futures Markets**. IFPRI Discussion Paper. Washington, DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Hernandez, M., M. Robles et M. Torero. 2011. **Beyond the Numbers: How Urban Households in Central America Responded to the Recent Global Crises**. IFPRI Issue Brief 67. Washington, DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Höffler, H. avec B. W. Owuor Ochieng. 2009. **High Commodity Prices: Who Gets the Money? A Case Study on the Impact of High Food and Factor Prices on Kenyan Farmers**. Enquête pour Heinrich-Boell-Foundation. Berlin, Allemagne. http://www.boell.de/downloads/worldwide/HighFoodPrices-WhoGetsTheMoney_Kenya.pdf.
- Iannotti, L., et M. Robles. 2011. **“Negative Impact on Calorie Intake Associated with the 2006–08 Food Price Crisis in Latin America”**. Food and Nutrition Bulletin 32 (2): 112–23.
- IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires)/ Welthungerhilfe/Concern. 2007. **The Challenge of Hunger 2007 - Global Hunger Index : Facts, Determinants, and Trends**. Washington DC, Bonn et Dublin.
- IGME (Inter-agency Group for Child Mortality Estimation). 2010. **CME Info Database**. New York. <http://www.childmortality.org/cmeMain.html>
- KNBS (Kenya National Bureau of Statistics). 2011. **Indice des prix à la consommation**. <http://www.knbs.or.ke/consumerpriceindex.php>.
- Kufuor, J. A. 2011. **Ghana’s Transformation**. Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bkt_ess_kufuor_web.pdf.
- Laborde, D. 2011. **“Assessing the Land Use Changes Consequences of European Biofuel Policies and Its Uncertainties”**. Rapport d’étude d’ATLASS pour la Direction générale Commerce de la Commission européenne. Prochainement disponible.
- Laborde D., C. Lakatos, G. Nelson, R. Robertson et M. Thomas. 2011. **“Climate Change and Agriculture in South Asia : Alternative Trade Policy Options.”** Rapport pour la Banque mondiale. Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Martins-Filho, C., M. Torero et F. Yao. 2010. **“Estimation of Quantiles Based on Nonlinear Models of Commodity Price Dynamics and Extreme Value Theory”**. Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Washington DC. Mimeo. <http://www.foodsecurityportal.org/policy-analysis-tools/wheat-prices-and-returns>.
- MEASURE DHS. 2011. **Demographic and Health Surveys**. Calverton, Etats-Unis. http://www.measuredhs.com/aboutsurveys/search/search_survey_main.cfm?SrvyTp=type&listtypes=1.
- Minot, N. 2011. **Transmission of World Food Price Changes to Markets in Sub-Saharan Africa**. IFPRI Discussion Paper 01059. Washington, DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Nelson, G. C., M. W. Rosegrant, A. Palazzo, I. Gray, C. Ingersoll, R. Robertson, S. Tokgoz, T. Zhu, T. B. Sulser, C. Ringler, S. Msangi et L. You. 2010. **Food Security, Farming, and Climate Change to 2050 : Scenarios, Results, Policy Options**. Washington, DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques). 2008. **Rising Food Prices: Causes and Consequences**. OCDE, Rapport d’orientation. Paris. <http://www.oecd.org/dataoecd/54/42/40847088.pdf>.
- OCDE/FAO (Organisation de Coopération et de Développement Économiques / Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture). 2011. **Perspectives agricoles de l’OCDE et de la FAO 2011–2020**. Paris et Rome: Publications OCDE et FAO. http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2011-en.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 2011. **Global Database on Child Growth and Malnutrition**. Genève. <http://www.who.int/nutgrowthdb/database/countries/en/index.html>.
- ONUSIDA (Programme commun des Nations unies sur le VIH/Sida). 2010. **Rapport mondial : rapport de l’ONUSIDA sur l’épidémie mondiale de sida 2010**. Genève.
- PAM (Programme alimentaire mondial). 2005. **Tajikistan : Market Profile for Emergency Food Security Assessments**. Rome.
- . 2011. **Tajikistan Market Price Report May 2011**. Rome. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp238035.pdf>.
- Robles, M. 2010. **Welfare Impact of Changing Food Prices: The Case of Bangladesh, Pakistan, and Vietnam. Study prepared for the project ADB RETA 13th, Policies for Ensuring Food Security in South and Southeast Asia (Novembre 2010)**. Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Washington, DC. Mimeo.
- Robles, M. et M. Torero. 2010. **“Understanding the Impact of High Food Prices in Latin America.”** *Economia* 10 (2): 117–64.
- Rossi, L., T. Hoerz, V. Thouvenot, G. Pastore et M. Michael. 2006. **“Evaluation of Health, Nutrition, and Food Security Programmes in a Complex Emergency : The Case of Congo as an Example of a Chronic Post-Conflict Situation.”** *Public Health Nutrition* 9 (5): 551–56.

- Sommer, M. et C. Gilbert. 2006. **“The Boom in Nonfuel Commodity Prices: Can It Last?” In World Economic Outlook : Financial Systems and Economic Cycles.** Washington, DC : Fonds monétaire international.
- Timmer, P. 2010. **“Reflections on Food Crises Past”.** Food Policy 35 (1): 1–11.
- UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance). 2010. **Childinfo Statistics on Child Nutrition.** New York. http://www.childinfo.org/undernutrition_underweight.php.
- . 2011. **The State of the World's Children 2011 : Adolescence – An Age of Opportunity.** New York.
- von Braun, J. 2008a. **“Food Summit : Some Progress but More Needs to Be Done”.** Communiqué de presse, 6 juin. Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Washington DC. <http://www.ifpri.org/pressrel/2008/20080606.asp>.
- . 2008b. **Biofuels, International Food Prices, and the Poor.** Testimony to the United States Senate Committee on Energy and Natural Resources, 12 juin. <http://www.ifpri.org/pubs/testimony/vonbraun20080612.asp#dl>.
- . 2008c. **Rising Food Prices: What Should Be Done?** Policy Brief. Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. <http://www.ifpri.org/pubs/bp/bp001.asp>.
- von Braun, J., A. Ahmed., K. A. Okyere, S. Fan, A. Gulati, J. Hoddinott, et al. 2008. **High Food Prices : The What, Who, and How of Proposed Policy Actions.** Policy Brief. Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. <http://www.ifpri.org/PUBS/ib/FoodPricesPolicyAction.pdf>.
- von Grebmer, K., H. Fritschel, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, R. Pandya-Lorch, et Y. Yohannes. 2008. **Global Hunger Index - The Challenge of Hunger 2008.** Bonn, Washington DC et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern.
- von Grebmer, K., B. Nestorova, A. Quisumbing, R. Fertziger, H. Fritschel, R. Pandya-Lorch, et Y. Yohannes. 2009. **2009 Global Hunger Index - The Challenge of Hunger: Focus on Financial Crisis and Gender Inequality.** Bonn, Washington DC et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.
- von Grebmer, K., M. T. Ruel, P. Menon, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, Y. Yohannes, C. von Oppeln, O. Towey, K. Golden, et J. Thompson. 2010. **2010 Global Hunger Index - The Challenge of Hunger: Focus on the Crisis of Child Undernutrition.** Bonn, Washington DC et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.
- Walker, L. K. et W. Lynch. 2011. **Reaching the Tipping Point in Southern Tajikistan: Nutrition and Food Security Assessment for Khatlon and GBAO Regions.** Save the Children Food Security Assessment. http://www.untj.org/files/library/SC_Food_Security_Assessment_Khatlon-GBAO_April_2011.pdf.
- Wiesmann, D. 2004. **An International Nutrition Index: Concept and Analyses of Food Insecurity and Undernutrition at Country Levels.** Development Economics and Policy Series 39. Frankfurt am Main : Peter Lang.
- . 2006a. **2006 Global Hunger Index: A Basis for Cross-Country Comparisons.** Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- . 2006b. **A Global Hunger Index: Measurement Concept, Ranking of Countries, and Trends.** Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper 212. Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Wiesmann, D., J. von Braun, et T. Feldbrügge. 2000. **An International Nutrition Index: Successes and Failures in Addressing Hunger and Malnutrition.** ZEF Discussion Papers on Development Policy No. 26. Bonn, Allemagne : Zentrum für Entwicklungsforschung (ZEF) [Center for Development Research].
- Wiesmann, D., L. Weingärtner, et I. Schöninger. 2006. **The Challenge of Hunger - Global Hunger Index: Facts, Determinants, and Trends.** Bonn et Washington DC : Deutsche Welthungerhilfe et Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- World Agricultural Outlook Board. 2008. **World Agricultural Supply and Demand Estimates.** WASDE-460. Washington DC : Département américains de l'Agriculture.
- Wright, B. 2008. **“Speculators, Storage, and the Price of Rice”.** ARE Update (Giannini Foundation of Agricultural Economics) 12 (2): 7–10.
- . 2009. **International Grain Reserves and Other Instruments to Address Volatility in Grain Markets.** Policy Research Working Paper 5028. Washington DC : Banque Mondiale.
- Wroughton, L. 2011. **“Food Prices at Dangerous Levels, Zoellick Warns.”** Reuters, 16 février.

PARTENAIRES



INTERNATIONAL
FOOD
POLICY
RESEARCH
INSTITUTE

IFPRI®

A propos de l'IFPRI

L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires été créé en 1975 (www.ifpri.org). Sa mission vise à développer des solutions de politique

publique, afin de réduire la pauvreté dans les pays en développement, permettre la sécurité alimentaire, améliorer la santé et la nutrition, et promouvoir le développement agricole environnemental. Afin d'atteindre ces objectifs, l'institut se concentre sur la recherche ainsi que le renforcement des capacités et la communication politique. Il travaille en lien étroit avec les instituts de recherche agricole et de nutrition nationaux, ainsi que les réseaux régionaux dans les pays en développement. L'Institut anime également un dialogue large afin que les nouvelles vues scientifiques issues de ses recherches soient intégrées dans les politiques agricoles et alimentaires, et permettent de sensibiliser le public sur les thèmes de la sécurité alimentaire, la pauvreté, et la protection environnementale.

L'IFPRI est financé par les gouvernements, les organisations internationales et régionales, et les fondations privées, et nombre d'entre eux sont membres du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (www.cgiar.org). L'association est composée de 15 centres de recherche agricole internationaux qui travaillent en coopération étroite avec les systèmes de recherche agricole nationaux, les gouvernements, les ONG, et le secteur privé. L'IFPRI est basé à Washington, avec 12 bureaux régionaux, et notamment en Inde, en Ethiopie, et au Sénégal.



Notre identité - Qui nous sommes

Concern Worldwide est la plus importante ONG irlandaise, engagée dans la réduction de la souffrance et l'éradication de la

pauvreté extrême. Nous travaillons dans 25 des pays les plus pauvres du monde, grâce à 3100 personnels engagés et compétents.

Notre mission – Ce que nous faisons

Notre mission vise à aider les personnes vivant dans une pauvreté extrême à connaître des améliorations importantes qui dureront et se développeront sans le soutien constant de Concern Worldwide. Ainsi, Concern Worldwide travaille directement avec les populations pauvres, mais également des partenaires locaux et internationaux qui partagent notre vision, afin de créer des sociétés justes et pacifiées, où les populations pauvres peuvent exercer leurs droits fondamentaux. Pour remplir cette mission, nous nous engageons dans des activités de développement de long terme, nous répondons aux situations d'urgence, et nous cherchons à nous attaquer aux causes profondes de la pauvreté via un travail d'éducation au développement et de plaidoyer.

Notre vision – Le changement

Un monde où personne ne vit dans la pauvreté, la peur ou l'oppression ; où nous avons tous accès à des conditions de vie décentes, et des opportunités et choix essentiels pour permettre une vie longue, saine et créative ; un monde où tout le monde est traité dans la dignité et le respect.



Notre vision : tous les peuples du monde dirigent leur vie de manière autonome dans la dignité et la justice – sans être victimes de la faim et de la pauvreté.

Qui sommes-nous ?

Welthungerhilfe a été fondée en 1962 dans le cadre du mouvement pionnier « campagne de libération de la faim » sous l'ombrelle de la FAO. Aujourd'hui, Welthungerhilfe est l'une des ONG allemandes les plus importantes, indépendante et largement ancrée dans la société civile par son réseau d'organisations membres, de bailleurs et de supporters.

Nos buts

Nous faisons campagne pour la sécurité alimentaire de tous, partout, pour le développement rural et la préservation des ressources naturelles. Nous sommes convaincus de la force des rêves, qui motivent les gens et sont des instruments politiques forts afin d'améliorer les conditions de vie des populations pauvres et mal nourries et garantir notre futur commun. Ceci nous incite à lier nos partenaires en Allemagne avec nos pays d'intervention au sein d'un réseau global dynamique, afin que la coopération dans le développement devienne une expérience partagée.

Notre travail

Nous permettons aux gens des pays en développement de prendre le contrôle de leur vie aujourd'hui et pour l'avenir. Nos années d'expérience internationale en tant qu'organisation d'aide allemande nous ont permis de développer des expériences réussies en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Nous sommes également actifs dans des campagnes politiques afin de changer les conditions qui mènent à la faim et la pauvreté. Nous mobilisons la population allemande autour de notre vision.

Notre approche

Notre conception globale est basée sur la qualité, les résultats et l'impact. Nos activités varient de la réponse d'urgence aux catastrophes à des projets de reconstruction et de développement de long terme. Nous travaillons d'égal à égal avec les populations touchées ; nous nous basons sur notre compétence, notre sérieux et notre transparence. Nous soutenons nos organisations partenaires dans nos pays d'intervention, en permettant que ces structures soient renforcées à la base et en garantissant ainsi le succès durable de nos projets.



ACTED (Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement) est une organisation non gouvernementale française créée en 1993 qui a pour vocation de soutenir les populations vulnérables de par le monde et de les accompagner dans la construction d'un futur meilleur en apportant une réponse adaptée à des besoins précis. ACTED intervient afin de faire face aux situations d'urgence, pour soutenir les projets de réhabilitations et d'accompagner les dynamiques de développement.

ACTED vient en aide aux populations touchées par les crises grâce à une approche à la fois globale et locale, multidisciplinaire et adaptée à chaque contexte. En assurant le lien entre Urgence, Réhabilitation et Développement, les équipes d'ACTED garantissent que les interventions effectuées en temps de crise soient utiles et pérennes, car seul un soutien sur le long terme - en demeurant sur place après l'urgence et en impliquant les communautés - permet de rompre le cycle de pauvreté et d'accompagner les populations sur la voie du développement.

Pour ce faire nos équipes sur le terrain interviennent sur plus de 300 programmes dans les secteurs suivants : aide humanitaire d'urgence, sécurité alimentaire, promotion de la santé, éducation et formation, développement économique, microfinance, soutien institutionnel et dialogue régional, promotion culturelle.

4000 personnes sont dédiées à la mise en œuvre et au suivi de nos projets en Afghanistan, Cambodge, Côte d'Ivoire, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Liban, Libye, Madagascar, Myanmar, Nicaragua, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, République Centrafricaine, République du Congo, RDC, Serbie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Territoires Palestiniens, Vietnam, Zimbabwe.

En tant qu'ONG, nous nous donnons pour objectif de répondre aux situations de détresse, en garantissant la conformité et la pertinence de nos interventions, avec une approche durable et innovante.

Fort de son expérience au plus près des besoins, ACTED contribue aujourd'hui à l'agenda international en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Associée à de nombreux partenaires français, européens et internationaux, ACTED s'engage pour promouvoir et développer des approches et des initiatives innovantes, des nouvelles formes de solidarité et des convergences entre opérateurs privés, acteurs publics et ONG du Nord et du Sud sur des thèmes tels que la microfinance et le social business, l'accès durable au revenu, la prévention et réduction des catastrophes, la promotion de la gouvernance

locale, l'évaluation et l'aide à la coordination de l'urgence humanitaire, la culture et le développement, l'accès à la santé dans le continuum humanitaire, un développement durable, etc.

www.acted.org



Lancée en 2008, Convergences 2015 est la première plate-forme en Europe dédiée à la coopération internationale, à la microfinance, au social business, à l'environnement et au développement durable, à l'entrepreneuriat social et à l'économie solidaire, pour la réduction de la pauvreté et la promotion des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des Nations unies.

Véritable réseau fédérateur, Convergences 2015 rassemble plus d'une centaine d'organisations, avec pour objectif de promouvoir une économie tournée vers un plus grand impact social et de permettre l'articulation des multiples parties prenantes engagées dans cette voie. Ainsi, cette initiative vise la création de synergies entre les différents acteurs économiques, solidaires et publics pour la réduction de la pauvreté.

En jetant des passerelles entre ces différents acteurs, Convergences 2015 formule un projet de rassemblement d'envergure donnant lieu à des débats d'idées, des propositions d'alternatives et des plans d'action innovants.

Convergences 2015 culmine lors de son Forum, le « Davos français des nouvelles solidarités », qui réunit chaque année plus de 3500 personnes à Paris. Pendant l'année, Convergences 2015 organise régulièrement des cycles de conférences, édite des publications, afin de contribuer à la promotion et au plaidoyer de ces thématiques.

www.convergences2015.org

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Str. 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de

Secrétaire Général et Président :

Dr. Wolfgang Jamann

International Food Policy Research Institute (IFPRI)

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, USA
Tel. +1 202-862-5600
Fax +1 202-467-4439
www.ifpri.org

Directeur Général :

Dr. Shenggen Fan

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1 417 7700
Fax +353 1 475 7362
www.concern.net

Directeur Exécutif :

Tom Arnold

Editeurs :

Constanze von Oppeln
Nina Wünsche
Klaus von Grebmer
Olive Towey
Adrien Tomarchio

Traduction :

Antonia Estrada

Remerciements :

Paul Duke, Chloé Sautter

Informations complémentaires :

www.acted.org

Auteurs :

IFPRI: Klaus von Grebmer (Directeur de la Division de la Communication), Maximo Torero (Directeur de la Division Marchés, Commerce et Institutions), Tolulope Olofinbiyi (Chercheur), Heidi Fritschel (Editeur), Doris Wiesmann (Consultant indépendant), and Yisehac Yohannes (Chercheur).

Concern Worldwide et Welthungerhilfe: Lilly Schofield (Conseillère Evaluation et Recherche), Constanze von Oppeln (Conseillère Senior sur les questions d'aide alimentaire et de sécurité alimentaire).

Création graphique et mise en page :

muehlhausmoers kommunikation gmbh, Cologne, Germany
Tobias Heinrich, Pascal Schöning, Dorina Volkhausen

Impression :

TCH Réalisation; Boulogne-Billancourt, France

Numéro d'ordre :

460-5392

ISBN :

978-0-89629-926-9

Crédits des photos :

Photo de couverture : Thomas Lohnes/Welthungerhilfe, Equateur, Millenniumsdorf San Andres, Angel Maiquiza (73 ans) cultive du maïs. Sa femme et lui gagnent moins d'un dollar par jour, ce qui les place dans la catégorie des personnes vivant dans la pauvreté absolue, 2006 ; Page 2 : Thomas Lohnes/Welthungerhilfe, Inde, Tamil Nadu, Battage du riz dans un champ, 2005 ; Page 6 : Thomas Lohnes/Welthungerhilfe, Sierra Leone, Bo District, Amie Sam (52 ans) et son amie cuisinent dans leur hutte, 2009 ; Page 10 : Thomas Lohnes/Welthungerhilfe, Equateur, Millenniumsdorf San Andres, Luz Quinde (49 ans) dans son champ de près de 5000 plants, 2006 ; Page 20 : Derek Frank/Welthungerhilfe, Liberia, production d'huile de palme. Les noix de palme bouillies sont écrasées, plantées dans le sol et aspergées d'eau bouillante, 2006 ; Page 32 : Andreas Stedtler/Welthungerhilfe, Ethiopie, Halo/Ziway Dugda, Amane Jabaro (28 ans) dans son magasin, financé par un programme de microcrédit. Elle vend des produits du quotidien, 2006 ; Page 35 : Lilly Schofield/Concern Worldwide, Kenya, Korogocho/Nairobi, Teresa Wangari (25 ans), 2011 ; Page 41 : Constanze von Oppeln/Welthungerhilfe, Tadjikistan, Au bazaar Baljuvon, Abdulkhodir Haidarov, commerçant (à droite), vend du blé importé du Kazakhstan, 2011 ; Page 42 : Eva Häberle/Welthungerhilfe, Laos, une femme tamise du riz pour séparer les grains des écoces, 2011 ; Portraits : Les portraits des personnes ont été réalisés par le personnel de Welthungerhilfe.

Commentaire :

Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur les cartes de ce rapport ne constituent pas une reconnaissance ni la marque d'un soutien officiel de la part de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), Welthungerhilfe, Concern Worldwide ou ACTED.



Scannez ce code pour
accéder au GHI 2011

**Agence d'Aide à la Coopération
Technique et au Développement**

33 rue Godot de Mauroy
75 009, Paris, France
Tel. +33 1-42-65-33-33
Fax +33 1-42-65-33-46
www.acted.org

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Str. 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-22 88-0
Fax +49 228-22 88-333
www.welthungerhilfe.de

**International Food Policy
Research Institute**

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, USA
Tel. +1 202-862-5600
Fax +1 202-467-4439
www.ifpri.org

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net

